CATECHISME D'ECONOMIE POLITIQUE, OU INSTRUCTION FAMILIERE...

Jean-Baptiste Say, Charles Comte

B 20
2
388
BIBLIOTECA NAZIONALE
CENTRALE - FIRENZE

CATÉCHISME

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

R. BIBLIOTECA NAZIONALE CENTRALE
FIRENZE

LIBRI
DONATI DAL
DOTTOR ANNIBALE GIULIONI
GIURISTA
Nato a Firenze il 7 Febbraio 1807
e morto il 1° Dicembre 1895 in Firenze.

16 Maggio 1896

IMP. DE HAUMAN ET Cie — DELTOMBE, GÉRANT
Rue du Nord, N° 8.

CATÉCHISME
D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

OU

INSTRUCTION FAMILIÈRE

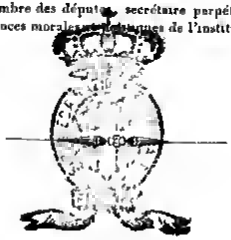
QUI MONTRE DE QUELLE FAÇON
LES RICHESSES SONT PRODUITES, DISTRIBUÉES
ET CONSOMMÉES DANS LA SOCIÉTÉ.

PAR J.-B. SAY.

CINQUIÈME ÉDITION,

REVUE ET AUGMENTÉE DE NOTES ET D'UNE PRÉFACE,

PAR M. CHARLES COMTE,
Membre de la chambre des députés, secrétaire perpétuel de l'académie
des sciences morales et politiques de l'institut, etc.



BRUXELLES.
SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE.
HAUMAN ET Cᵉ.

1839

B. 20. 2. 388

Digitized by Google

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR.

Un ouvrage de la nature de celui-ci ne peut renfermer que les vérités les plus générales et les plus incontestables de la science qu'il a pour objet de populariser. Les questions susceptibles de controverse, celles qui, pour être résolues, exigeraient une longue discussion, en ont donc été écartées. L'auteur s'est borné à y exposer les principes dont il avait donné, dans ses autres ouvrages, une démonstration complète.

Mais il ne faut pas confondre les principes fondamentaux d'une science avec des opinions vulgaires; rien n'est souvent plus contraire à une maxime populaire qu'une vérité que l'analyse a mise hors de contestation. Cela se rencontre surtout en économie politique; on entend tous les jours des gens qui passent pour instruits, débiter avec assurance de prétendus axiomes que les économistes les moins profonds ont depuis longtemps relégués parmi les vieilles erreurs.

Les personnes qui n'ont pas fait une étude spéciale de cette science, et qui ne savent que ce qu'elles ont appris dans des discussions journalières, se tromperaient donc si elles s'imaginaient que la lecture de ce petit ouvrage ne peut rien leur apprendre; elles y trouveront, au contraire, un grand nombre de vérités qui, pour elles, auront tout le mérite de la nouveauté, et qui peut-être ébranleront ou feront disparaître une foule de préjugés que le vulgaire est dans l'habitude de considérer comme des maximes de sagesse.

Lorsqu'au sein d'une nation il existe des abus invétérés, ceux qui en profitent sont les champions nés des doctrines sur lesquelles ces abus sont fondés. Répandus dans tous les rangs de la société, ils semblent n'avoir pas d'autre soin que de les propager et d'arrêter les progrès des sciences qui doivent les détruire. Il ne faut donc pas être surpris si des principes que l'économie politique a démontrés ont tant de peine à se répandre, et si des erreurs qu'on croyait discréditées sont sans cesse reproduites comme des vérités qui n'ont jamais reçu d'atteinte. Les fausses maximes ne disparaîtront sans retour que lorsque les intérêts qu'elles protégent auront perdu leur puissance et leurs illusions; jusque-là, elles seront reproduites sous mille formes diverses. Quand on croira les avoir vaincues et frappées de mort, on sera tout surpris de les voir revenir pleines de vie, après avoir subi quelques transformations insignifiantes.

Depuis peu d'années, et surtout depuis la mort de M. J.-B. Say, quelques écrivains ont prétendu que de

grandes découvertes venaient d'être faites en économie politique, et que les travaux exécutés jusqu'alors ne méritaient plus de nous occuper. Certains journaux nous ont appris qu'il était apparu tout à coup de grands économistes dont l'existence n'avait pas été soupçonnée, et qui allaient changer la face de la science. Mais quand il a été question de déterminer positivement les services qu'ils avaient rendus, chacun a pu se convaincre qu'on ne leur devait ni la réfutation d'une erreur qui n'eût pas été détruite avant eux, ni l'observation d'un seul fait qui n'eût pas été déjà vu sous toutes ses faces.

Les hommes qui mettent des obstacles aux progrès de la vérité ne sont pas tous mus par les mêmes intérêts, animés par les mêmes passions. Quelques-uns désirent si ardemment de voir avancer la science, qu'ils ne tolèrent pas qu'un écrivain ou même un professeur enseigne des principes qui ne sont plus nouveaux. A quoi bon, disent ils, nous exposer des vérités dont la démonstration nous a été vingt fois donnée, et nous développer des théories que nous connaissons? Si les professeurs d'économie politique doivent répéter dans les mêmes termes ou avec des termes différents ce que d'autres nous ont dit avant eux, ne ferait-on pas mieux de supprimer leurs chaires et d'économiser leurs appointements?

Cet amour des progrès et de la nouveauté est sans contredit un sentiment très-honorable ; les personnes qui l'éprouvent devraient cependant ne pas oublier que les sciences les mieux faites et les plus avancées

sont celles qui condamnent à plus de répétitions les hommes chargés de les propager. Un professeur auquel on imposerait la loi d'enseigner les mathématiques et de ne pas parler des vérités que d'autres auraient exposées avant lui, ne saurait trop comment employer le temps de ses leçons. Dans quelque science que ce soit, la découverte d'une grande vérité suffit pour illustrer celui qui en est l'auteur, et l'on peut démontrer dans quelques minutes tel principe qui, pour être découvert, a exigé plusieurs années de travaux. On peut donc bien mettre en question s'il est bon que telle science soit enseignée; mais si l'on admet l'utilité de l'enseignement, il serait absurde de prétendre que les hommes qui en sont chargés ne doivent exposer que des vérités nouvelles, soit dans leurs écrits, soit dans leurs leçons.

D'autres écrivains mettent des obstacles aux progrès de la vérité pour des motifs différents : frappés de quelques-uns des maux dont une partie de l'humanité est affligée, et pressés d'y porter remède, ils n'ont pas la patience d'en rechercher les causes et d'examiner s'ils sont ou ne sont pas des conséquences inévitables de notre nature et de l'état de notre civilisation. Ils les attribuent aux progrès que les arts et les sciences ont faits, et à la découverte ou à l'exposition des principes suivant lesquels se forment les richesses; ils repoussent des vérités qui leur paraissent avoir de funestes conséquences, et appellent l'intervention du gouvernement pour en proscrire l'application; ils ont des sentiments trop élevés pour être des

amis de la servitude, et mettent trop de prix à l'égalité des droits pour ne pas repousser tous les genres de monopoles; mais, d'un autre côté, ils ne sauraient tolérer une liberté d'industrie et de commerce qui permet de se ruiner comme de s'enrichir, ni souffrir une concurrence qui ne peut assurer le bien-être des consommateurs que par les sacrifices auxquels elle condamne les producteurs.

Il est fâcheux, j'en conviens, que la science de l'économie politique ne découvre pas le moyen d'enrichir tout le monde, et d'assurer ainsi le bien-être de toutes les classes de la population; mais la médecine n'a pu trouver non plus le moyen de nous débarrasser de toute sorte de maux et de nous garantir des infirmités de l'enfance et de la vieillesse. Si, pour mettre en doute les découvertes que cette dernière science a faites et les services qu'elle a rendus, il suffisait de démontrer qu'il y a beaucoup de malades, et qu'il meurt un grand nombre de personnes dans les pays qui ont une nombreuse population, il serait facile de faire voir que nous lui devons peu de reconnaissance. Ce n'est pas la faute des médecins si, de notre temps, on compte tous les ans sur notre territoire plus de malades et de morts que du temps de César; ce n'est pas non plus la faute des économistes s'il y a plus de pauvres dans les pays où l'industrie et la population se sont prodigieusement accrues, que dans ceux où une population peu nombreuse n'a que des peaux d'animaux pour se vêtir.

Il appartient sans doute à la science de rechercher

et d'exposer les mauvais effets qui résultent de l'application de tel ou tel phénomène; mais, quand on cherche la vérité de bonne foi, si l'on ne veut pas tomber dans la déclamation, il ne faut pas montrer un seul côté des choses; il faut faire voir le bien comme le mal. Il ne suffit pas d'ailleurs, pour établir que tel ou tel état de choses est mauvais et qu'il doit être abandonné, de faire voir qu'il a des inconvénients; il faut prouver qu'il y en a d'autres qui sont préférables, et faire voir clairement en quoi ils consistent. Toutes choses ont leur mauvais côté, la liberté comme les autres.

Il est sans doute fâcheux qu'il y ait des gens qui se ruinent, et qui nuisent au commerce par de mauvaises entreprises. C'est un malheur auquel il faut cependant savoir se résigner, s'il est une conséquence nécessaire de la liberté de s'enrichir ou simplement de pourvoir à son existence. La douleur et la mort sont aussi des choses fâcheuses, mais la nature en a fait des conditions de la vie : il n'y a pas d'autres moyens de les éviter que de ne pas naître. Les déclamations contre les maux qui résultent de la nature de l'homme ou de la nature des choses, n'y portent aucun remède; mais elles peuvent avoir pour effet de pousser dans de mauvaises voies les nations ou leurs gouvernements.

Il est une autre classe d'écrivains qui, sans avoir des intentions aussi désintéressées que ceux dont je viens de parler, contribuent d'une autre manière à retarder les progrès de la science : ce sont ceux qui, n'ayant pas une idée qui leur appartienne, et ne pou-

vant pas rendre celles qu'ils doivent à autrui dans un langage plus clair, dans un ordre plus méthodique, prennent le parti de tout brouiller et de tout obscurcir pour se donner un air de nouveauté ; rien n'est plus commun que de voir prendre l'obscurité pour la profondeur, et l'inintelligible pour le sublime ; ce sont ces deux erreurs qui, pendant quelque temps, ont donné de la vogue à certains hommes que personne n'aurait remarqués s'ils avaient rendu clairement leurs pensées.

Mais, parmi les hommes qui nuisent aux progrès de l'économie politique, il n'en est point qui y mettent plus d'obstacles que ceux dont la mission spéciale est de trouver et de répandre des doctrines propres à justifier des intérêts contraires à ceux du public. Quand les hommes investis d'une part plus ou moins considérable de l'autorité publique s'enrichissent par des prohibitions et des monopoles, un de leurs premiers besoins est de faire enseigner qu'il n'y a rien de plus ruineux pour un peuple que la liberté d'industrie et de commerce. Si le monopole de l'enseignement vient se joindre à ceux dont on a déjà l'exploitation, on ne manque pas de former un corps de doctrine dont le principal objet est de les consolider les uns par les autres. C'est alors que les hommes qui se dévouent ainsi à la défense et à la conservation des priviléges, sont présentés par les organes de l'autorité comme des génies profonds dont la mission est d'éclairer le monde, et devant lesquels doivent disparaître toutes les anciennes réputations.

Il est un moyen infaillible d'apprécier ces puissants

génies que la science avait toujours ignorés, et que l'esprit d'intrigue et de coterie ou des intérêts de monopole font tout à coup surgir pour le besoin des circonstances ; c'est de se demander quelles sont les vérités qu'ils ont mises en lumière, les erreurs dangereuses qu'ils ont détruites. S'il est impossible d'assigner exactement les services qu'ils ont rendus aux sciences, soit par l'exposition de quelque vérité inaperçue jusqu'à eux, soit par la découverte de quelque grande et funeste erreur, on peut affirmer, sans crainte d'être démenti par l'expérience, non-seulement qu'ils n'ont fait faire aucun progrès à l'esprit humain, mais qu'ils tendent à le faire rétrograder. Rien ne prouve mieux, en effet, la tendance rétrograde de certains hommes, que la prétention qu'ils laissent apercevoir ou que d'autres manifestent pour eux, de refaire une science, et l'impuissance de constater une seule découverte qu'ils puissent s'attribuer.

Depuis un petit nombre d'années, les écrivains qui avaient rendu les plus grands services à l'économie politique ont essuyé ces divers genres d'attaque ; mais ces attaques n'ont rien fait perdre à la justesse de leurs observations ; elles n'ont ébranlé aucun des principes qu'ils avaient établis. Les fausses doctrines qu'ils avaient détruites et que leurs adversaires ont tenté de remettre en crédit, en les présentant sous des formes nouvelles, et en s'attribuant la gloire d'en être les inventeurs, n'ont pas reconquis le terrain qu'elles avaient perdu. Le *Catéchisme d'économie politique*, dans lequel M. J.-B. Say avait résumé les principes

fondamentaux de cette science, n'a donc pas moins de mérite aujourd'hui qu'au moment où il fut publié pour la première fois.

Plusieurs ouvrages élémentaires relatifs à l'économie politique ont été publiés depuis quelques années, et dans le nombre il en est dont le mérite est incontestable (*a*); mais il n'en existe aucun qui résume les éléments de la science dans un moindre nombre de termes que le Catéchisme de M. Say.

L'auteur a fait suivre le texte de notes nombreuses qui ne sont pas destinées aux commençants; on fera bien de ne les consulter qu'après avoir fait une première lecture de l'ouvrage. Si on lisait chaque note à mesure qu'on avancerait dans la lecture du texte, on s'exposerait à rompre le fil des idées, et à ne conserver dans l'esprit que des maximes isolées qui n'auraient aucune liaison entre elles. Ces notes n'ont pas seulement pour objet de prouver que les notions élémentaires contenues dans le texte sont fondées sur des principes rigoureux, elles sont, en outre, destinées à jeter du jour sur quelques questions épineuses qui avaient été imparfaitement éclaircies. Sous ce rapport elles ne conviennent qu'aux personnes déjà avancées dans la science.

L'éditeur a cru devoir joindre aussi quelques notes à l'ouvrage : mais celles-ci ayant peu d'étendue, et

(*a*) On peut citer particulièrement l'ouvrage de M. J. Droz, intitulé : *Économie politique*, ou *Principe de la science des richesses*, ouvrage particulièrement destiné aux commençants.

n'ayant en général pour objet que d'éclaircir le texte, ont pu, sans inconvénient, être placées au bas des pages. Il en est un petit nombre qui sont destinées à rectifier des opinions qui ne lui ont pas semblé parfaitement exactes, au moins dans l'expression ; mais il est juste de dire que ces rectifications ont été faites à l'aide de principes que l'auteur lui-même avait solidement établis dans ses autres ouvrages. Il est bien rare que les vérités importantes, démontrées par des esprits supérieurs, ne nous donnent par le moyen de relever les erreurs qui leur sont échappées. Quand cela nous arrive, il faut au moins savoir en convenir.

CH. COMTE.

Paris 1er juillet 1834.

AVERTISSEMENT

DE LA TROISIÈME ÉDITION.

L'économie politique n'est pas la politique ; elle ne s'occupe point de la distribution ni de la balance des pouvoirs, mais elle fait connaître l'économie de la société ; elle nous dit comment les nations se procurent ce qui les fait subsister. Or, comme c'est aux efforts des particuliers que ces choses sont dues, comme ce sont principalement les particuliers qui jouissent de l'aisance générale qui en est la suite, on ne doit pas considérer l'économie politique comme l'affaire des hommes d'État exclusivement : elle est l'affaire de tout le monde.

On ne peut pas espérer, néanmoins, que chaque citoyen soit versé dans cette science. Tout le monde ne peut pas tout savoir ; mais il est très-possible et très-désirable que l'on acquière une teinture générale de ce genre de connaissance, et qu'on n'ait d'idées fausses sur rien, particulièrement sur les choses que l'on est intéressé à bien connaître.

Tel fut mon motif pour composer, il y a quelques années, sous le nom de Catéchisme, une instruction

familière destinée à rendre communes les principales vérités de l'économie politique ; je voulais que l'on pût y être initié en dépensant si peu d'attention, de temps et d'argent, qu'il fût honteux de les ignorer. Mais on sait combien il est difficile de faire un bon ouvrage élémentaire et d'être clair sans appeler à son secours les développements, les exemples et les preuves qui présentent chaque objet sous toutes ses faces et dans tout son jour. Je ne fus point satisfait de cet abrégé, et ce fut avec un vrai regret que je le vis traduit en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, avant que je fusse parvenu à le rendre moins indigne de cet honneur ; j'empêchai du moins qu'il ne fût réimprimé en français quand la première édition s'en trouva épuisée, et j'attendis, pour en donner une seconde, d'avoir pu le refondre entièrement ; je le rendis beaucoup plus clair ; je profitai de quelques critiques judicieuses, et j'y fis entrer quelques principes qui n'ont été solidement établis que depuis sa première publication.

De nouvelles corrections et plusieurs augmentations rendent cette troisième édition moins imparfaite encore, et de nouveaux motifs se sont offerts pour étudier, suivant les nouvelles méthodes, l'économie des sociétés. L'opinion publique, en tout pays, a fait des pas immenses : les intérêts nationaux, presque partout, ont été mieux entendus et plus généralement réclamés. Les nouvelles républiques américaines ont cherché à connaître les seules bases solides de l'édifice social. Le ministère britannique est enfin sorti des

routines de la vieille diplomatie et du système exclusif qui a ralenti pendant un siècle les progrès du genre humain (*a*). Des capitaux considérables ont cessé d'être dévorés par la guerre, et ont reflué vers des emplois utiles. Les routes d'une ambition dévastatrice fermées à la jeunesse, elle s'est jetée avec ardeur dans la carrière de l'industrie. Mais les jeunes gens, au sortir de leurs études, se sont aperçus que l'économie politique aurait dû en faire partie; elle supplée à l'expérience, et quand on est sur le point d'occuper une place dans la société, on sent la nécessité de connaître l'ensemble de ce vaste et curieux mécanisme. Parmi les hommes d'État, les jurisconsultes, les écrivains, les commerçants, ceux qui occupent le premier rang n'ont pas voulu demeurer étrangers aux premiers principes d'une science où une analyse rigoureuse a conduit à la certitude sur tous les points essentiels; malheureusement, au milieu du tourbillon du monde et des affaires, on n'a plus assez de loisir pour se livrer à une étude de longue haleine; ils ont cherché un résumé qu'ils pussent lire sans fatigue, et qui cependant offrît des bases sûres pour résoudre les plus importantes questions.

(*a*) On sait que le système exclusif est celui qui soutient que la prospérité d'une nation ne saurait avoir lieu qu'aux dépens de celle des autres nations. C'est cette fausse notion qui a causé la plupart des guerres; et c'est un grand triomphe de l'économie politique que d'être parvenue à démontrer que chaque peuple, au contraire, est intéressé au progrès de tous les autres. Lorsque cette vérité sera généralement répandue, le germe des rivalités sanglantes ne subsistera plus.

Mais quel droit a celui-ci à leur confiance? Un auteur qui n'expose pas des vérités au nom d'une autorité reconnue, doit prouver qu'il a raison; or, comment établir ces preuves dans un petit nombre de pages, et lorsqu'on est en même temps jaloux de se faire entendre des esprits les moins exercés? Il est donc bien nécessaire que les lecteurs qui ne trouveraient pas assez de motifs de conviction dans ce petit livre, aient recours à un ouvrage plus considérable (*a*) que j'ai constamment corrigé, et auquel il m'est permis de croire que le public a donné son approbation, puisqu'il a subi l'épreuve de quatre éditions nombreuses et épuisées (*b*), et qu'après avoir été traduit dans toutes les langues de l'Europe, il est adopté dans l'enseignement de l'économie politique partout où cette science est professée (*c*).

Je sais que quelques têtes nébuleuses s'efforcent encore tous les jours de répandre du louche sur des sujets qu'elles sont incapables de concevoir nettement.

(*a*) Le *Traité d'économie politique*, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses. Trois vol. in 8°.

(*b*) La cinquième a paru en 1826.

(*c*) Relativement à quelques doctrines plus nouvelles, ou qui ont été contestées par des auteurs dont l'opinion est de quelque poids, j'ai cru devoir les développer dans des notes et les appuyer de preuves dont les esprits bien faits ne peuvent jamais se passer.

Une ample table alphabétique et raisonnée, ajoutée à la présente édition, permet de trouver facilement toutes les questions posées ou éclaircies dans l'ouvrage.

Elles obscurcissent une question pour se donner le droit de dire qu'elle n'est point encore éclaircie. On doit peu s'en inquiéter; c'est l'épreuve indispensable que doit subir toute vérité. Au bout d'un certain temps, le bon sens du public fait justice des opinions qui n'ont pour appui que de vieilles habitudes, ou les illusions de l'amour-propre, ou les sophismes de l'intérêt personnel; et la vérité reste.

D'un autre côté, certains écrivains, capables de travailler utilement à la diffusion des lumières, s'occupent à fabriquer des systèmes où il n'y a rien à apprendre et des dissertations dogmatiques qui ne prouvent autre chose que la facilité d'avoir une opinion en économie politique, et la difficulté de lier les principes dont se compose cette science. On veut paraître avoir dépassé les éléments, et l'on se jette dans des controverses qui découvrent qu'on ne les possède pas bien. On remplace l'exposition des faits par des arguments, s'imaginant qu'il est possible d'arriver à des résultats importants avant d'avoir bien posé les questions. On oublie que la vraie science, en chaque genre, ne se compose pas d'opinions, mais de la *connaissance de ce qui est.*

En économie politique, comme dans toutes les sciences, la partie vraiment utile, celle qui est susceptible des applications les plus importantes, ce sont les éléments. C'est la théorie du levier, du plan incliné, qui a mis la nature entière à la disposition de l'homme. C'est celle des échanges et des débouchés qui changera la politique du monde. Le temps des systèmes

est passé; celui des vagues théories également. Le lecteur se défie de ce qu'il n'entend pas, et ne tient pour solides que les principes qui résultent immédiatement de la nature des choses consciencieusement observées, et qui se trouvent, dans tous les temps, être applicables à la vie réelle.

CATÉCHISME

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

De quoi se composent les richesses, et ce que c'est que la valeur.

Qu'est-ce que nous enseigne l'économie politique?

Elle nous enseigne comment les richesses sont produites, distribuées et consommées dans la société (*a*).

Qu'entendez-vous par ce mot les Richesses?

On peut étendre la signification de ce mot à tous les biens dont il est permis à l'homme de jouir; et sous

(*a*) La *société* est l'ensemble des individus et des familles qui entretiennent entre eux des relations pacifiques. La grande société humaine se divise en plusieurs sociétés séparées par divers accidents, tels que des chaînes de montagnes, des mers, des gouvernements différents; on nomme ces sociétés particulières des *nations*.

ce rapport la santé, la gaieté sont des richesses. Mais les seules richesses dont il est question en économie politique, se composent des choses que l'on possède et qui ont une valeur reconnue. Une terre, une maison, un meuble, des étoffes, des provisions, des monnaies d'or et d'argent, sont des portions de richesses. Chaque personne ou chaque famille possède une quantité plus ou moins grande de chacune de ces choses; et leurs valeurs réunies composent sa fortune. L'ensemble des fortunes particulières compose la fortune de la nation, la *richesse nationale* (1).

Pour que les choses que vous avez désignées comme des richesses méritent ce nom, ne faut-il pas qu'elles soient réunies en certaine quantité?

Suivant l'usage ordinaire, on n'appelle riches que les personnes qui possèdent beaucoup de biens; mais lorsqu'il s'agit d'étudier comment les richesses se forment, se distribuent et se consomment, on nomme également des richesses les choses qui méritent ce nom, soit qu'il y en ait beaucoup ou peu, de même qu'un grain de blé est du blé, aussi bien qu'un boisseau rempli de cette denrée.

Comment peut on faire la comparaison de la somme de richesses renfermée en différents objets?

En comparant leur valeur. Une livre de café est, en France, au temps où nous vivons, pour celui qui

la possède, une richesse plus grande qu'une livre de riz, parce qu'elle vaut davantage (2).

Comment se mesure leur valeur?

En la comparant aux différentes quantités d'un même objet qu'il est possible, dans un échange, d'acquérir par leur moyen. Ainsi, un cheval que son maître peut, du moment qu'il le voudra, échanger contre vingt pièces d'or, est une portion de richesse double de celle qui est contenue dans une vache qu'on ne pourra vendre que dix pièces d'or (3).

Pourquoi évalue-t-on plutôt les choses par la quantité de monnaie qu'elles peuvent procurer, que par toute autre quantité?

Parce qu'en raison de l'usage que nous faisons journellement de la monnaie, sa valeur nous est mieux connue que celle de la plupart des autres objets; nous savons mieux ce que l'on peut acquérir pour deux cents francs, que ce que l'on peut obtenir en échange de dix hectolitres de blé, quoique au cours du jour ces deux valeurs puissent être parfaitement égales, et par conséquent composer deux richesses pareilles (*a*).

(*a*) Ce qui nous porte surtout à évaluer les choses en monnaie, c'est qu'il n'y a point de marchandises dont la conservation soit plus facile, et dont on puisse se défaire plus aisément en l'échangeant contre d'autres marchandises. CH. C.

Est-ce une chose possible que de créer de la richesse ?

Oui, puisqu'il suffit pour cela de créer de la valeur, ou d'augmenter la valeur qui se trouve déjà dans les choses que l'on possède.

Comment donne-t-on de la valeur à un objet ?

En lui donnant une utilité qu'il n'avait pas.

Comment augmente-t-on la valeur que les choses ont déjà ?

En augmentant le degré d'utilité qui s'y trouvait quand on les a acquises.

CHAPITRE II.

Ce que c'est que l'utilité, et en quoi consiste la production des richesses.

Qu'entendez-vous par l'utilité ?

J'entends cette qualité qu'ont certaines choses de pouvoir nous servir, de quelque manière que ce soit (*a*).

(*a*) M. Malthus, dans un ouvrage qu'il a publié en 1827

Pourquoi l'utilité d'une chose fait-elle que cette chose a de la valeur ?

Parce que l'utilité qu'elle a la rend désirable, et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder. On ne donne rien pour avoir ce qui n'est bon à rien ; mais on donne une certaine quantité de choses que l'on possède (une certaine quantité de pièces d'argent, par exemple) pour obtenir la chose dont on éprouve le besoin. C'est ce qui fait sa valeur.

Cependant, il y a des choses qui ont de la valeur et qui n'ont pas d'utilité, comme une bague au doigt, une fleur artificielle ?

Vous n'entrevoyez pas l'utilité de ces choses, parce que vous n'appelez *utile* que ce qui l'est aux yeux de la raison, tandis qu'il faut entendre par ce mot tout ce qui est propre à satisfaire les besoins, les désirs de l'homme tel qu'il est. Or, sa vanité et ses passions font quelquefois naître en lui des besoins aussi impérieux que la faim. Lui seul est juge de l'importance que les choses ont pour lui, et du besoin qu'il en a.

(*Definitions in political economy*), reproche à M. J.-B. Say d'employer le mot *utilité* comme synonyme de *valeur*. Cette critique me paraît peu fondée : on dit qu'une chose a de l'*utilité*, quand on l'examine relativement aux besoins qu'elle peut satisfaire ; on dit qu'elle a de la *valeur*, quand on la compare à une autre contre laquelle elle peut être échangée. C'est toujours la même chose ; mais elle n'est pas toujours considérée sous le même point de vue. Ch. C.

Nous n'en pouvons juger que par le prix qu'il y met : pour nous, la valeur des choses est la seule mesure de l'utilité qu'elles ont pour l'homme. Il doit donc nous suffire de leur donner de l'utilité *à ses yeux*, pour leur donner de la valeur.

L'utilité est donc différente selon les lieux et selon les circonstances?

Sans doute : un poêle est utile en Suède, ce qui fait qu'il a une valeur dans ce pays-là ; mais en Italie il n'en a aucune, parce qu'on ne s'y sert jamais de poêle. Un éventail, au contraire, a une valeur en Italie, et n'en a point chez les Lapons, où l'on n'en sent pas le besoin.

L'utilité des choses varie de même dans un même pays selon les époques et selon les coutumes du pays. En France, on ne se servait pas de chemises autrefois, et celui qui en aurait fabriqué n'aurait peut-être pas réussi à en faire acheter une seule ; aujourd'hui, dans ce même pays, on vend des millions de chemises (4).

La valeur est-elle toujours proportionnée à l'utilité des choses?

Non, mais elle est proportionnée à l'utilité qu'on leur a donnée.

Expliquez-vous par un exemple.

Je suppose qu'une femme ait filé et tricoté une

camisole de laine qui lui ait coûté quatre journées de travail : son temps et sa peine étant une espèce de prix qu'elle a payé pour avoir en sa possession cette camisole, elle ne peut la donner pour rien, sans faire une perte qu'elle aura soin d'éviter. En conséquence, on ne trouvera pas à se procurer des camisoles de laine, sans les payer un prix équivalent au sacrifice que cette femme aura fait (5).

L'eau, par une raison contraire, n'aura point de valeur au bord d'une rivière, parce que la personne qui l'acquiert pour rien, peut la donner pour rien; et, en supposant qu'elle voulût la faire payer à celui qui en manque, ce dernier, plutôt que de faire le moindre sacrifice pour l'acquérir, se baisserait pour en prendre (6).

C'est ainsi qu'une utilité communiquée à une chose lui donne une valeur, et qu'une utilité qui ne lui a pas été communiquée ne lui en donne point.

N'y a-t-il pas des objets qui ne sont capables de satisfaire immédiatement aucun besoin, et qui cependant ont une valeur ?

Oui ; les fourrages ne peuvent immédiatement satisfaire aucun des besoins de l'homme, mais ils peuvent engraisser des bestiaux qui serviront à notre nourriture. Les drogues de teinture ne peuvent immédiatement servir ni d'aliment, ni d'ornement, mais elles peuvent servir à embellir les étoffes qui nous vêtiront. Ces choses ont une utilité indirecte ; cette utilité les fait

rechercher par d'autres producteurs, qui les emploieront pour augmenter l'utilité de leurs produits; telle est la source de leur valeur (7).

Pourquoi un contrat de rente, un effet de commerce ont-ils de la valeur, quoiqu'ils ne puissent satisfaire aucun besoin?

Parce qu'ils ont de même une utilité indirecte, celle de procurer des choses qui seront immédiatement utiles. Si un effet de commerce ne devait pas être acquitté, ou s'il était acquitté en une monnaie incapable d'acheter des objets propres à satisfaire les besoins de l'homme, il n'aurait aucune valeur. Il ne suffit donc pas de créer des effets de commerce pour créer de la valeur : il faut créer la chose qui fait toute la valeur de l'effet de commerce ; ou plutôt il faut créer l'utilité qui fait la valeur de cette chose.

Les choses auxquelles on a donné de la valeur ne prennent-elles pas un nom particulier?

Quand on les considère sous le rapport de la possibilité qu'elles confèrent à leur possesseur d'acquérir d'autres choses en échange, on les appelle des *valeurs;* quand on les considère sous le rapport de la quantité de besoins qu'elles peuvent satisfaire, on les appelle des *produits*. Produire, c'est donner de la valeur aux choses en leur donnant de l'utilité; et l'action d'où résulte un produit se nomme production.

CHAPITRE III.

De l'industrie.

Vous m'avez dit que produire c'était donner de l'utilité aux choses : comment donne-t-on de l'utilité? comment produit-on ?

D'une infinité de manières; mais, pour notre commodité, nous pouvons ranger en trois classes toutes les manières de produire.

Quelle est la première manière dont on produit?

C'est en recueillant les choses que la nature prend soin de créer, soit qu'on ne se soit mêlé en rien du travail de la nature, comme lorsqu'on pêche des poissons, lorsqu'on extrait des minéraux de la terre; soit qu'on ait, par la culture des terres et par des semences, dirigé et favorisé le travail de la nature. Tous ces travaux se ressemblent par leur objet. On leur donne le nom d'*industrie agricole*, ou d'*agriculture*.

Quelle utilité communique à une chose celui qui la

trouve toute faite, comme le pêcheur qui prend un poisson, le mineur qui ramasse des minéraux?

Il la met en position de pouvoir servir à la satisfaction de nos besoins. Le poisson dans la mer n'est d'aucune utilité pour moi. Du moment qu'il est transporté à la poissonnerie, je peux l'acquérir et en faire usage; de là vient la valeur qu'il a, valeur créée par l'industrie du pêcheur. De même, la houille a beau exister dans le sein de la terre, elle n'est là d'aucune utilité pour me chauffer, pour amollir le fer d'une forge : c'est l'industrie du mineur qui la rend propre à ces usages, en l'extrayant par le moyen de ses puits, de ses galeries, de ses roues. Il crée, en la tirant de terre, toute la valeur qu'elle a étant tirée.

Comment le cultivateur crée-t-il de la valeur?

Les matières dont se compose un sac de blé ne sont pas tirées du néant; elles existaient avant que le blé ne fût du blé ; elles étaient répandues dans la terre, dans l'eau, dans l'air, et n'y avaient aucune utilité, et par conséquent aucune valeur. L'industrie du cultivateur, en s'y prenant de manière que ces diverses matières se soient réunies sous la forme d'abord d'un grain, ensuite d'un sac de blé, a créé la valeur qu'elles n'avaient pas. Il en est de même de tous les autres produits agricoles.

Quelle est la seconde manière dont on produit?

C'est en donnant aux produits d'une autre industrie

une valeur plus grande par les transformations qu'on leur fait subir. Le mineur procure le métal dont une boucle est faite; mais une boucle faite vaut plus que le métal qui y est employé. La valeur de la boucle par-dessus celle du métal est une valeur produite; et la boucle est un produit de deux industries : de celle du mineur et de celle du fabricant. Celle ci se nomme *industrie manufacturière.*

Quels travaux embrasse l'industrie manufacturière?

Elle s'étend depuis les plus simples façons, comme celle que donne un grossier artisan villageois à une paire de sabots, jusqu'aux façons les plus recherchées, comme celle d'un bijou, et depuis les travaux qui s'exécutent dans l'échoppe d'un savetier, jusqu'à ceux qui occupent plusieurs centaines d'ouvriers dans une vaste manufacture.

Quelle est la troisième manière dont on produit?

On produit encore en achetant un produit dans un lieu où il a moins de valeur, et en le transportant dans un lieu où il en a davantage. C'est ce qu'exécute l'*industrie commerciale.*

Comment l'industrie commerciale produit-elle de l'utilité, puisqu'elle ne change rien au fond ni à la

forme d'un produit, et qu'elle le revend tel qu'elle l'a acheté?

Elle agit comme le pêcheur de poisson dont nous avons parlé, elle prend un produit dans le lieu où l'on ne peut pas en faire usage, dans le lieu du moins où ses usages sont moins étendus, moins précieux, pour le transporter aux lieux où ils le sont davantage, où sa production est moins facile, moins abondante, plus chère. Le bois de chauffage et de charpente est d'un usage et par conséquent d'une utilité très-bornée dans les hautes montagnes, où il excède tellement le besoin qu'on en a, qu'on le laisse quelquefois pourrir sur place; mais le même bois sert à des usages très-variés et très-étendus lorsqu'il est transporté dans une ville. Les cuirs de bœuf ont peu de valeur dans l'Amérique méridionale, où l'on trouve beaucoup de bœufs sauvages : les mêmes cuirs ont une grande valeur en Europe, où la nourriture des bœufs est dispendieuse, et les usages qu'on fait des cuirs bien plus multipliés. L'industrie commerciale, en les apportant, augmente leur valeur de toute la différence qui se trouve entre leur prix à Buenos-Ayres et leur prix en Europe (8).

Que comprend-on sous le nom d'industrie commerciale?

Toute espèce d'industrie qui prend un produit dans un endroit pour le transporter dans un autre endroit

où il est plus précieux, et qui le met ainsi à la portée de ceux qui en ont besoin. On y comprend aussi, par analogie, l'industrie qui, en détaillant un produit, le met à la portée des plus petits consommateurs. Ainsi, l'épicier qui achète des marchandises en gros pour les revendre en détail dans la même ville, le boucher qui achète les bestiaux sur pieds pour les revendre pièce à pièce, exercent l'industrie commerciale ou le *commerce*.

N'y a-t-il pas de grands rapports entre toutes ces diverses manières de produire?

Les plus grands. Elles consistent toutes à prendre un produit dans un état, et à le rendre dans un autre où il a plus d'utilité et de valeur. Toutes les industries pourraient se réduire à une seule. Si nous les distinguons ici, c'est afin de faciliter l'étude de leurs résultats; et malgré toutes les distinctions, il est souvent fort difficile de séparer une industrie d'une autre. Un villageois qui fait des paniers, est manufacturier; quand il porte des fruits au marché, il fait le commerce. Mais, de façon ou d'autre, du moment que l'on crée ou qu'on augmente l'utilité des choses, on augmente leur valeur, on exerce une industrie, on produit de la richesse (*a*).

(*a*) L'auteur adopte ici une ancienne division qui manque d'exactitude. Il faut faire violence aux termes pour classer dans l'*industrie agricole* l'art du pêcheur et celui du mineur. Un médecin, un jurisconsulte, un musicien, un danseur, un

CHAPITRE IV.

Des opérations communes à toutes les industries.

Comment appelle-t-on les hommes qui entreprennent la confection d'un produit quelconque?

Ce sont les entrepreneurs d'industrie.

Quelles sont les opérations qui constituent le travail d'un entrepreneur d'industrie?

Il doit d'abord acquérir les connaissances qui sont la base de l'art qu'il veut exercer.

Que doit-il faire ensuite?

Il doit rassembler les moyens d'exécution nécessaires pour créer un produit, et finalement présider à son exécution.

comédien, sont mis par M. Say au rang des personnes qui créent des produits *immatériels*. On ne peut pas dire cependant qu'ils se livrent à l'industrie manufacturière ou à l'industrie commerciale proprement dite. CH. C.

De quoi se composent les connaissances qu'il doit acquérir?

Il doit connaître la nature des choses sur lesquelles il doit agir, ou qu'il doit employer comme instruments, et les lois naturelles dont il peut s'aider.

Donnez-moi des exemples?

S'il veut être forgeron, il doit connaître la propriété qu'a le fer de s'amollir par la chaleur, et de se modeler sous le marteau ou sous des cylindres. S'il veut être horloger, il doit connaître les lois de la mécanique et l'action des poids ou des ressorts sur les rouages. S'il veut être agriculteur, il doit savoir quels sont les végétaux et les animaux qui sont utiles à l'homme, et les moyens de les élever. S'il veut être commerçant, il doit s'instruire de la situation géographique des différents pays, de leurs besoins, de leurs lois, ainsi que des moyens de transport qui sont à sa portée.

Quels sont les hommes qui s'occupent à recueillir et à conserver ces diverses connaissances?

Ce sont les savants. L'entrepreneur d'industrie les consulte directement, ou consulte leurs ouvrages.

Ne suffit-il pas à l'entrepreneur de s'instruire des procédés de son art?

Oui; mais les procédés même de son art sont fondés

sur des connaissances recueillies, mises en ordre, conservées et journellement augmentées par les savants (9).

Les savants prennent donc part à la production des richesses ?

Indubitablement. Les vérités qu'ils enseignent sont la base de tous les arts.

Qu'arriverait-il, relativement à l'industrie, si les sciences cessaient d'être cultivées ?

On conserverait pendant un certain temps, dans les ateliers, la tradition des connaissances sur lesquelles sont fondés les procédés qu'on exécute, mais ces procédés se dénatureraient peu à peu entre les mains de l'ignorance; de mauvaises pratiques s'introduiraient; on ne saurait pas pourquoi elles sont mauvaises, on n'aurait aucun moyen de retrouver les bonnes; enfin, l'on ne pourrait attendre le perfectionnement que du hasard (10).

Après s'être instruit de la nature des choses sur lesquelles et par lesquelles il doit agir, que doit faire encore l'entrepreneur d'industrie ?

Il doit calculer les frais qu'occasionnera la confection du produit, en comparer le montant avec la valeur présumée qu'il aura étant terminé ; et il ne doit en

entreprendre la fabrication, ou la continuer s'il l'a déjà entreprise, que lorsqu'il peut raisonnablement espérer que sa valeur sera suffisante pour rembourser tous les frais de sa production (11).

Quelles sont les autres operations industrielles de l'entrepreneur ?

Il doit enfin diriger les travaux des agents salariés, commis, ouvriers, qui le secondent dans la confection des produits.

Désignez-moi quelques classes d'entrepreneurs dans l'industrie agricole.

Un fermier qui laboure le terrain d'autrui, le propriétaire qui fait valoir son propre terrain, sont des entrepreneurs d'industrie agricole. Dans les branches analogues à l'agriculture, celui qui exploite des mines, des carrières, pour en tirer des minéraux, ou qui exploite la mer et les rivières pour en tirer du sel, des poissons, du corail, des éponges, etc., est un entrepreneur d'industrie, pourvu qu'il travaille pour son propre compte. S'il travaille pour un salaire ou à façon, c'est alors celui qui le paye qui est entrepreneur.

Désignez-moi quelques classes d'entrepreneurs dans l'industrie manufacturière.

Tous ceux qui, pour leur propre compte, font subir à un produit déjà existant une façon nouvelle au moyen

de laquelle la valeur de ce produit est augmentée, sont entrepreneurs d'industrie manufacturière. Ainsi, le manufacturier n'est pas seulement l'homme qui réunit un grand nombre d'ouvriers en ateliers ; c'est encore le menuisier qui fait des portes et des fenêtres, et même le maçon et le charpentier qui vont exercer leur art hors de leur domicile, et qui transforment des matériaux en un édifice. Le peintre en bâtiments lui-même, qui revêt l'intérieur de nos maisons d'une couleur plus fraîche, exerce encore une industrie manufacturière.

Il n'est donc pas nécessaire, pour être entrepreneur, d'être propriétaire de la matière que l'on travaille ?

Non : le blanchisseur qui vous rend votre linge dans un autre état que celui où vous le lui avez confié, est entrepreneur d'industrie.

Le même homme peut-il être à la fois entrepreneur et ouvrier?

Certainement. Le terrassier qui convient d'un prix pour creuser un fossé, un canal, est un entrepreneur ; s'il met lui-même la main à l'œuvre, il est ouvrier en même temps qu'entrepreneur.

Désignez-moi quelques classes d'entrepreneurs dans l'industrie commerciale.

Tous ceux qui, sans avoir fait subir une transforma-

tion à un produit, le revendent tel qu'ils l'ont acheté, mais dans un lieu et dans un état qui rendent le produit plus accessible au consommateur, sont des entrepreneurs d'industrie commerciale, ou des commerçants. Ainsi ce n'est pas seulement le négociant qui fait venir des marchandises de l'Amérique et des Indes, qui fait le commerce, c'est encore le marchand qui achète des étoffes ou des quincailleries dans une manufacture, pour les revendre dans une boutique ; ou même celui qui les achète en gros dans une rue, pour les revendre en détail dans la rue voisine.

Quels sont, dans l'industrie commerciale, les salariés qui remplissent les fonctions d'ouvriers ?

Les matelots, les voituriers (quand ils ne sont pas entrepreneurs, mais agents salariés), les portefaix, les garçons de magasin et de boutique, et en général tous ceux qui reçoivent un salaire fixe pour leur travail.

Quelle différence met-on entre l'industrie et le travail?

On appelle travail toute action soutenue dans laquelle on se propose un but utile et lucratif. L'industrie est un ensemble de travaux dont quelques-uns sont purement intellectuels, et qui supposent quelquefois des combinaisons très-relevées.

Résumez l'objet des opérations qui se rencontrent dans toutes les industries.

1° Les recherches du savant; 2° l'application des connaissances acquises aux besoins des hommes, en y comprenant le rassemblement des moyens d'exécution et la direction de l'exécution elle-même; ce qui forme la tâche des entrepreneurs d'industrie ; 3° le travail des agents secondaires, tels que les ouvriers, qui vendent leur temps et leurs peines, sans être intéressés dans le résultat.

CHAPITRE V.

Ce que c'est qu'un capital et comment on l'emploie.

Ne faut-il pas à un entrepreneur d'industrie quelque chose de plus que ses talents et son travail pour entreprendre la production ?

Oui ; il faut encore un capital.

Qu'est-ce qu'un capital ?

C'est une somme de valeurs acquises d'avance.

Pourquoi ne dites-vous pas une somme d'argent?

Parce que ces valeurs peuvent consister dans beaucoup d'objets divers, aussi bien qu'en une somme d'argent.

A quoi sert le capital dans la production?

Il sert à faire l'avance des frais que nécessite la production, depuis le moment où l'on commence les opérations productives, jusqu'à ce que la vente du produit rembourse à l'entrepreneur l'avance qu'il a faite de ces frais.

Qu'est-ce qu'une avance?

C'est une valeur que l'on prête ou que l'on consomme (a) dans le dessein de la recouvrer. Si cette valeur n'est pas restituée ou reproduite, ce n'est pas une valeur avancée, c'est une valeur perdue, en tout ou en partie.

Donnez-moi un exemple.

Lorsqu'un homme veut fabriquer du drap, il emploie une partie de ses valeurs capitales à acheter de la laine, une autre partie à acheter des machines propres à filer, à tisser, à fouler, à tondre son étoffe, une autre partie à payer des ouvriers, et le drap, lorsqu'il est achevé, lui rembourse toutes ses avances par la vente qu'il en fait (12).

(a) Les personnes qui veulent se former une idée juste de la consommation, la trouveront expliquée plus loin, chap. XXIV et suivants.

Attend-il d'avoir achevé une grande quantité de produits pour se rembourser de ses avances?

Cela n'est point nécessaire : du moment qu'il a terminé une pièce de drap et qu'il l'a vendue, il emploie la valeur qu'il a tirée de sa pièce de drap à une autre avance, comme, par exemple, à acheter de la laine ou bien à payer des salaires d'ouvriers ; de cette manière la totalité de son capital est constamment employée ; et ce qu'on nomme le *capital de l'entreprise* se compose de la valeur totale des choses achetées au moyen du capital, et dont une partie sont des produits commencés et avancés à différents degrés.

N'y a-t-il pas cependant une partie de la valeur capitale d'une entreprise qui reste en écus?

Pour ne laisser oisive aucune partie de son capital, un entrepreneur habile n'a jamais en caisse que la somme nécessaire pour faire face aux dépenses courantes et aux besoins imprévus. Lorsque des rentrées promptes lui procurent plus d'argent qu'il ne lui en faut pour ces deux objets, il a soin d'employer le surplus à donner plus d'extension à son industrie.

Comment donne-t-on plus d'extension à une entreprise industrielle?

En augmentant les constructions qui servent à son exploitation, en achetant une plus forte quantité de

matières premières, en salariant un plus grand nombre d'ouvriers et autres agents.

Ne divise-t-on pas les capitaux employés en plusieurs natures de capitaux ?

On divise le capital d'une entreprise en capital engagé et en capital circulant.

Qu'est-ce que le capital engagé ?

Ce sont les valeurs qui résident dans les bâtiments, les machines, employés pour l'exploitation de l'entreprise aussi longtemps qu'elle dure, et qui ne sauraient en être distraits pour être employés dans une autre entreprise, si ce n'est avec perte.

Qu'est-ce que le capital circulant ?

Ce sont les valeurs qui se réalisent en argent, et s'emploient de nouveau plusieurs fois durant le cours d'une même entreprise. Telles sont les valeurs qui servent à faire l'avance des matières premières et des salaires d'ouvriers. Chaque fois que l'on vend un produit, cette vente rembourse sans perte à l'entrepreneur la valeur de la matière première employée, et des divers travaux payés pour la confection du produit (13).

A quelle époque un entrepreneur réalise-t-il son capital engagé ?

Lorsqu'il vend le fonds de son entreprise.

L'usure et la dégradation de valeur qu'éprouvent les machines et les constructions ne diminuent-elles pas constamment le capital engagé?

Elles le diminuent en effet; mais, dans une entreprise bien conduite, une partie de la valeur des produits est employée à l'entretien de cette portion du capital, sinon pour lui conserver sa valeur tout entière, du moins pour le mettre en état de continuer toujours le même service; et comme, malgré les précautions les plus soutenues, le capital engagé ne conserve pas toujours la même valeur, on a soin, chaque fois qu'on fait l'inventaire de l'entreprise, d'évaluer cette partie du capital au-dessous de l'évaluation qu'on en avait faite dans une autre occasion précédente.

Éclaircissez cela par un exemple.

Si l'on a évalué, l'année dernière, les métiers et les autres machines d'une manufacture de drap à 50,000 francs, on ne les évalue, cette année-ci, qu'à 45,000 francs, malgré les frais qu'on a faits pour les entretenir; frais que l'on met au rang des dépenses courantes, c'est-à-dire des avances journalières que la vente des produits doit rembourser.

Vous m'avez donné l'idée de l'emploi d'un capital dans une entreprise manufacturière, je voudrais me

faire une idée de l'emploi d'un capital dans une entreprise agricole.

La maison du fermier, les granges, les étables, les clôtures, et en général toutes les améliorations qui sont ajoutées au terrain, sont un capital engagé qui appartient ordinairement au propriétaire de la terre : les meubles, les instruments de culture, les animaux de service, sont un capital engagé, qui appartient ordinairement au fermier. Les valeurs qui servent à faire l'avance des semences, des salaires, de la nourriture des gens et des animaux de service, les valeurs qui servent à payer les réparations d'outils et de charrettes, l'entretien des attelages, et, en général, toutes les dépenses courantes, sont prises sur le capital circulant, et sont remboursées à mesure qu'on vend les produits journaliers de la ferme.

Une même entreprise peut donc être exploitée avec différentes portions de capitaux qui appartiennent à diverses personnes?

Sans doute : l'entrepreneur paye, sous une forme ou sous une autre, la jouissance d'une portion de capital qui ne lui appartient pas. Dans l'exemple ci-dessus, une ferme bien bâtie, et améliorée par des fossés de desséchement ou d'arrosement, et par de bonnes clôtures, se loue plus cher qu'un terrain nu ; d'où il suit qu'une partie de loyer est le prix du service rendu par le sol, et qu'une autre partie est le prix du service

rendu par le capital répandu en améliorations sur la terre.

Je voudrais me faire une idée de l'emploi d'une valeur capitale dans une entreprise de commerce.

Un négociant français emploie une partie de son capital en soieries, et les envoie en Amérique : c'est une avance, une valeur qui momentanément a disparu de la France, pour renaître, de même que le blé qui a servi de semence. Ce négociant donne en même temps à son correspondant d'Amérique l'ordre de vendre ces marchandises, et de lui en faire les retours (c'est-à-dire de lui en renvoyer la valeur) en d'autres marchandises, telles que du sucre, du café, des peaux d'animaux, peu importe. Voilà le capital qui reparaît sous une nouvelle forme. Il faut considérer les marchandises envoyées comme des matières premières consommées pour la formation d'un nouveau produit. Le nouveau produit consiste dans les marchandises qui composent les retours.

Le capital, au moyen duquel on conduit une semblable entreprise, peut-il encore appartenir à différentes personnes?

Sans contredit : en premier lieu, le négociant qui fait un envoi en Amérique peut travailler avec un capital qu'il a emprunté à un capitaliste ; il peut aussi avoir acheté les soieries à crédit : c'est alors le fabri-

cant de soieries qui prête au négociant la valeur de la marchandise que ce dernier a fait partir.

Vous avez employé l'expression de matière première; donnez-moi une idée exacte de ce qu'elle signifie.

La matière première est la matière à laquelle l'industrie donne une valeur qu'elle n'avait pas, ou dont elle augmente la valeur quand elle en avait une. Dans ce dernier cas, la matière première d'une industrie est déjà le produit d'une industrie précédente.

Donnez-m'en un exemple.

Le coton est une matière première pour le fileur de coton, bien qu'il soit déjà le produit de deux entreprises successives qui sont celle du planteur de coton, et celle du négociant en marchandises étrangères, par les soins de qui cette marchandise a été apportée en Europe. Le fil de coton est à son tour une matière première pour le fabricant d'étoffes; et une pièce de toile de coton est une matière première pour l'imprimeur en toiles peintes. La toile peinte elle-même est la matière première du commerce de marchand d'indiennes; et l'indienne n'est qu'une matière première pour la couturière qui en fait des robes, et pour le tapissier qui en fait des meubles.

Comment un entrepreneur d'industrie sait-il si la valeur de son capital est augmentée ou diminuée?

Par un inventaire, c'est-à-dire par un état détaillé de

tout ce qu'il possède, où chaque chose est évaluée suivant son prix courant.

Qu'est-ce qu'on appelle le capital d'une nation ?

Le capital d'une nation, ou le capital national est la somme de tous les capitaux employés dans les entreprises industrielles de cette nation. Il faudrait, pour connaître à combien se monte le capital d'une nation, demander à tous les propriétaires fonciers la valeur de toutes les améliorations ajoutées à leur fonds; à tous les cultivateurs, manufacturiers et commerçants, la valeur des capitaux qu'ils emploient dans leurs entreprises, et additionner toutes ces valeurs (*a*).

Le numéraire d'un pays fait-il partie de ses capitaux?

La portion du numéraire que chacun possède, qui vient d'un capital réalisé, et que l'on destine à une nouvelle avance, fait partie des capitaux d'une nation. La portion qui vient d'un profit réalisé, et dont on

(*a*) L'addition de toutes ces valeurs, quand même elle serait possible, ne donnerait pas une connaissance exacte des capitaux d'une nation. Il y a, dans tous les genres d'industrie, des capitaux qui périssent, parce qu'ils sont mal employés. Il n'est pas possible d'ailleurs, surtout chez les nations dont la civilisation est ancienne, de distinguer, dans l'appréciation des terres, la valeur qui provient des capitaux employés à les mettre en culture, de la valeur qu'elles avaient primitivement.
CH. C.

achète ce qui est nécessaire à l'entretien des individus ou des familles, ne fait partie d'aucun capital; et c'est probablement la plus considérable.

CHAPITRE VI.

Des instruments naturels de l'industrie.

Qu'est-ce que les instruments naturels de l'industrie?

Ce sont les instruments que la nature a fournis gratuitement à l'homme, et dont il se sert pour créer des produits utiles. On les appelle des *instruments naturels*, par opposition avec les capitaux, qui sont des *instruments artificiels*, c'est-à-dire des produits créés par l'industrie de l'homme, et qui ne lui sont pas donnés gratuitement.

Désignez quelques instruments naturels.

Le premier et le plus important de tous est la terre cultivable. Elle a été donnée gratuitement à tous les hommes; mais, comme elle ne saurait être cultivée

sans que quelqu'un fasse les avances de travail et d'argent nécessaires pour sa culture, on a senti, chez tous les peuples civilisés, la nécessité de reconnaître comme propriétaires exclusifs des fonds de terre ceux qui se trouvent actuellement en avoir la possession non contestée (*a*).

N'y a-t-il pas d'autres instruments non créés par l'homme, mais devenus la propriété exclusive de certaines personnes, et qui, entre les mains de l'industrie, fournissent des produits?

On peut ranger dans cette classe les cours d'eau qui sont devenus des propriétés, et qui font marcher des usines. On peut y comprendre encore les carrières, les mines, d'où l'on tire des marbres, des métaux, et surtout du charbon de terre. Ce sont des espèces de magasins où la nature a préparé et mis en dépôt des richesses que l'industrie et les capitaux de leurs propriétaires achèvent en les mettant à la portée des consommateurs (14).

N'y a-t-il pas des instruments naturels qui ne sont

(*a*) Il est vrai que la terre cultivable a été donnée gratuitement à tous les hommes; mais, pour la mettre en valeur, il a fallu se livrer à d'immenses travaux. L'appropriation des fonds de terre, ainsi que je l'ai fait voir en traitant de *la propriété*, non-seulement ne fait rien perdre à personne, mais donne des moyens d'existence à ceux qui ne possèdent aucune propriété foncière. (Voy. le *Traité de la propriété*, tom. I, chap. IX, X et XI.) CH. C.

Digitized by Google

pas devenus des propriétés, et qui sont demeurés à l'usage de tout le monde?

Oui : si l'on veut faire du sel, la nature fournit gratuitement l'eau de la mer et la chaleur du soleil qui en opère l'évaporation ; si l'on veut transporter des produits commerciaux, la nature fournit encore la mer ou les rivières comme autant de routes liquides; elle fournit la force des vents pour pousser les navires. Si l'industrie manufacturière veut construire des horloges ou des montres, la nature fournit de même la gravitation qui fait descendre des poids, ou l'élasticité des ressorts qui fait marcher les rouages (15).

Les instruments naturels qui sont des propriétés ne se trouvent-ils pas confondus quelquefois avec des valeurs capitales?

Oui : sur un fonds de terre qui est un instrument fourni par la nature, il se trouve le plus souvent des bâtiments, des bonifications qui sont des produits de l'industrie, et par conséquent des instruments artificiels et acquis moyennant des avances et du travail. Dans les mines, il y a des puits, des galeries, des machines pour épuiser les eaux, pour monter les produits; toutes ces bonifications sont des capitaux ajoutés à l'instrument naturel.

Quelle différence caractéristique trouve-t-on entre les fonds de terre et les capitaux?

Les fonds de terre ne sont pas susceptibles de

s'augmenter indéfiniment comme les capitaux ; mais ceux-ci, qui se composent de valeurs créées, peuvent se dissiper et se détruire par la consommation, tandis que les fonds de terre ne peuvent être consommés. Un bien-fonds, quelque négligé qu'il soit, conservera toujours le même nombre d'arpents, mais il peut perdre successivement toutes les valeurs capitales qu'on y avait amassées (16). Du reste, les fonds de terre ne sont autre chose que des instruments qui servent à l'industrie d'une manière parfaitement analogue à la manière dont les capitaux lui servent.

CHAPITRE VII.

Des services productifs.

Qu'est-ce que des services productifs ?

Vous avez dû comprendre que l'industrie, les capitaux et les instruments naturels (tels que les fonds de terre), concourent au même but, qui est de donner tantôt à une chose, tantôt à une autre une valeur au moyen de laquelle cette chose devient un produit. Cela ne peut s'opérer que par une certaine action, un

certain travail exécuté par des hommes, par des capitaux, par des fonds de terre. C'est ce travail que l'on appelle un service productif.

Je conçois fort bien le travail de l'homme, mais j'ai peine à concevoir celui des capitaux et des fonds de terre.

Un capital ne peut-il pas rester oisif? Une terre ne peut-elle pas demeurer en friche? Ne peuvent-ils pas, dans une autre supposition, être occupés de manière à seconder l'industrie dans la création des produits?

J'en conviens.

C'est cette action des fonds productifs qui constitue les services qu'ils rendent. Il y a dans la production :

Des services rendus par les hommes, on les nomme services industriels;

Des services rendus par les capitaux; on les nomme services capitaux;

Et enfin des services rendus par les fonds de terre; on les nomme services fonciers.

Comment nomme-t-on les hommes qui fournissent à la production ces divers services?

Ceux qui fournissent les services industriels se nomment des hommes industrieux, ou plus brièvement des industrieux;

Ceux qui fournissent des capitaux se nomment des capitalistes;

Ceux qui fournissent des terres se nomment des propriétaires fonciers.

Tous sont des producteurs.

Des producteurs! Les capitalistes et les propriétaires me paraissent ne rien produire.

Non pas directement; mais ils produisent indirectement par le moyen de leur instrument. Sans eux on manquerait de certains services indispensables pour la production.

La même personne fournit-elle à la fois diverses espèces de services productifs?

Ce cas arrive très-souvent. Un propriétaire qui fait valoir son propre terrain fournit, comme propriétaire, le service foncier; en faisant l'avance des frais de son entreprise, il fournit le service capital; et comme entrepreneur il fournit le service industriel.

Lorsque ces différents services sont fournis par différentes personnes, par qui sont-ils réunis pour concourir à une même production?

Par l'entrepreneur qui se charge de cette production.

Rendez cela sensible par un exemple.

Un fermier loue une terre : louer une terre, c'est

acheter les services que ce fonds peut rendre pendant la durée du bail. Il emprunte un capital moyennant intérêt : c'est acheter les services que peut rendre ce capital pendant la durée du prêt. Il prend des valets et des ouvriers : c'est acheter le service que ces travailleurs peuvent rendre chaque jour, chaque semaine.

Après avoir acquis ces services, il les consomme reproductivement.

Comment des services peuvent-ils être consommés?

Des services ont été consommés, lorsque l'emploi qu'on en a fait après les avoir achetés n'a pas permis qu'ils fussent appliqués à autre chose. On les dit consommés, parce que les mêmes services ne peuvent être employés de nouveau.

Cependant une terre qui a servi peut servir de nouveau; un ouvrier qui a travaillé peut travailler encore.

D'accord : une terre qui a rendu un service cette année pourra rendre un service l'année prochaine, mais celui qu'elle a rendu cette année est un service consommé, usé, qui a fourni ses produits, et dont on ne peut tirer de nouveau aucun parti. De même le service rendu par un ouvrier aujourd'hui, soit qu'il ait produit ou non l'effet qu'on en attendait, est un service consommé et dont il est désormais impossible d'obtenir aucun produit; celui qu'il rendra demain sera un autre service qui donnera lieu à une autre consommation (17).

Qu'entendez-vous par consommer des services reproductivement ?

On consomme reproductivement le service d'un ouvrier, d'un verrier, par exemple, lorsqu'on dirige son travail de manière que la consommation de la valeur de sa journée reproduise dans le verre qu'il a soufflé une autre valeur qui rembourse avec profit, à l'entrepreneur, l'avance qu'il a faite du prix de la journée. On consomme au contraire improductivement les services que nous rend un barbier ; parce qu'une fois que la barbe est faite, il ne reste rien de son travail en quoi il se trouve la moindre valeur.

En doit-on conclure que le travail du barbier a été improductif ?

Non; mais les services rendus par lui et l'espèce d'utilité qui en est résultée, ont été, à mesure que son travail a été exécuté, consommés par son maître qui s'en est servi pour sa satisfaction personnelle ; tandis que les services de l'ouvrier et l'utilité qui en est résultée ont été employés à donner une valeur à un produit. C'est pour cela qu'il ne reste rien de la première de ces utilités produites, et que, de la seconde il reste une valeur qui est une portion de richesses.

Qu'est-ce que les frais de production ?

C'est la valeur des services productifs qu'il a fallu

consommer pour créer un produit (a). L'achat qu'un entrepreneur en fait n'est de sa part qu'une avance qui est remboursée par la valeur du produit qui en résulte.

Ainsi, quand un fabricant de porcelaine entreprend un beau vase pour lequel il dépense en location d'ateliers, en intérêts de sommes empruntées, en salaires d'artistes et d'ouvriers, pour ce qui regarde ce vase seulement, une somme de 600 francs, s'il a su, au moyen de toutes ces dépenses, exécuter un meuble qui vaille 600 francs, il est remboursé de toutes ses avances par la vente du vase.

Si le vase ne vaut pas plus que les services productifs qui ont été consommés pour le créer, il semble que la valeur qui a été créée est d'avance annulée par celle qui a été consommée, et que la société n'en est pas plus riche par l'effet de cette production.

La société n'en est pas plus riche, si la valeur consommée a égalé la valeur produite; mais elle n'en est pas plus pauvre, quoique les producteurs aient vécu par cette consommation. Une valeur, pour avoir été consommée en même temps que produite, n'en a pas moins été produite; et c'est sur des valeurs incessamment produites et consommées que subsiste la société.

Il me reste un doute : la valeur gagnée par les

(a) On verra plus tard (chapitres XX, XXI et XXII) sur quelles bases s'établit la valeur ou le prix courant des services productifs.

producteurs était auparavant dans la bourse de celui qui a fait l'acquisition du vase. Elle n'y est plus. Il semble dès lors que les producteurs ont consommé, non la valeur qu'ils ont créée, mais une valeur anciennement existante.

Cela n'est pas ainsi. La valeur de 600 francs, qui était dans la bourse de l'acquéreur, est maintenant, sous la forme d'un vase, dans son salon qu'elle décore; car remarquez bien que nous partons de la supposition que le vase vaut, en valeur courante, autant que la somme qu'on a donnée pour l'acheter; autrement la production aurait été imparfaite, illusoire en partie.

Si le vase ne vaut qu'autant que les services qu'il a coûtés, où sera le profit de l'entrepreneur?

L'entrepreneur, en rassemblant divers services productifs et en dirigeant leur emploi dans le but de créer un vase, a exécuté lui-même un travail qui a une valeur. Il a fait l'avance de cette valeur en même temps qu'il a fait l'avance de tous les autres services productifs, et elle fait partie des frais de production du vase. Ainsi, quand je dis que ces frais se sont élevés à 600 francs, j'entends que les frais de local, de matière première, de main-d'œuvre, etc., se sont élevés, par exemple, à 550 francs, et la coopération de l'entrepreneur à 50 francs. Dès lors ces 50 francs, qui sont le prix de ses soins, et qu'on nomme ordinairement son bénéfice, font partie des frais de production.

Que concluez-vous de ces principes?

Que la production est une espèce d'échange dans lequel on donne les services productifs, ou leur valeur quand on les achète, pour obtenir en retour les produits, c'est-à-dire ce qui sert à satisfaire nos besoins et nos goûts (18).

Je comprends que nous acquérons les produits qui satisfont à nos consommations par le moyen de nos services productifs; mais d'où tirons-nous nos services productifs?

De nos fonds productifs.

Quels sont-ils?

Nos fonds productifs sont ou nos facultés industrielles, d'où les services industriels proviennent, ou nos capitaux d'où proviennent les avances que l'on fait à la production, ou bien enfin les instruments naturels qui sont devenus des propriétés (notamment les fonds de terre) d'où proviennent les services fonciers. Je vous ai déjà fait connaître la nature et l'action de ces divers fonds productifs.

A qui devons-nous ces fonds qui sont les sources de nos richesses?

Les uns sont dus à la nature qui nous les a donnés gratuitement : telles sont les terres cultivables, la

force du corps, celle de l'intelligence (*a*); les autres, tels que les capitaux, sont des produits de l'industrie aidée de ses instruments.

CHAPITRE VIII.

De la formation des capitaux.

Comment se forment les capitaux?

Par des épargnes.

Qu'est-ce qu'une épargne?

Nous épargnons quand nous ne consommons pas pour nos besoins ou pour nos plaisirs une valeur nouvelle, résultat des profits que nous avons faits. L'épargne est la valeur qui a été ainsi épargnée. C'est par les épargnes successives que l'on forme et que l'on grossit ses capitaux.

(*a*) La force corporelle et l'intelligence sont des dons gratuits que la nature accorde spécialement à l'individu qui en jouit. Les fonds de terre sont des dons gratuits faits en général à l'espèce humaine qui, pour son intérêt, a reconnu que certains hommes en particulier devaient en avoir la propriété exclusive. (Voyez le chapitre XIV, *de la Propriété*.)

Comment l'épargne peut-elle grossir un capital?

Parce qu'un profit est une valeur nouvelle, indépendante de nos fonds de terre et de nos fonds capitaux antérieurement existants. Or, quand cette valeur nouvelle est employée en forme d'avance, c'est-à-dire perpétuellement remboursée, elle compose un fonds permanent qui dure aussi longtemps qu'on ne le dissipe pas, et qu'on l'emploie à des usages reproductifs; ce qui constitue une nouvelle portion de capital.

Éclaircissez cette idée par un exemple.

Un bijoutier qui fait pour 6,000 francs de profits dans une année, s'il se contente de 5,000 francs pour la dépense de lui et des siens, augmentera son capital de 1,000 francs.

Comment peut-il employer cette épargne à des avances productives?

Il achète une plus grande quantité des matières qu'il façonne, il salarie un plus grand nombre d'ouvriers, etc. Dès lors il travaille avec un plus gros capital; et l'augmentation de ses profits est le prix du service rendu par le nouveau capital qu'il met en œuvre.

Comment un capitaliste peut-il employer ses épargnes?

Un capitaliste qui prête ses capitaux, s'il en retire

10,000 francs de profits ou d'intérêts au bout de l'an, et s'il n'en dépense que 9,000, augmente son capital de 1,000 francs qu'il prête soit aux mêmes emprunteurs, soit à d'autres.

Que peut faire un propriétaire foncier de ses épargnes?

Pour placer ses épargnes, il peut, soit améliorer ses fonds par de nouvelles constructions, soit prêter ses épargnes à un homme capable de les faire valoir et qui lui en paye un loyer, qu'on appelle un intérêt. Dès lors il devient capitaliste en même temps que propriétaire foncier.

S'il emploie ses épargnes à l'achat d'un nouveau morceau de terre, peut-on dire que les capitaux de la société sont augmentés?

Oui; car, si celui qui a fait l'épargne et qui achète du terrain n'a plus ce capital pour faire des avances à l'industrie, le vendeur du terrain se trouve l'avoir.

Comment fait un salarié pour se former un capital?

Il est obligé de prêter ses épargnes à un entrepreneur d'industrie, car il n'y a que les entrepreneurs qui puissent faire valoir un capital.

Un capital peut-il se détruire comme se former?

Oui; il suffit pour cela, au lieu de consacrer un

capital à des avances qui seront remboursées par des produits, de l'employer à des consommations non productives.

Les sommes épargnées ne font-elles pas tort aux producteurs?

Non, si elles sont employées productivement.

Je croirais qu'une dépense supprimée supprime la demande qu'on faisait d'un produit et les profits que les producteurs faisaient sur ce produit.

Une dépense productive, bien qu'elle ne soit qu'une avance, nécessite la demande d'un produit.

Montrez-moi cela par un exemple.

Si j'épargne sur mes profits 1,000 francs, et que je les prête à un entrepreneur de maçonnerie, j'achète moins de ces produits qui servent à ma consommation, jusqu'à concurrence de 1,000 francs; mais le maître maçon achète pour 1,000 francs de produits de plus qu'il n'aurait fait. Seulement ce sont des produits différents. Ce sont peut-être des pierres de taille, produits du carrier; des outils de son métier, produits du taillandier; ce sont des journées d'ouvriers, et ces ouvriers emploient leurs salaires en nourriture, en vêtements, qui sont également des produits de différents producteurs. Cette épargne peut donc changer la nature des demandes, mais elle n'en diminue pas la somme.

N'a-t-elle pas des avantages réels?

Oui; elle permet à différents travailleurs de tirer parti de leurs facultés industrielles, de faire des profits qu'ils n'auraient pas faits et de les renouveler sans cesse, parce qu'un capital employé à des avances rentre autant de fois qu'il est avancé, et chaque fois il est de nouveau employé à acheter des services productifs (*a*).

Comment peut-on connaître si l'on a augmenté ou diminué son capital?

Ceux qui n'ont point d'entreprise industrielle peuvent comparer ce qu'ils ont reçu avec ce qu'ils ont dépensé. S'ils ont moins dépensé qu'ils n'ont reçu, leur capital est accru du montant de la différence.

Pour ceux qui ont une entreprise industrielle, il n'y a d'autre moyen qu'un inventaire fidèlement dressé des valeurs qu'ils possèdent cette année, comparé avec un pareil inventaire dressé les années précédentes.

Pourquoi un inventaire est-il nécessaire du moment qu'on a une entreprise industrielle?

Parce que le capital d'un entrepreneur se compose de diverses marchandises faisant partie soit des approvisionnements, soit de ses produits, qu'il doit évaluer

(*a*) Voyez les chapitres XXV et XXVI.

au cours du jour, s'il veut connaître son bien. La majeure partie de son capital a changé de forme dans l'espace d'une année; les provisions, les marchandises qu'il possédait, sont une valeur qui a été consommée reproductivement. Ce n'est donc qu'en comparant cette valeur avec celle qui en est résultée que l'on peut savoir si la valeur capitale s'est accrue ou diminuée (19).

CHAPITRE IX.

Des produits immatériels.

Qu'est-ce qu'un produit immatériel?

On désigne par ce nom une utilité produite, qui n'est attachée à aucune matière, qui cependant a une valeur, et dont on peut se servir.

Donnez-m'en des exemples.

Un chirurgien fait une opération qui sauve un malade, et sort après avoir reçu ses honoraires : voilà une utilité vendue, payée, et qui cependant n'a pas été

Digitized by Google

un seul instant attachée à une substance matérielle, comme l'utilité qui est dans un habit, dans un chapeau.

Des musiciens se rassemblent dans une salle, pour donner un concert. Il en résulte un délassement assez désirable pour qu'un auditoire nombreux se réunisse et paye en commun la jouissance qui résulte de cette représentation. Voilà une utilité produite, achetée et consommée, sans avoir été un seul instant attachée à une substance matérielle.

Voilà des produits immatériels.

Qu'observez-vous relativement aux produits immatériels ?

Qu'ils n'ont d'autre durée que le temps de leur production, et qu'ils doivent nécessairement être consommés au moment même qu'ils sont produits. Une personne qui n'aurait pas entendu un concert qui vient d'être terminé, n'a aucune espérance de pouvoir jouir de son exécution. Pour qu'elle se procure cette jouissance, il faut une production nouvelle; il faut que le concert soit recommencé.

Les produits immatériels sont-ils des produits de l'industrie ?

Sans doute; et l'on observe, dans l'industrie qui les produit, les mêmes opérations qui concourent à la création des produits matériels : plusieurs genres

de connaissances leur servent de base; il faut que des entrepreneurs appliquent ces connaissances aux besoins des consommateurs ; souvent plusieurs agents sont employés à l'exécution ; enfin, pour que l'entrepreneur, qui a fait les frais de leur production, ne soit pas en perte, il faut que la valeur du produit lui rembourse le montant des avances qu'il a faites.

Donnez-moi quelques exemples du besoin qu'on a et de l'usage qu'on fait de plusieurs produits immatériels.

Les militaires sont utiles à la communauté, en se tenant toujours préparés pour la défendre ; les juges sont utiles en administrant la justice ; les fonctionnaires publics, dans tous les grades, en prenant soin des affaires de la communauté, et en veillant à la sûreté publique ; les ministres de la religion en exhortant aux bonnes actions et en consolant les affligés. L'utilité de ces diverses classes est payée au moyen des contributions publiques fournies par la communauté (20).

D'autres classes, dont les services fournissent des secours ou des délassements, ne sont payées que par les seules personnes qui jugent à propos d'avoir recours à elles. Telle est la classe des médecins, qui n'est point payée par la communauté, mais par les personnes seulement qui ont recours à leurs conseils. Les avocats sont dans le même cas. Les comédiens, et en général les personnes qui travaillent pour le divertissement du public, produisent de même

une satisfaction que les seules personnes qui veulent y prendre part sont tenues de payer, et qui n'existe plus du moment que l'exécution est achevée.

Les fonds de terre ne produisent-ils pas une utilité qu'on peut appeler immatérielle ?

Oui ; tous les jardins d'agrément qui ne produisent aucun fruit, aucun bois qui aient une valeur jointe à leur matière, procurent du moins une jouissance à ceux qui en font usage. Cette jouissance a un prix, puisque l'on trouve des personnes qui consentent à l'acheter par un loyer; mais le produit qui l'a procurée n'existe plus. La jouissance qu'on recueillera l'année prochaine, du même jardin, sera un nouveau produit de cette nouvelle année, et ne sera pas davantage susceptible de se conserver.

N'y a-t-il pas des capitaux qui donnent des produits immatériels?

Oui ; ce sont ceux qui, par leur service, procurent des jouissances, mais ne font naître aucune valeur nouvelle.

Donne-m'en des exemples.

Une maison habitée par son propriétaire est une valeur capitale, puisqu'elle est née d'accumulations, de valeurs épargnées et durables. Cependant, elle ne rapporte point d'intérêts à son propriétaire ; il n'en

tire pas non plus des matières qu'il puisse vendre ; mais elle produit pour lui une jouissance qui a une valeur, puisqu'il pourrait la vendre s'il consentait à louer sa maison. Cette jouissance ayant une valeur réelle, et n'étant pas jointe à un produit matériel, est un produit immatériel.

On en peut dire autant des meubles durables qui remplissent la maison, de la vaisselle et des ustensiles d'argent, etc., qui rapportent, non un intérêt, mais une jouissance.

Pourquoi ne dites-vous cela que des objets durables?

Parce que, quand la consommation détruit la valeur du fonds, cette valeur n'est plus une valeur capitale, une valeur que l'on retrouve après s'en être servi. Mon argenterie est un capital, parce qu'après m'en être servi un an, dix ans, j'en retrouverai la valeur principale ; je n'aurai consommé que l'utilité journalière dont elle pouvait être (*a*) ; mais les chaussures que je porte ne sont pas un capital ; car, quand je les aurai usées, il ne me restera plus en elle aucune valeur.

(*a*) Une personne à qui on loue de l'argenterie n'acquiert pas la valeur des objets d'argent ; elle acquiert seulement, pour tout le temps qu'elle la tient à loyer, l'utilité journalière qui peut naître de l'argenterie.

CHAPITRE X.

En quoi consistent les progrès de l'industrie.

A quel signe peut-on connaître que l'industrie fait des progrès dans un pays ?

Lorsqu'on y remarque des produits nouveaux qui trouvent à se vendre, ou bien lorsqu'on voit diminuer le prix des produits connus. Dans l'un et l'autre cas, il y a de nouvelles jouissances acquises par le public, et de nouveaux profits gagnés.

Pourquoi aux mots : produits nouveaux, *ajoutez-vous :* qui trouvent à se vendre ?

Parce qu'un nouvel objet dont le prix n'atteint pas ses frais de production, ne peut donner lieu à une fabrication suivie : on perdrait à s'en occuper. Il n'en peut résulter ni jouissances nouvelles, ni profits nouveaux. Ce n'est pas un progrès.

Je conçois qu'un nouveau produit procure des jouissances et des profits nouveaux, mais je ne le comprends

Digitized by Google

pas de même quand ce sont des produits déjà connus qui diminuent de prix.

Un produit, lorsqu'il baisse de prix, se met à la portée d'un certain nombre de consommateurs qui, auparavant, n'en pouvaient pas faire la dépense. Beaucoup de familles peuvent acheter un tapis de pied lorsqu'il ne coûte plus que 50 francs, et s'en passaient quand il fallait le payer cent francs.

Si, en même temps, les étoffes dont se faisaient les robes de la mère et des filles ont baissé de 100 francs à 50, il n'y a toujours, dans cette famille, que 100 fr. dépensés, et il s'y trouve une consommation plus considérable.

La seule possibilité d'acheter des jouissances nouvelles est équivalente à des profits nouveaux; mais nous verrons tout à l'heure qu'aux avantages que les hommes trouvent comme consommateurs dans les progrès industriels, ils en trouvent d'autres comme producteurs.

Quelles sont les causes auxquelles il faut attribuer les progrès de l'industrie?

Parmi ces causes, il s'en trouve qui agissent d'une manière générale, comme les progrès des connaissances humaines, les bonnes lois, la bonne administration du pays. D'autres agissent plus immédiatement : telles que la division du travail, un emploi mieux entendu des instruments dont se sert l'industrie, et particulièrement des agents naturels dont le secours est gratuit.

Qu'entendez-vous par la division du travail ?

C'est cet arrangement par lequel les travaux industriels sont répartis entre différents travailleurs, de manière que chaque personne s'occupe toujours de la même opérationn qu'elle recommence perpétuellement.

Donnez-m'en un exemple.

Dans la fabrication des épingles, c'est toujours le même ouvrier qui passe le laiton à la filière ; un autre ne fait que couper le fil de laiton par bouts d'une longueur pareille ; un troisième aiguise les pointes ; la tête seule de l'épingle exige deux ou trois opérations qui sont exécutées par autant de personnes différentes. Au moyen de cette séparation des emplois, on peut exécuter tous les jours 48,000 épingles dans une manufacture, où l'on n'en terminerait pas 200 s'il fallait que chaque ouvrier commençât et finît chaque épingle l'une après l'autre.

Ne remarque-t-on pas les effets de la division du travail autre part que dans les manufactures ?

On peut les observer partout dans la société où chacun se voue exclusivement à une profession différente, et la remplit mieux que si chacun voulait se mêler de tout.

Qu'en concluez-vous ?

Qu'il n'est pas avantageux de cumuler les occupa-

tions diverses ; qu'il convient au chapelier de commander ses habits au tailleur, et au tailleur de commander ses chapeaux au chapelier. Par la même raison, nous devons croire que l'industrie est plus perfectionnée quand le commerce en gros, le commerce en détail, le commerce avec l'intérieur, le commerce maritime, etc., sont l'objet d'autant de professions différentes.

Comment tire-t-on plus de parti des instruments de l'industrie ?

En les occupant plus constamment et en tirant plus de produits des mêmes instruments. C'est ainsi que l'agriculture est plus avancée là où, au lieu de laisser les terres en jachères, on leur procure du repos en changeant de culture. Un manufacturier actif qui exécute ses opérations plus rapidement qu'un autre, et qui commence et termine cinq fois ses produits dans le cours d'une année, au lieu de quatre, tire un plus grand service de son capital, puisque avec le même capital il fait cinq opérations au lieu d'une.

N'y a-t-il pas une autre manière de tirer plus de parti des instruments de l'industrie?

Oui : elle consiste à remplacer des instruments coûteux par d'autres qui nous sont offerts gratuitement par la nature : comme lorsqu'on fait moudre le grain par la force de l'eau ou du vent, au lieu de faire exé-

cuter ce travail par des bras d'hommes. C'est l'avantage qu'on obtient ordinairement par le service des machines.

Le service des machines est-il avantageux aux producteurs et aux consommateurs?

Il est avantageux aux entrepreneurs d'industrie aussi longtemps qu'il ne fait pas baisser le prix des produits. Du moment que la concurrence a fait baisser les prix au niveau des frais de production, le service des machines devient avantageux aux consommateurs.

N'est-il pas dans tous les cas funeste à la classe des ouvriers?

Il ne lui est funeste qu'à l'époque où l'on commence à se servir d'une nouvelle machine; car l'expérience nous apprend que les pays où l'on fait le plus d'usage des machines, sont ceux où l'on occupe le plus d'ouvriers.

Les arts même, où l'on a remplacée par des machines les bras des hommes, finissent par occuper plus d'hommes qu'auparavant.

Citez-m'en des exemples.

Malgré la presse d'imprimerie, qui multiplie les copies d'un même écrit avec une étonnante rapidité, il y a plus de personnes occupées par l'imprimerie, à présent, qu'il n'y avait de copistes employés auparavant à transcrire des livres.

Le travail du coton occupe plus de monde maintenant qu'il n'en occupait avant l'invention des machines à filer.

Le service des machines ne tend-t-il pas au perfectionnement de la société en général?

Tous les moyens expéditifs de produire ont cet effet à un point surprenant. C'est, en partie, parce qu'on a inventé la charrue qu'il a été permis aux hommes de perfectionner les beaux-arts et tous les genres de connaissances.

Dites-moi par quelle raison.

Si, pour obtenir la quantité de blé nécessaire pour nourrir un peuple, il avait fallu que ce peuple tout entier fût employé à labourer la terre avec la bêche, personne n'aurait pu se vouer aux autres arts; mais du moment que quarante personnes ont suffi pour faire pousser la nourriture de cent, il est arrivé que soixante personnes ont pu se livrer à d'autres occupation. Elles ont échangé ensuite le fruit de leurs travaux contre le blé produit par les premières, et la société tout entière s'est trouvée mieux pourvue d'objets de nécessité ou d'agrément; ses facultés intellectuelles et morales se sont perfectionnées en même temps que ses autres moyens de jouir.

CHAPITRE XI.

Des échanges et des débouchés.

Qu'est-ce qu'on entend par un échange?

Un échange est le troc d'une chose qui appartient à une personne, contre une autre chose qui appartient à une autre personne.

Les ventes et les achats sont-ils des échanges?

La vente est l'échange que l'on fait de sa marchandise contre une somme de monnaie; l'achat est l'échange que l'on fait de sa monnaie contre de la marchandise.

Quel but se propose-t-on quand on échange sa marchandise contre une somme de monnaie?

On se propose d'employer cette monnaie à l'achat d'une autre marchandise; car la monnaie ne peut servir à aucune autre fin qu'à acheter.

Qu'en concluez-vous?

Que les ventes et les achats ne sont, dans la réalité, que des échanges de produits. On échange le produit que l'on vend et dont on n'a pas besoin, contre le produit qu'on achète et dont on veut faire usage. La monnaie n'est pas le but, mais seulement l'intermédiaire des échanges. Elle entre passagèrement en notre possession quand nous vendons; elle en sort quand nous achetons, et va servir à d'autres personnes de la même manière qu'elle nous a servi.

Les échanges sont-ils productifs de richesses?

Non, pas directement; car rien ne produit de la richesse, que ce qui ajoute à la valeur des choses en ajoutant à leur utilité (21). Or, des objets échangés ont passé dans des mains différentes, sans avoir, après l'échange terminé, une valeur courante supérieure à celle qu'ils avaient auparavant.

Pourquoi donc les échanges jouent-ils un si grand rôle dans l'économie sociale?

Parce que chaque personne ne se consacrant qu'à un seul genre de production, et une multitude de produits lui étant nécessaires, chaque personne ne consomme jamais qu'une très-petite partie de ce qu'elle produit, et se trouve forcée de vendre tout le reste pour acheter la presque totalité des objets dont elle a besoin.

N'y a-t-il pas des personnes qui achètent sans produire?

Il n'y a que celles qui vivent de secours gratuits qui puissent acheter sans produire ; et alors elles vivent sur les produits des personnes de qui elles tiennent ces secours (*a*).

Un propriétaire foncier n'achète-t-il pas sans produire et sans tenir des secours d'autrui?

Un propriétaire foncier produit par le moyen de son instrument, de sa terre. Le loyer qu'il en reçoit est le prix du blé ou de tout autre produit qu'il a obtenu pour sa part dans la production à laquelle il a contribué par la collaboration de sa terre.

(*a*) Il y a, dans tous les pays, un grand nombre de personnes qui ne vivent pas de secours, et qui cependant achètent et consomment sans produire; ainsi tous les individus qui possèdent des sinécures ou qui sont payés pour remplir des emplois inutiles ou malfaisants, achètent et consomment, sans rendre aucun service à la production; les armées qui n'ont pas d'autre objet que de tenir dans l'oppression les classes industrieuses de la société, consomment d'immenses richesses et n'en produisent aucune; les hommes qui livrent leurs capitaux au gouvernement, pour qu'il les emploie à exécuter des entreprises inutiles ou funestes, et qui reçoivent en échange des rentes que les contribuables sont contraints de leur payer, achètent et consomment, mais ne produisent rien, du moins en leur qualité de rentiers; enfin, tous les individus qui vivent d'extorsions ou de soustractions frauduleuses plus ou moins déguisées, achètent et consomment, et ne peuvent cependant être mis, ni dans la classe des producteurs, ni dans celle des gens qui vivent de secours. CH. C.

Il en est de même du capitaliste. L'intérêt de ses fonds est le prix de sa part des produits auxquels ses fonds ont concouru.

Quelle différence mettez-vous entre le prix des produits et leur valeur?

Le prix est la quantité de monnaie courante que l'on peut obtenir pour un produit, lorsqu'on veut le vendre : c'est sa valeur exprimée en argent.

Quel est le prix le plus bas auquel un produit puisse être vendu et acheté?

Un produit ne saurait être vendu et acheté d'une manière suivie, à un prix inférieur aux frais de production qui sont indispensables pour l'établir. Si chaque livre de café ne peut être amenée dans la boutique où nous l'achetons sans une dépense de 40 sous, on ne peut, longtemps de suite, vendre une livre de café au-dessous du prix de 40 sous (*a*).

Le prix d'une marchandise ne baisse-t-il pas en proportion de ce qu'elle est plus offerte, et ne monte-t-il pas en proportion de ce qu'elle est plus demandée?

Une marchandise, par cela seul qu'elle est plus

(*a*) Il ne faut pas oublier ici ce qui a été dit au chapitre VII, que les travaux des divers entrepreneurs (planteurs et négociants) qui ont concouru à cette production font partie des avances qu'elle a nécessitées; et que leurs profits n'étant que le remboursement de ces avances, font partie des frais de production.

offerte, c'est-à-dire offerte en plus grande quantité, sans que les autres marchandises le soient davantage, est à meilleur marché par rapport aux autres ; car le meilleur marché consiste dans la possibilité où sont les acheteurs d'en avoir une plus grande quantité pour le même prix.

Par la même raison, du moment qu'elle est plus demandée, elle est plus chère ; car qu'est-ce que la demande d'un produit, sinon l'offre que l'on fait d'un autre produit pour acquérir le premier? Or, du moment que cet autre produit est offert en plus grande quantité pour acquérir le premier, dès ce moment, dis-je, le premier est plus cher (22).

Que signifie, en parlant d'une marchandise, ce qu'on appelle l'étendue de ses débouchés ?

C'est la possibilité d'en vendre une plus ou moins grande quantité.

Quelles sont les causes qui étendent le débouché d'un produit en particulier ?

C'est d'abord le bon marché auquel il peut être établi par comparaison avec son utilité, avec les services qu'il peut rendre ; et, en second lieu, c'est l'activité de la production de tous les autres produits.

Pourquoi le bon marché d'un produit étend-il ses débouchés ?

Les familles qui habitent un canton, en contribuant

à une production ou à une autre, gagnent chaque année des revenus très-divers : les unes 100 écus, les autres 1000, d'autres 100,000 écus et davantage. On fait des gains annuels qui s'élèvent à toutes les sommes intermédiaires ; les plus nombreux sont les plus modiques, et les plus gros sont les plus rares. Vous comprenez dès lors qu'un produit se vendra en quantité d'autant plus grande qu'il sera plus utile et qu'il coûtera moins cher ; car ces deux conditions le font désirer de plus de monde, et permettent à plus de monde de l'acquérir.

Pourquoi l'activité dans la production de tous les autres produits augmente-t-elle les débouchés de chaque produit en particulier ?

Parce que les hommes ne peuvent acheter un produit particulier qu'ils ne produisent pas qu'à l'aide de ceux qu'ils produisent. Plus il y a de gens qui produisent du blé, du vin, des maisons, et plus les gens qui produisent du drap peuvent vendre d'aunes de leur marchandise.

Les producteurs ne sont donc pas intéressés à habiter un pays où l'on produit peu ?

Non, sans doute ; il se vend maintenant en France bien plus de marchandises que dans les temps de barbarie, par la raison qu'on en produit beaucoup plus qu'à ces malheureuses époques. Les producteurs, en

s'y multipliant, y ont multiplié les consommateurs ; et chaque producteur, en produisant davantage, a pu multiplier ses consommations.

Nous produisons tous les uns pour les autres. Le fermier, ou fabricant de blé, travaille pour le fabricant d'étoffes : celui-ci travaille pour le fermier; le quincaillier vend ses serrures au banquier : celui-ci reçoit et paye pour le quincaillier; le droguiste fait venir des couleurs pour le peintre : le peintre fait des portraits pour le marchand. Tout le monde est utile à tout le monde; et chacun fait d'autant plus d'affaires, que les autres en font davantage.

Le commerce étranger n'est donc pas indispensable pour ouvrir des débouchés à notre industrie?

Non; mais le commerce que nous faisons avec l'étranger étend nos productions et notre consommation. Si nous n'avions pas en France de commerce au dehors, nous ne produirions pas de café, et nous n'en consommerions pas; mais, par le moyen du commerce avec l'étranger, nous pouvons produire et consommer une immense quantité de café; car, en produisant des étoffes que nous échangeons contre cette denrée d'un autre climat, nous produisons notre café en étoffes.

Dans quel cas les nations étrangères offrent-elles le plus de débouchés à notre industrie?

Lorsqu'elles sont industrieuses elles-mêmes, et

d'autant plus que nous consentons à recevoir plus de produits de leur industrie.

Notre intérêt n'est donc pas de détruire leur commerce et leurs manufactures?

Au contraire : la richesse d'un homme, d'un peuple, loin de nuire à la nôtre, lui est favorable; et les guerres livrées à l'industrie des autres peuples paraîtront d'autant plus insensées qu'on deviendra plus instruit.

CHAPITRE XII.

De la monnaie.

Qu'est-ce que la monnaie?

La monnaie est un produit de l'industrie, une marchandise qui a une valeur échangeable. Une certaine quantité de monnaie, et une certaine quantité de toute autre marchandise, quand leur valeur est exactement pareille, sont deux portions de richesses égales entre elles.

D'où vient à la monnaie sa valeur?

De ses usages, c'est-à-dire qu'elle tire sa valeur de la même source que quelque produit que ce soit. Le besoin qu'on en a, fait qu'on y attache un prix et que l'on offre pour en avoir une certaine quantité de tout autre produit quelconque.

Ce n'est donc pas le gouvernement qui fixe la valeur des monnaies?

Non; le gouvernement peut bien ordonner qu'une pièce de monnaie s'appellera *un franc, cinq francs;* mais il ne peut pas déterminer ce qu'un marchand vous donnera de marchandise pour un franc, pour cinq francs. Or, vous savez que la valeur d'une chose se mesure par la quantité de toute autre chose que l'on consent communément à donner pour en obtenir la possession.

Vous dites que la monnaie tire sa valeur de ses usages; cependant elle ne peut servir à satisfaire aucun besoin.

Elle est d'un fort grand usage pour tous ceux qui sont appelés à effectuer quelque échange; et vous avez appris (chap. XI) les raisons pour lesquelles les hommes sont tous obligés d'effectuer des échanges, et, par conséquent, de se servir de monnaie.

Comment la monnaie sert-elle dans les échanges?

Elle sert en ceci, que, lorsque vous voulez changer

le produit qui vous est inutile, contre un autre que vous voulez consommer, il vous est commode, et le plus souvent indispensable de commencer par changer votre produit superflu en cet autre produit appelé monnaie, afin de changer ensuite la monnaie contre la chose qui vous est nécessaire.

Pourquoi l'échange préalable contre de la monnaie est-il commode et souvent indispensable?

Pour deux raisons : en premier lieu, parce que la chose que vous voulez donner en échange diffère le plus souvent en valeur de la chose que vous voulez recevoir. Si la monnaie n'existait pas, et que vous voulussiez échanger une montre de quatre louis contre un chapeau d'un louis, vous seriez obligé de donner une valeur quatre fois supérieure à celle que vous recevriez. Que si vous vouliez seulement donner le quart de votre montre, vous ne le pourriez sans détruire sa valeur tout entière, ce qui serait encore pis. Mais, si vous commencez par changer votre montre contre quatre louis, vous pouvez alors donner le quart de la valeur de votre montre pour avoir un chapeau, et conserver les trois autres quarts de la même valeur pour l'acquisition de tout autre objet. La monnaie, comme vous le voyez, vous est utile pour cette opération.

Quel est le second motif qui fait désirer de se procurer de la monnaie?

Une marchandise autre que la monnaie pourrait se

proportionner, en quantité, à la valeur de la chose que vous souhaitez vendre. Vous pourriez avoir une quantité de riz pareille en valeur à la montre dont vous voulez vous défaire, et vous pourriez donner en riz une quantité équivalente à la valeur du chapeau que vous voulez acquérir; mais vous n'êtes pas certain que le marchand de chapeau ait besoin du riz que vous pourriez lui offrir, tandis que vous êtes certain qu'il recevra volontiers la monnaie dont vous vous êtes rendu possesseur.

D'où peut me venir cette certitude?

Du besoin que toute personne a de faire des achats pour satisfaire à ses besoins.

Une marchandise, quand on ne veut pas ou qu'on ne peut pas la consommer immédiatement pour satisfaire un besoin, ne convient qu'à ceux qui en font commerce, à ceux qui sont connus pour en être marchands, qui savent par conséquent où sont ses débouchés, ce qu'elle vaut exactement, et par quels moyens on peut réussir à la vendre. Or, la monnaie est une marchandise dont tout le monde est marchand, car tout le monde a des achats à faire, et c'est être marchand de monnaie que d'en offrir en échange de toutes les choses que l'on achète journellement. Vous êtes donc assuré qu'en offrant de la monnaie à une personne quelconque, et pour quelque échange que ce soit, vous lui offrez une marchandise dont elle a le placement assuré (23).

Pourquoi, même dans le cas où la marchandise que je reçois vaut bien réellement son prix, considère-t-on celui qui me vend comme faisant une meilleure affaire que moi qui achète ?

Celui qui vend a deux marchés à conclure pour obtenir la marchandise dont il a besoin, à la place de celle qui est pour lui superflue : il faut qu'il change d'abord celle-ci en monnaie, et qu'il change ensuite cette monnaie contre la chose qu'il veut avoir. Lorsqu'une fois il a effectué le premier de ces deux échanges, il ne lui reste plus que le second à terminer, et c'est le plus facile, parce qu'au lieu d'une marchandise qui ne pouvait convenir qu'à un petit nombre de personnes, il a désormais en sa possession de la monnaie, c'est-à-dire une marchandise qui est à l'usage de tout le monde.

Je vois quelle est la source de la valeur de la monnaie; mais je voudrais savoir quelle cause fixe cette valeur à un taux plutôt qu'à un autre?

C'est la somme, ou, si vous voulez, le nombre de pièces qui se trouvent dans chaque canton. On donne et l'on reçoit, dans les ventes et dans les achats, d'autant plus de pièces qu'il y en a davantage dans le canton. Ainsi, le quintal métrique de blé, qui se vend aujourd'hui pour 25 pièces d'un franc, se vendrait 50 francs, s'il y avait une fois plus de monnaie en circulation.

Dans cette supposition, y aurait-il quelque chose de changé à la richesse du pays?

Non; car celui qui recevrait une fois plus de monnaie pour son quintal de blé, serait obligé d'en donner une fois plus pour toutes les choses qu'il voudrait se procurer, et finalement, en échange de son blé, il n'aurait obtenu que la même quantité de produits, la même somme de jouissances. Quant à ceux qui sont possesseurs de monnaie, ayant 50 pièces qui ne vaudraient pas plus que 25, ils ne seraient pas plus riches qu'ils ne le sont avec 25 pièces.

A-t-on des exemples d'une pareille multiplication et d'une pareille dépréciation des monnaies?

On a des exemples d'une multiplication et d'une dépréciation bien plus grande. Avant la découverte de l'Amérique, une même pièce d'argent valait cinq ou six fois plus qu'elle ne vaut à présent; et lorsqu'on a fait en différents pays, à certaines époques, de la monnaie de papier pour des sommes énormes, la valeur de cette monnaie s'est dégradée en proportion.

La valeur des monnaies peut-elle augmenter comme elle peut diminuer?

Oui : ce cas arrive lorsque la quantité de monnaie diminue, ou bien quand le nombre des échanges qui se font journellement dans le canton vient à augmenter, parce qu'alors le besoin de monnaie, la demande

qu'on en fait, deviennent plus étendus. Des échanges plus considérables en valeur et plus multipliés en nombre exigent une plus grande quantité de pièces de monnaie (*a*).

Dans quel cas le nombre des échanges augmente-t-il?

Lorsque le canton devient plus riche, lorsqu'on y crée plus de produits, et qu'on en consomme davantage; lorsque la population croît en conséquence; comme il est arrivé en France où, depuis la fin du 16e siècle, la population a doublé, et où la production et la consommation ont peut-être quadruplé (24).

Comment se manifestent les changements de valeur dans les monnaies?

Quand la valeur des monnaies hausse, on donne moins de monnaie en échange de toute espèce de marchandise. En d'autres termes, le prix de toutes les marchandises baisse.

Quand, au contraire, la valeur des monnaies décline, on donne plus de monnaie dans chaque achat; le prix de toutes les marchandises hausse.

(*a*) Chez les nations qui jouissent d'une entière liberté de commerce, la monnaie doit nécessairement avoir un peu plus de valeur que chez les nations qui favorisent l'exportation des produits manufacturés, et qui en gênent l'importation, afin de s'assurer un retour en argent plus considérable. Il doit résulter de là que, sur les marchés étrangers, les produits manufacturés des premières doivent se vendre moins cher que ceux des secondes.

CH. C.

Se sert-on également de plusieurs sortes de matières pour fabriquer des monnaies?

On s'est servi, suivant l'occasion, de fer, de cuivre, de coquilles, de cuir, de papier : mais les matières qui réunissent le plus d'avantages pour faire les fonctions de monnaies, sont l'or et l'argent, que l'on appelle aussi les métaux précieux. L'argent est le plus généralement employé; ce qui fait que, dans l'usage commun, on dit fréquemment *de l'argent* pour dire *de la monnaie.*

Emploie-t on indifféremment tout métal d'argent comme monnaie?

Non : on ne se sert ordinairement, pour cet usage, que de l'argent qui a reçu une empreinte dans les manufactures du gouvernement, qu'on appelle des hôtels des monnaies.

L'empreinte est-elle nécessaire pour que l'argent serve aux échanges?

Non, pas absolument : en Chine, on se sert d'argent qui n'est pas frappé en pièces; mais l'empreinte que le gouvernement donne aux pièces est extrêmement utile, en ce qu'elle évite à ceux qui reçoivent de la monnaie d'argent, le soin de peser le métal et surtout de l'essayer (*a*); ce qui est une opération délicate et difficile.

(*a*) *Essayer,* c'est s'assurer du degré de pureté de l'argent ou de l'or.

L'empreinte étant utile, n'ajoute-t-elle pas à la valeur d'une pièce de monnaie?

Sans doute, à moins que le gouvernement n'en frappe en assez grande quantité pour qu'une pièce qui porte l'empreinte baisse de valeur jusqu'à ne pas valoir plus qu'un petit lingot du même poids et de la même pureté.

Une monnaie frappée peut-elle tomber au-dessous de la valeur d'un petit lingot qui l'égale en poids?

Non; parce qu'alors le possesseur du lingot, en le fondant, l'élèverait aisément de la valeur d'une pièce à la valeur du lingot. Une monnaie métallique, par cette raison, ne peut jamais tomber au-dessous de la valeur du métal dont elle est faite.

Pourquoi les gouvernements se réservent-ils exclusivement le droit de frapper les monnaies?

Afin de prévenir l'abus que des particuliers pourraient faire de cette fabrication, en ne donnant pas aux pièces le titre (*a*) et le poids annoncés par l'empreinte; et aussi quelquefois afin de s'en attribuer le bénéfice, qui fait partie des revenus du fisc (*b*).

(*a*) Le titre est la proportion de la quantité de métal précieux et de la quantité de cuivre ou d'autre alliage qui se trouve dans les pièces de monnaie.

(*b*) *Fisc* veut dire le trésor du prince ou celui du public.

La monnaie d'argent et la monnaie d'or varient-elles dans leur valeur réciproque?

Leur valeur varie perpétuellement comme celle de toutes les marchandises, suivant le besoin qu'on a de l'une ou de l'autre, et la quantité qui s'en trouve dans la circulation. De là l'agio, ou bénéfice que l'on paye quelquefois pour obtenir 20 francs en or contre 20 francs en argent.

La même variation de valeur existe-t-elle entre les pièces de cuivre et les pièces d'argent?

Non, pas ordinairement; par la raison que l'on ne reçoit pas la monnaie de cuivre pur, et celle de cuivre mélangé d'argent, qu'on nomme *billon*, sur le pied de leur valeur propre; mais en raison de la facilité qu'elles procurent d'obtenir par leur moyen une pièce d'argent. Si cent sous qu'on me paye en cuivre ne valent réellement que trois francs, peu m'importe; je les reçois pour cinq francs, parce que je suis assuré d'avoir, quand je voudrai, par leur moyen, une pièce de cinq francs. Mais quand la monnaie de cuivre devient trop abondante, et que, par son moyen, on ne peut plus avoir à volonté la quantité d'argent qu'elle représente, sa valeur s'altère, et l'on ne peut plus s'en défaire sans perte (*a*).

(*a*) On n'a pu faire entrer, dans un ouvrage abrégé comme celui-ci, que les principes les plus importants et les plus usuels.

CHAPITRE XIII.

Des signes représentatifs de la monnaie.

Qu'appelez-vous des signes représentatifs de la monnaie?

Des titres qui n'ont aucune valeur autre que celle que leur procure la somme qu'ils donnent au porteur le droit de se faire payer. Telles sont les promesses, les lettres de change, les billets de banque, etc.

Qu'est-ce que les lettres de change?

Ce sont des mandats fournis par un tireur, et payables par un accepteur qui habite une autre ville du même pays ou de l'étranger. Le tireur est garant du payement de la lettre de change; et l'accepteur, quand il l'a revêtue de son acceptation, en est garant aussi, et solidairement.

A quoi servent les lettres de change?

Elles évitent les frais et les risques qui accompagnent les transports d'argent.

Comment cela?

En établissant une compensation entre ce qui est dû réciproquement par deux villes différentes.

Expliquez cet effet par un exemple.

Si un habitant de Bordeaux me doit 1000 francs, je fais sur lui une lettre de change de cette somme; je la vends, et j'évite le risque du transport de la somme de Bordeaux à Paris. Cette lettre de change est achetée par une personne de Paris qui doit 1000 francs à Bordeaux, et qui s'acquitte en remettant ce titre au lieu de la somme.

On peut donc vendre et acheter les lettres de change?

Sans doute; les vendre, c'est ce qu'on appelle les négocier.

Valent-elles autant que la somme qu'elles portent?

Quelquefois; lorsque peu de personnes ont des créances à recevoir dans la ville où elles doivent être payées, et lorsqu'au contraire on a besoin d'y faire passer beaucoup de valeurs. Hors ce cas-là, elles ne valent pas autant que la somme qu'elles portent, d'abord parce qu'elles ne sont pas payables sur-le-champ, ensuite parce que celui qui les achète court le risque de n'être pas payé, si les tireurs et accepteurs ne sont pas gens solvables.

En quelle monnaie sont acquittées les lettres de change sur l'étranger ?

En monnaie du pays où elles doivent être acquittées : une lettre sur Londres est payée à Londres en livres sterling.

Quand on achète à Paris une lettre sur Londres, en quelle monnaie l'acquéreur la paye-t-il ?

En monnaie de France. Le vendeur et lui conviennent que chaque livre sterling sera payée sur le pied de 24, 25 francs, ou davantage, suivant le degré de confiance que lui inspire le tireur, suivant l'éloignement de l'échange, et le besoin plus ou moins grand que l'on a de papier sur Londres. C'est ce prix véritable de la monnaie étrangère achetée à Paris, qui fait ce qu'on appelle le *cours des changes* de Paris.

Qu'est-ce qu'on appelle le pair du change?

C'est le prix au moyen duquel la quantité d'or fin, ou d'argent fin, que la lettre de change vous donne droit de toucher dans l'étranger, est précisément égale à la quantité du même métal que vous payez à Paris pour faire l'acquisition de la lettre de change.

Les billets de banque se négocient-ils comme les lettres de change?

Non : quand on a la conviction qu'on en touchera le montant en monnaie à l'instant qu'on voudra, on les

reçoit comme si c'était de l'argent, et on les donne sur le même pied, si celui à qui l'on doit un payement a la même persuasion.

Quelle différence y a-t-il entre une monnaie de papier et un billet de banque?

Une monnaie de papier est un billet qui n'est point convertissable en monnaie métallique à la volonté du porteur; un billet de banque est payable à vue et au porteur.

La plupart des papiers-monnaie portent cependant qu'ils sont de même payés à vue.

Quand cette promesse est effectuée, ce ne sont pas des papiers-monnaie, mais des billets de confiance; quand cette promesse est illusoire, ce sont des papiers-monnaie.

Qu'est-ce qui donne de la valeur à un papier-monnaie?

Différentes causes : notamment la faculté accordée aux particuliers de s'en servir pour payer leurs impositions et pour acquitter leurs dettes, et surtout l'absence de tout autre instrument des échanges; ce qui oblige les gens à avoir recours à celui-là, particulièrement lorsque les ventes et les achats ont une grande activité.

Qui est-ce qui donne de la valeur aux billets de banque ?

La certitude de pouvoir les convertir à volonté en monnaie.

Quelle assurance le public a-t-il que les billets au porteur d'une banque seront exactement payés ?

Une banque bien administrée ne délivre jamais un billet sans recevoir en échange une valeur quelconque. Cette valeur est ordinairement de la monnaie, ou des lingots, ou des lettres de change. La partie du gage de ces billets qui est en monnaie peut servir directement à les acquitter. La partie qui est en lingots n'exige que le temps de les vendre. La partie qui est en lettres de change exige qu'on attende, à la rigueur, jusqu'à leur échéance, pour que la valeur de ces lettres de change puisse servir à l'acquittement des billets. On voit que, si les lettres de change sont souscrites par plusieurs personnes solvables, et si leur échéance n'est pas trop éloignée, les porteurs des billets ne courent d'autres risques qu'un léger retard.

Cependant si, à l'échéance, des lettres de change sont payées avec des billets de banque au lieu de numéraire...

Alors ces billets rentrent dans les coffres de la banque ; ils sont remboursés de fait.

Les billets de banque peuvent donc suppléer au numéraire ?

Oui, jusqu'à un certain point, mais seulement dans les villes où il y a une caisse toujours ouverte pour les rembourser, car un billet ne vaut de l'argent comptant que lorsqu'il peut être sur-le-champ converti en argent.

Comment s'y prend une banque pour mettre en circulation ses billets ?

Quand elle se charge des recettes et des payements pour le compte des particuliers, ou quand elle escompte des effets de commerce (*a*), ces fonctions la mettent dans le cas d'opérer beaucoup de payements, dans lesquels elle offre ses billets en concurrence avec de l'argent; et ses billets, quand ils inspirent une confiance parfaite, sont préférés, comme plus commodes que de l'argent.

Qu'arrive-t-il quand une banque met en circulation une trop grande quantité de ses billets ?

La quantité de ceux qui, chaque jour, viennent se faire rembourser, balance ou surpasse la quantité de ceux que la banque met journellement en circulation, et si le discrédit s'en mêle, si tous les billets se pré-

(*a*) Escompter des effets de commerce, c'est en payer comptant le montant, en retenant l'escompte ou l'intérêt du temps qui doit encore s'écouler jusqu'à leur échéance.

sentent à la fois pour être remboursés, la difficulté qu'on éprouve toujours lorsqu'il s'agit de réaliser tout à la fois des valeurs considérables, expose la banque à de fort grands embarras.

CHAPITRE XIV.

De l'importation et de l'exportation des marchandises.

Qu'entend-on par l'importation des marchandises?

L'importation est une opération commerciale par laquelle un produit est acheté dans l'étranger et apporté dans notre pays.

Qu'entend-on par l'exportation?

C'est une opération par laquelle un produit est acheté dans notre pays et envoyé dans l'étranger.

Les commerçants qui se chargent de ces opérations sont-ils des nationaux ou des étrangers?

Ils sont indifféremment nationaux ou étrangers, selon leurs goûts, leurs talents, et les capitaux qu'ils peuvent employer à ces opérations.

Comment les marchandises exportées d'un pays lui sont-elles payées ?

Par des marchandises importées (25). Un exemple le fera comprendre. Un commerçant français ou américain, ou tout autre, donne l'ordre à un commissionnaire français d'acheter en France et d'expédier aux États-Unis pour 20,000 francs de soieries. Arrivées aux États-Unis, ces soieries se vendent 25,000 francs, je suppose. Le commerçant, entrepreneur de cette opération, donne l'ordre à son correspondant américain d'employer cette somme en achats de cotons, et d'expédier ces cotons en France, où ils se vendent 30,000 francs.

L'entrepreneur, avec le produit des cotons, paye les soieries au fabricant français, et l'excédant sert à payer les frais de l'opération et les propres soins de l'entrepreneur qui font partie de ses avances.

N'aurait-il pas été plus avantageux pour la France que le commerçant eût fait revenir la valeur des soieries en métal d'argent plutôt qu'en coton ?

L'intérêt de la France, dans cette occasion, n'était pas différent de celui du négociant qui l'a entreprise. L'un et l'autre devaient désirer que la valeur des retours fût la plus grande qu'il était possible; des cotons qui valent en France 30,000 francs sont, pour le pays comme pour les particuliers qui les font venir, une richesse plus grande que des piastres qui n'auraient valu que 29,000 francs.

Cependant il semble que des piastres frappées en monnaie française auraient fourni un capital plus durable que du coton.

Vous devez vous rappeler qu'un capital n'est pas plus ou moins durable, en raison de la matière où sa valeur est logée, mais bien en raison de l'espèce de consommation qu'on en fait. Un filateur de coton ne perd aucune portion de son capital quand il transforme de l'argent en coton ; tandis qu'il dissipe une portion de ses capitaux productifs lorsqu'il transforme une partie des marchandises de son magasin en vaisselle d'argent ou en bijoux (*a*).

Cependant un pays qui exporterait du numéraire, et qui ne recevrait pas le métal dont on le fait, ne verrait-il pas sa monnaie devenir plus rare et toutes ses ventes plus difficiles?

Le numéraire devient plus rare, à la vérité, si le métal dont on le fait devenait lui-même plus rare; mais il n'en résulterait pas que les ventes fussent plus difficiles; car, de même que toute autre marchandise, l'argent devient plus précieux en devenant plus rare; et il peut se trouver moins d'onces d'argent dans la circulation, sans qu'il s'y trouve moins de valeurs, si

(*a*) En se reportant au chapitre v (*des capitaux*), on verra comment les capitaux se perpétuent, quoique composés de matières fugitives. On verra également que la majeure partie des monnaies d'or et d'argent, quoique composées de matières durables, ne font pas partie des capitaux d'un pays.

chaque once de métal vaut davantage. Comme on ne recherche pas le numéraire pour le consommer, mais pour acheter, sa valeur importe peu ; le marchand qui en reçoit en moins grande quantité pour ce qu'il vend, en donne à son tour en moins grande quantité pour ce qu'il achète. L'or est bien plus rare que l'argent ; néanmoins, dans les pays où l'on se sert de monnaie d'or, comme en Angleterre, on ne remarque pas que les affaires soient plus difficiles que dans les pays où l'on a des monnaies d'argent. Nous sommes, par la même raison, fondés à croire que si, par impossible, l'argent devenait en France quinze fois moins abondant qu'il n'est à présent, nous ne serions encore qu'au point où se trouvent les nations qui se servent de monnaie d'or : chaque once d'argent, valant quinze fois autant qu'elle vaut à présent, remplacerait quinze onces dont on se sert actuellement (26).

La quantité d'argent peut-elle être réduite à ce point par l'effet des opérations commerciales ?

Jamais, parce que le commerce lui-même trouve son profit à apporter de l'argent dans un pays où il a une valeur même très-peu supérieure à celle qu'il a dans un autre pays (27).

Peut-on, par des prohibitions, faire entrer dans un pays plus d'or et d'argent que n'en réclament les besoins de ce pays ?

C'est impossible, parce que, du moment qu'il y a

quelque part plus d'argent que n'en réclament les besoins, sa valeur décline par rapport à celle de toutes les autres marchandises. Si notre pays possède la quantité de métaux précieux que réclament ses besoins, les négociants qui en feraient venir n'obtiendraient pas en échange une aussi grande quantité des objets qui doivent composer leur retour; ils perdraient : or, aucune loi ne peut forcer un négociant à entreprendre une opération de commerce qui donne de la perte.

Que concluez-vous de ces considérations?

Que ce ne sont point les lois, mais la seule influence des prix qui fait entrer dans un pays l'or et l'argent, ou les en fait sortir.

Nous ne devons donc pas craindre de voir notre pays s'épuiser de numéraire par ses achats de marchandises étrangères?

Cette crainte serait chimérique. De toutes manières, un pays ne peut acquérir les produits étrangers qu'avec ce qu'il produit lui-même; même lorsqu'il les paye en argent, il ne les acquiert qu'avec des produits de son sol, de ses capitaux et de son industrie; car ce sont ces produits qui lui servent à acquérir l'argent dont il les paye (28).

Qu'est-ce que la balance du commerce?

C'est l'état des exportations d'un pays comparé avec l'état de ses importations.

Si l'on pouvait avoir de pareils états exacts, qu'est-ce qu'ils apprendraient?

Ce qu'une nation gagne annuellement dans son commerce avec l'étranger. Elle gagne d'autant plus que la somme des produits qu'elle importe surpasse la somme des produits qu'elle exporte.

Sur quel motif appuyez-vous cette conséquence?

Dans nos relations d'affaires avec les nations étrangères, la nôtre ne saurait perdre ou gagner que ce que nos compatriotes perdent ou gagnent dans ces mêmes relations. Or, nos compatriotes gagnent d'autant plus que la valeur des retours qu'ils reçoivent surpasse davantage la valeur des marchandises qu'ils ont expédiées au dehors.

Pourquoi beaucoup de personnes croient-elles, au contraire, que le gain d'un pays se compose de l'excédant de ses exportations sur ses importations?

Parce qu'elles ignorent les procédés du commerce, et les sources d'où provient la richesse des nations (29).

Si nous gagnons dans notre commerce avec une autre nation, faut-il que cette nation perde ce que nous gagnons?

Nullement : les marchandises que nous lui expédions sont évaluées par le négociant qui en fait l'envoi, sur le pied de ce qu'elles coûtent à ce négociant;

la nation qui les reçoit les évalue sur le pied de la valeur qu'elles ont après avoir été transportées chez elle. De même, elle évalue celles que nous tirons de son pays, en raison de la valeur qu'elles ont chez elle, et non en raison de la valeur qu'elles ont chez nous. Ses importations peuvent donc excéder ses exportations, et les nôtres présenter le même résultat. Les choses arrivent même généralement ainsi : toutes les espèces de relations commerciales sont mutuellement avantageuses; car personne n'est forcé à faire des affaires, et il n'est aucun pays où l'on consente, d'une manière suivie, à en faire pour y perdre.

CHAPITRE XV.

Des prohibitions.

Quelles sont les prohibitions dont il est ici question?

Ce sont les défenses faites par les lois d'importer ou d'exporter certains produits.

Sur quels produits s'étendent principalement les prohibitions?

On prohibe, en général, la sortie des matières premières et l'entrée des produits manufacturés.

Sur quel motif s'appuie-t-on?

On s'imagine que ce que l'étranger nous paye pour des matières premières n'est pas tout profit, et que ce qu'il nous paye pour notre main-d'œuvre est tout profit.

Cette opinion est-elle fondée?

Il est très-vrai que, lorsque l'étranger nous paye 600 fr. pour une pièce de drap, il nous rembourse pour 600 fr. d'avances qui ont été le prix de services productifs exécutés par des Français. Mais, quand il nous paye 600 fr. pour une balle de laine, il nous rembourse également pour 600 fr. d'avances qui ont été le prix de services productifs exécutés de même par des Français. Dans les deux cas, cette somme est tout profit pour la France, puisqu'elle est en totalité gagnée par des Français.

Oui; mais dans le premier cas, nous ne livrons à l'étranger que 60 *à* 80 *livres de matières; et dans le second cas, nous lui en livrons* 500.

Ce n'est pas la matière qui fait l'importance de ce que nous livrons à l'étranger: c'est la valeur de la matière. S'il fallait éviter de vendre des objets pesants et encombrants, il faudrait éviter d'exporter du fer, du sel et d'autres matières qui ont très-peu de valeur à proportion de leur volume.

Ne vaudrait-il pas mieux exporter du fer ouvragé que du fer en barres?

Si, par l'exportation du fer ouvragé, nous augmentons

la somme totale de nos exportations, ce genre d'envois nous est favorable ; mais l'exportation d'une valeur de 1000 francs en fer brut nous est aussi favorable que celle de 1000 francs en fer ouvragé. Il y a, dans les deux cas, la même somme de services productifs payés à la nation.

Dans les deux cas, les profits s'adressent-ils aux mêmes classes de producteurs ?

Non : quand une demande de fer en barres est adressée par une nation étrangère à la France, il y a plus de profits obtenus par la classe des entrepreneurs, et moins par la classe ouvrière, que si l'étranger demandait du fer ouvragé. Si la demande prenait habituellement ce cours, le nombre des entrepreneurs français se multiplierait un peu plus, et celui des ouvriers un peu moins ; mais les gains de la nation seraient les mêmes dans l'un et l'autre cas (*a*).

La somme des exportations n'est-elle pas plus considérable quand les lois favorisent de préférence l'exportation des objets manufacturés?

Les lois qui favorisent le plus les exportations sont celles qui laissent le plus de liberté dans le choix des

(*a*) En tout pays la main-d'œuvre étrangère que l'on consomme est peu de chose, comparée avec celle qui a été exécutée dans le pays. Beaucoup de produits, comme les maisons, sont nécessairement le fruit d'une façon indigène. Une étoffe même réclame une façon coûteuse, pour devenir une robe ou un habit.

objets que le commerce envoie au dehors et qu'il reçoit en retour.

Convient-il, en conséquence, d'abolir tous les droits d'entrée ?

Non ; car notre commerce avec l'étranger aurait alors un privilége sur notre agriculture et nos fabriques qui, de leur côté, supportent leur part des impôts. L'équité veut que toutes les industries et tous les consommateurs supportent leur part des charges communes.

Faudrait-il supprimer tous les droits d'entrée qui excéderaient cette proportion ?

Si l'on supprimait brusquement les droits exagérés et les prohibitions, on pourrait ruiner les établissements qui ne se sont élevés qu'à la faveur des priviléges que ces droits et ces prohibitions leur assurent. Le bien même veut être exécuté avec prudence (*a*).

Quel bien résulterait-il d'un système qui diminuerait autant que possible les entraves et les frais qui accompagnent le commerce avec l'étranger ?

Il en résulterait une plus grande activité dans nos relations commerciales au dehors, et par conséquent dans notre production intérieure.

(*a*) Ceci répond aux déclamations dont les écrits de M. J.-B. Say ont été l'objet, depuis quelque temps, de la part de quelques sectes obscures. On a prétendu que toutes les théories de ce

Google

Comment y gagnerions-nous une plus grande production intérieure ?

Chaque nation ne peut consommer pour son usage qu'un nombre borné d'objets. Si les habitants de la France ne peuvent chaque année consommer qu'un nombre de cinq millions de chapeaux de feutre, et s'ils n'ont point de commerce intérieur, ils ne pourront fabriquer au delà de cinq millions de chapeaux de feutre, car un plus grand nombre ne se vendrait pas. Mais s'ils importent du sucre et du café, ils pourront fabriquer peut-être un million de chapeaux en sus, qui seront exportés pour payer du sucre et du café. Ils auront produit, pour ainsi dire, leur sucre en chapeaux.

Je conçois cet avantage, quand il s'agit de nous procurer des denrées que nous ne pouvons pas créer nous-mêmes ; mais quant aux produits que nous pouvons créer chez nous, pourquoi les tirerions-nous de l'étranger ?

Il nous est avantageux de les tirer de l'étranger si, avec les mêmes frais de production, nous obtenons ainsi une plus grande quantité de produits.

Expliquez-moi cela par un exemple.

Si nous tirons d'Allemagne 100,000 aunes de ru-

savant économiste pouvaient se résumer en quatre mots *Laissez faire, laissez passer*. Une telle assertion ne pouvait faire fortune qu'auprès de ceux qui n'ont pas lu ses ouvrages, et qui ne jugent que sur la parole d'autrui. CH. C.

bans de fil, nous importons une marchandise que nous pourrions produire immédiatement nous-mêmes, mais qu'il nous convient mieux d'importer que de fabriquer; car leur fabrication nous coûterait, par supposition, 7000 fr., tandis que nous les payons avec 2000 aunes de taffetas qui ne nous coûtent que 6000 fr. de frais de production (30).

C'est fort bien si nous sommes admis à les payer en soieries ; mais ne serions-nous pas en perte s'il fallait les payer en argent ?

Rappelez-vous le précédent chapitre : comme nous n'avons point de mines d'argent, il faut toujours que nous fassions, avec des produits de notre sol et de notre industrie, l'acquisition de l'argent que nous payons à l'étranger. De toutes les manières, en dernier résultat, nous ne payons les produits étrangers qu'avec nos produits.

Mais, dans ce commerce, ne peut-on pas perdre comme gagner ?

Toutes les fois qu'un commerce se soutient, c'est qu'il donne du bénéfice aux commerçants. Il en donne aussi aux agriculteurs et aux fabricants nationaux dont les commerçants achètent les produits. Il convient de même aux consommateurs nationaux qui, par le moyen du commerce avec l'étranger, obtiennent, soit des produits que leur pays ne fournit pas, soit à meilleur marché des produits que leur pays pourrait créer,

mais plus dispendiensement. Si tout le monde y gagne, comment la nation y perdrait-elle (31)?

CHAPITRE XVI.

Des règlements relatifs à l'exercice de l'industrie.

Quels règlements fait-on communément relativement à l'industrie?

Les lois et les règlements que le gouvernement fait à ce sujet ont pour objet, soit de déterminer les produits dont il faut ou dont il ne faut pas s'occuper, soit de prescrire la manière dont les opérations de l'industrie doivent être conduites.

Quels exemples a-t-on de la manière dont un gouvernement détermine la nature des produits?

Dans l'agriculture, lorsqu'il interdit tel ou tel genre de culture, celle de la vigne, par exemple, ou lorsqu'il donne des encouragements extraordinaires à d'autres cultures, comme à celle du blé.

Dans les manufactures, lorsqu'il favorise certaines

fabrications, comme celle des soieries, et oppose des prohibitions ou des gênes à d'autres fabrications, comme à celle des cotonnades.

Dans l'industrie commerciale, lorsqu'il favorise par des traités les communications avec un certain pays, et les interdit avec un autre pays, ou lorsqu'il accorde des priviléges au commerce d'une telle marchandise et prohibe le commerce de telle autre.

Quel but se propose le gouvernement par ces protections et ces entraves ?

D'encourager la création des produits qu'il suppose les plus favorables à la prospérité publique.

Quels sont, en réalité, les produits les plus favorables à la prospérite publique ?

Ce sont ceux qui acquièrent le plus de valeur par comparaison avec leurs frais de production.

Pourquoi sont-ils plus favorables à la prospérité publique ?

Parce que leur plus haute valeur indique le besoin qu'on en a, et parce qu'une plus grande création de valeur est une plus grande création de richesse.

Leur production a-t-elle besoin d'être encouragée ?

Nullement; car cette circonstance même la rend plus lucrative qu'une autre.

Quels sont les produits qui ne peuvent se passer d'encouragement ?

Ce sont ceux qu'il ne convient pas de produire, et dont sans cela les producteurs ne voudraient pas s'occuper. En favorisant leur production, on encourage des opérations moins avantageuses que les autres, et qui emploient des capitaux, des travaux et des soins qui rapporteraient davantage étant appliqués à d'autres objets.

Comment le gouvernement peut-il se mêler de la manière dont les produits doivent être exécutés ?

Dans les manufactures, il prescrit quelquefois le nombre de gens qui doivent y gagner leur vie, et les conditions qu'ils doivent remplir ; comme lorsqu'il établit des corporations, des maîtrises et des compagnonages ; ou bien il détermine les matières qu'il faut employer, le nombre de fils que doivent porter la chaîne et la trame des étoffes. Dans l'industrie commerciale, il prescrit, dans certains cas, la route que devront tenir les marchandises, le port où elles devront débarquer, etc.

Quel est le prétexte sur lequel on se fonde pour établir les corporatons et les maîtrises ?

On se flatte de pouvoir exclure les hommes sans probité et sans capacité du droit d'exercer une profession, et l'on se persuade que le public sera moins souvent trompé dans ses achats.

L'expérience vient-elle à l'appui de cette assurance ?

Nullement; parce que les hommes sans probité et sans capacité font aussi facilement que d'autres les preuves exigées pour entrer dans une corporation.

On peut ajouter que lorsqu'on donne à certains hommes le droit de juger de la manière de travailler de certains autres, on s'expose à des jugements dictés par l'ignorance ou la routine, par la rivalité ou la prévention. Le seul juge compétent des produits est le consommateur.

Quel est l'effet réel des corporations par rapport au public ?

De lui faire payer plus cher de plus mauvais produits.

Comment présumez-vous cet effet ?

En premier lieu, toute corporation augmente les frais de production, car les entrepreneurs d'industrie doivent contribuer pour subvenir aux dépenses du corps. En second lieu, la corporation est intéressée à écarter, sous différents prétextes, autant de concurrents qu'elle peut; et surtout ceux qui, par leur génie et leur activité, pourraient surpasser leurs confrères. Aussi remarque-t-on que les lieux où les arts industriels font le plus de progrès sont ceux où tout homme peut librement exercer toutes les industries (32).

Quel est l'effet des corporations relativement aux ouvriers ?

Elles facilitent les combinaisons coupables des maîtres pour établir le prix des salaires plus bas que le taux où il serait porté par la concurrence, et pour restreindre le nombre des apprentis afin de ne pas se créer des concurrents.

Mais si les ouvriers, de leur côté, s'entendent pour exiger un certain salaire....

Ce sont alors les ouvriers qui forment une corporation non autorisée, et tout aussi préjudiciable que les corporations autorisées.

Pourquoi nommez-vous ces combinaisons coupables?

Parce qu'elles violent le droit qu'ont tous les hommes de gagner leur vie comme ils peuvent, pourvu qu'ils ne portent atteinte ni à la sûreté ni à la propriété d'autrui. Elles violent aussi le droit qu'ont tous les consommateurs d'acheter les choses dont ils ont besoin au prix où une libre concurrence peut les porter (*a*).

(*a*) Toute personne a sans doute le droit de fixer le prix de son travail et de ne pas travailler pour un prix inférieur à celui qu'elle a déterminé; mais les individus qui, par menaces ou par violences, empêchent de travailler des personnes qui

N'y a-t-il pas d'autres motifs qui doivent faire repousser les corporations et les maîtrises ?

Il y en a beaucoup d'autres; mais on peut dire en général qu'aucun règlement, aucune loi, ne sauraient produire une seule parcelle de richesse, une seule parcelle des biens qui font subsister la société; ce pouvoir est réservé à l'industrie, aidée de ses instruments (les capitaux et les terres). Tout ce que les lois et les règlements peuvent faire à cet égard, c'est d'ôter aux uns ce qu'ils donnent aux autres, ou de gêner les opérations productives. Dans de certains cas, cette gêne est indispensable ; mais on doit la regarder comme un remède qui a toujours des inconvénients, et qu'il faut employer aussi rarement qu'il est possible (33).

CHAPITRE XVII.

De la propriété (a).

Qu'est-ce qui fait qu'une chose devient une propriété ?

C'est le droit garanti à son propriétaire d'en disposer

n'ont pas d'autres moyens d'existence que leur travail, se rendent coupables d'un attentat qui mérite une répression sévère, car ils attentent indirectement à la vie de leurs semblables. CH. C.

(a) Les jurisconsultes qui ont écrit sur la propriété, n'en ont

à sa fantaisie, à l'exclusion de toute autre personne.

Par qui ce droit est-il garanti?

Par les lois et les usages de la société.

Quelles sont les choses qui composent les propriétés des hommes?

Ce sont ou des produits, ou bien des fonds productifs (*a*).

Qu'observez-vous relativement aux produits qui composent une partie de nos propriétés?

Que ces produits doivent être distingués en deux classes. L'une se compose de produits destinés à satis-

jamais bien observé ni l'origine ni la nature : j'en ai dit ailleurs les raisons (*Traité de la propriété*, tom. II, chap. XLVII). Les idées fausses ou incomplètes que la plupart d'entre eux en ont donnée ont induit les économistes en erreur, ou du moins les ont empêchés d'en observer tous les éléments. Quelques-uns ont vu la propriété tout entière dans la garantie donnée, par l'autorité publique. Ils se sont imaginé qu'il appartenait au gouvernement de déterminer la part des biens qui serait dévolue à chacun. Ce sujet est trop vaste et trop compliqué pour qu'il soit possible de l'exposer dans quelques notes, ou pour réfuter ici les erreurs auxquelles il a donné lieu. Je suis donc obligé de renvoyer les personnes qui voudraient s'en occuper à l'ouvrage dans lequel j'en ai traité spécialement.

CH. C.

(*a*) Les jurisconsultes ne voient dans la propriété qu'un droit; M. J.-B. Say y voit en outre des choses, et il se rapproche davantage de la vérité. CH. C.

faire des besoins ou à procurer des jouissances : tels sont les aliments, les vêtements, et tout ce qui se consomme dans les familles; ces produits ne font partie de notre bien que pendant un temps très-court, durant l'intervalle seulement qui sépare leur acquisition de leur consommation; et comme ils sont voués à une destruction plus ou moins rapide, nous pouvons les négliger dans la revue que nous faisons de nos propriétés.

L'autre classe de produits consiste dans ceux que nous employons dans les opérations productives : tels sont ceux qui remplissent les ateliers et les magasins. Comme la consommation de ceux-ci est remboursée par la création d'un nouveau produit, nous pouvons les regarder, quoique consommables, comme un fonds permanent. Ils renaissent perpétuellement, et composent ce que nous appelons nos capitaux.

De quelle manière le propriétaire d'un fonds capital en a-t-il acquis la possession?

Par la production et par l'épargne. Le capital qui vient d'un don ou d'une succession a été originairement acquis de la même manière.

N'y a-t-il pas des propriétés capitales qui, quoique formées de produits, sont immobilières?

Oui, des améliorations foncières, des maisons, proviennent de valeurs, mobilières d'abord, de matériaux, qui ont été transformés en valeurs immobilières.

Indiquez-moi d'autres propriétés du genre des capitaux ?

La clientèle d'une étude de notaire, la chalandise d'une boutique, la vogue d'un ouvrage périodique, sont des biens capitaux, puisqu'ils ont été acquis par des travaux soutenus et qu'ils sont productifs d'un produit annuel.

Comment évalue-t-on les propriétés qui se composent de capitaux ?

Par leur valeur échangeable, par le prix qu'on pourrait en tirer si on les vendait.

Quel autre fonds productif fait partie de nos propriétés ?

Nos facultés industrielles font encore partie de nos propriétés. Elles se composent des facultés naturelles ou acquises, dont nous pouvons tirer un service productif, et par conséquent un revenu.

D'où tenons-nous ce genre de propriétés ?

La force corporelle, l'intelligence, les talents naturels, sont des dons de la nature; notre instruction, nos talents acquis sont les fruits de nos soins et de nos peines. Cette dernière partie de nos facultés industrielles peut passer pour une propriété capitale, puisqu'elle est le fruit d'un travail exécuté par nous, et

d'une avance dont nos parents ont fait les frais en nous élevant jusqu'à l'âge où nous pouvons en tirer parti (*a*).

Comment un homme peut-il évaluer cette partie de ses propriétés nommées facultés industrielles?

Comme on ne saurait aliéner cette propriété, elle n'a point de valeur échangeable. On peut bien en vendre les fruits qui sont des services productifs; mais on ne peut pas en vendre le fonds. Néanmoins elle peut s'évaluer par les profits ou le revenu annuel qu'on en tire. Un simple manouvrier, qui tire de ses services trois ou quatre cents francs par an, est moins riche qu'un peintre éminent ou un habile médecin qui en tirent vingt mille francs.

Il convient de remarquer que les facultés industrielles sont des propriétés viagères qui meurent avec nous.

Quels autres fonds productifs font partie de nos propriétés?

Les fonds de terre, dans lesquels il faut compren-

(*a*) Il importe beaucoup de ne pas confondre les personnes avec les propriétés; je crois avoir démontré la nécessité de les distinguer en traitant de l'esclavage (*Traité de législation*, liv. V); on les confondra cependant si l'on classe parmi les propriétés nos facultés corporelles et nos facultés intellectuelles. Que serait, en effet, une personne qui n'aurait ni facultés intellectuelles ni facultés corporelles? Cette confusion que je signale ici semble avoir pour objet d'étendre aux fa-

Digitized by Google

dre non-seulement les terres cultivables, mais les cours d'eau, les mines, et en général tous les instruments naturels qui ont pu devenir des propriétés exclusives.

D'où tenons-nous ce genre de propriétés?

C'est un don que le créateur a fait au premier occupant, et dont la transmission est réglée par les lois. Les propriétés foncières qui n'ont pas été transmises légalement depuis le premier occupant jusqu'à leur possesseur actuel, remontent nécessairement à une spoliation violente ou frauduleuse, récente ou ancienne (*a*).

Comment évalue-t-on les propriétés foncières?

Étant transmissibles par la vente, on peut les évaluer par leur valeur échangeable.

cultés industrielles de l'homme les garanties accordées à ses propriétés; mais ce n'est pas dans l'intérêt des propriétés qu'il faut respecter les hommes, c'est au contraire dans l'intérêt des hommes que les propriétés doivent être respectées.
Ca. C.

(*a*) On peut dire des capitaux tout ce que l'auteur dit des fonds de terre; il est même à observer que, chez une nation civilisée, les spoliations de capitaux sont plus communes que les usurpations de propriétés immobilières; il y a plus de richesses injustement acquises par des monopoles, des dilapidations, des soustractions de deniers publics, des impôts injustement établis et employés, que par des usurpations de propriétés foncières. Ca. C.

Quelle est la plus sacrée des propriétés?

C'est la plus incontestable. C'est celle des facultés industrielles. Elles ont certainement été données à celui qui les possède et à nul autre. Celles de ces facultés qui sont naturelles lui ont été données par la nature; et celles qui sont acquises sont le fruit de ses peines. C'est ce genre de propriété qui est méconnu et violé là où l'esclavage est admis (*a*).

Après les facultés industrielles, quelle propriété est la plus sacrée?

C'est celle des capitaux, parce qu'ils sont de la propre création de l'homme qui les possède ou de ceux qui les lui ont transmis. Les capitaux sont des épargnes: celui qui a épargné, qui a retranché sur sa consommation pour former un capital, pouvait ne pas faire cette épargne; il pouvait détruire le produit qu'il a épargné. Dès lors il pouvait légitimement anéantir toute prétention qu'une autre personne aurait élevée sur le même produit; nulle prétention légitime autre que la sienne ne peut donc subsister sur cette propriété.

C'est par une suite du même principe que les propriétaires des fonds productifs doivent être reconnus

(*a*) S'il est incontestable que les facultés corporelles et intellectuelles d'un individu sont une partie essentielle de sa personne, ceci revient à dire que l'homme est un objet plus sacré que les choses au moyen desquelles il pourvoit à son existence. CH. C.

comme propriétaires des produits qui en émanent; et en consacrant ce principe, la société consacre une règle hautement favorable à ses intérêts.

Par quelle raison ?

Parce que la société ne vit que par le moyen de ses produits, et que les hommes qui possèdent les fonds productifs les laisseraient oisifs, s'ils ne devaient pas avoir la jouissance de leurs fruits (*a*).

Si le propriétaire d'un fonds de terre a la jouissance exclusive des fruits de sa terre, quel avantage en résulte-t-il pour le reste de la société?

Les fruits d'une terre n'appartiennent pas en totalité au propriétaire du fonds. Ils appartiennent en même temps et à lui, et à ceux qui ont fourni les services de l'industrie et les services du capital qu'il a fallu mettre en œuvre pour faire produire le fonds de terre. Ces fruits se partagent suivant les conventions faites entre les producteurs, et la portion qui échoit à chacun d'eux est le produit de son fonds.

(*a*) Il est incontestable que les valeurs qui consistent en capitaux sont les produits de l'industrie humaine; mais j'ai fait voir ailleurs qu'en général il en est de même des valeurs qui consistent en terres ou en maisons, et que les unes comme les autres peuvent être acquises par usurpation. Il est bon que toutes les propriétés soient également respectées, parce que toutes ont le même objet et dérivent du même principe. CH. C.

Pourquoi est-il avantageux pour la société que les propriétés capitales soient respectées?

Parce qu'aucune entreprise industrielle ne peut être formée, et par conséquent aucun produit ne peut être créé, sans des avances faites par le moyen des valeurs capitales. Si une propriété capitale peut se trouver compromise, son propriétaire, au lieu de la consacrer à la production, aimera mieux l'enfouir ou la consommer pour ses plaisirs; dès lors les terres que ce capital aurait fait fructifier, les bras qu'il aurait mis en activité, resteront oisifs.

Pourquoi est-il avantageux à la société que les capacités industrielles soient des propriétés respectées?

Parce que rien ne donne plus d'émulation à l'homme dans l'exercice de ses facultés, rien n'excite plus puissamment à les étendre, que le choix le plus libre dans la manière de les employer, et la certitude de jouir tranquillement du fruit de ses labeurs; d'un autre côté, les terres et les capitaux ne travaillent jamais plus profitablement que là où il se rencontre un grand développement de facultés industrielles.

Quel est, du riche ou du pauvre, le plus intéressé au maintien des propriétés quelles qu'elles soient?

C'est le pauvre, parce qu'il n'a d'autres ressources que ses facultés industrielles, et qu'il n'a presque aucun moyen d'en tirer parti là où les propriétés ne sont

pas respectées. Dans ce dernier cas, il est rare qu'un riche ne sauve pas quelques portions de ce qui lui appartient, et le plus grand nombre des pauvres ne recueille aucun profit de la dépouille des riches : bien au contraire, les capitaux fuient ou se cachent, nul travail n'est demandé, les terres restent en friche, et le pauvre meurt de faim. C'est un très-grand malheur que d'être pauvre ; mais ce malheur est plus grand encore lorsqu'on n'est entouré que de pauvres comme soi.

CHAPITRE XVIII.

De la source de nos revenus.

Qu'appelez-vous nos revenus?

Ce sont les profits qui se renouvellent journellement, et sur lesquels vivent les familles, les individus.

Où est la source de nos revenus?

Elle est dans nos fonds productifs, qui sont nos facultés industrielles, nos capitaux, nos fonds de terre.

Comment une valeur nouvelle sort-elle chaque jour, chaque année, de ces valeurs permanentes?

L'action de nos fonds productifs attache une utilité, à des produits; cette utilité leur donne de la valeur, et cette valeur compose un revenu aux propriétaires des fonds productifs.

Éclaircissez ce fait par des exemples.

Un cultivateur qui fait naître du blé ne le tire pas du néant; mais il tire du néant l'utilité, la faculté de nourrir qu'il communique aux matières qui composent le blé. De là une valeur nouvelle mise au monde, une valeur que ce cultivateur doit à ses facultés industrielles, qui sont son intelligence et sa force corporelle; à sa charrue et à ses animaux de labour, qui font partie de son capital; à son champ, enfin, qui fait partie de ses fonds de terre. Dès lors le cultivateur peut vivre de son blé, ou de ce qu'il obtient en échange de son blé.

Comment ce cultivateur peut-il se faire un revenu quand il ne possède ni capital, ni terre?

Il achète alors les services d'un capital et d'un fonds de terre, c'est-à-dire qu'il emprunte de l'argent et loue une ferme, de la même manière qu'il achète les services de ses valets et de ses moissonneurs par le salaire qu'il leur paye; et sur le revenu total de la ferme, il ne lui reste plus, pour son propre revenu, que les profits de son industrie personnelle.

Que concluez-vous de là ?

Que les services productifs que peuvent rendre une industrie, un capital, un fonds de terre, sont le premier revenu de nos fonds, et que la production n'est qu'un premier échange où nous donnons nos services productifs pour recevoir des produits. Ces produits sont ensuite échangés contre de l'argent, des vivres, des habits, contre toutes les choses dont la nature nous a fait des besoins ou qui peuvent contribuer à la satisfaction de nos goûts.

Les personnes qui ne possèdent point de fonds productifs n'ont donc aucun revenu?

Non.

Comment vivent-elles ?

Sur le revenu d'autrui.

Dans quels cas le revenu d'une personne est-il plus ou moins grand?

Il est autant plus grand que, dans cet échange des services productifs contre des produits, on obtient une plus grande quantité de produits, c'est-à-dire d'utilité produite, et qu'on donne une moins grande quantité de services productifs.

Éclaircissez cela par un exemple.

Si un arpent de terre donne une fois plus de blé

qu'un autre arpent, le revenu du premier est double du revenu de l'autre. Un attelage de la même valeur, qui, dans le même espace de temps, laboure une fois plus de terrain, est un capital qui donne un revenu double de celui d'un autre attelage. Si dans le même nombre de jours, avec un même capital et un même terrain, un cultivateur obtient une fois plus de blé qu'un autre, son revenu industriel est double.

L'augmentation du revenu est le résultat de ce que nous avons nommé les progrès de l'industrie.

Cette augmentation de revenu est-elle toujours au profit de l'auteur de ces progrès?

Non, pas toujours; quand un homme est parvenu à obtenir des mêmes fonds productifs une plus grande quantité de produits, si les produits restent au même prix, son revenu est augmenté; mais, si la concurrence le force à baisser ses prix en proportion de l'accroissement de sa production, ce sont les revenus des consommateurs qui en sont accrus.

Comment les revenus des consommateurs sont-ils accrus par la baisse d'un produit?

Quand l'homme qui consacrait 36 francs de son revenu à l'achat d'un sac de farine, n'est plus obligé de le payer que 30 francs, son revenu se trouve accru de 6 francs pour chaque sac de farine qu'il est dans le cas d'acheter, puisqu'il peut employer ses 6 francs à l'achat de tout autre produit.

Le revenu d'une personne peut-il provenir de différentes sources?

Certainement ; le revenu total de chaque personne se compose de la somme de toutes les valeurs que cette personne retire de l'exercice et de l'emploi de ses facultés industrielles, de ses capitaux, et de ses fonds de terre.

De quoi se forme le revenu d'une nation?

Le revenu d'une nation est la somme de tous les revenus des particuliers qui la composent (24).

Qu'est-ce que le revenu annuel d'un particulier, d'une nation?

Ce sont toutes les portions de revenu, tous les profits qu'ils recueillent dans tout le cours d'une année.

CHAPITRE XIX.

De la distribution de nos revenus.

A qui appartiennent les produits journellement créés dans une nation?

Ils appartiennent aux industrieux, aux capitalistes,

aux propriétaires fonciers, qui, soit par eux-mêmes, soit par le moyen de leur instrument, sont les auteurs de ces produits, et que nous avons en conséquence nommés producteurs.

Comment la valeur d'un produit unique se distribue-t-elle entre plusieurs producteurs?

Par l'intermédiaire des entrepreneurs d'industrie qui s'étant rendus acquéreurs de tous les services nécessaires pour une opération productive, deviennent propriétaires uniques de tous les produits qui en résultent.

Comment se rendent-ils acquéreurs des services d'une terre?

En l'affermant. Un fermier, qui est un entrepreneur de culture, fait avec le propriétaire un marché à forfait au moyen duquel il lui paye une somme fixe, pour l'action de sa terre, qu'il exploite dès lors pour son compte. Le propriétaire renonce au revenu variable qui peut résulter de l'action de sa terre, suivant les saisons et les circonstances, pour recevoir en place un revenu fixe qui est le fermage.

Comment les entrepreneurs d'industrie se rendent-ils acquéreurs des services d'un capital?

En l'empruntant et en payant au capitaliste un intérêt. Le capitaliste change ainsi en un revenu fixe le

résultat incertain du service de ce capital que l'entrepreneur fait travailler pour son compte (*a*).

L'entrepreneur ne se rend-il pas acquéreur aussi de plusieurs genres de travaux industriels?

Oui; il acquiert par un traitement ou un salaire les services des employés, des ouvriers, par qui il a besoin d'être secondé, et ceux-ci changent ainsi contre un revenu fixe la part qu'ils peuvent prétendre dans le produit qui résulte de leurs travaux.

Un produit n'est-il pas quelquefois le fruit de plusieurs entreprises successives?

C'est le cas le plus fréquent.

Comment sa valeur se distribue-t-elle alors entre les différents entrepreneurs qui ont concouru à sa production, chacun pour son compte?

Chaque entrepreneur, en achetant la matière première de son industrie, rembourse à l'entrepreneur qui le précède toutes les avances que ce produit a exigées jusque-là, et par conséquent toutes les portions de revenus que ses producteurs ont acquises jusqu'à lui.

(*a*) L'intérêt des bonifications et bâtiments qui se trouvent sur un bien-fonds et qui sont un capital engagé, se confond avec le fermage du bien-fonds. La même observation s'applique aux loyers des maisons d'habitation.

Je voudrais en avoir un exemple.

Interrogez l'habit que vous portez : il vous dira qu'il est le résultat en premier lieu de l'entreprise d'un fermier, qui, en vendant sa laine, a été remboursé de toutes les avances qu'il a faites lorsqu'il a payé aux différents producteurs de la laine les diverses portions de revenus auxquelles ce produit leur donnait des droits.

Le prix de cette laine, qu'achète un fabricant de draps, a été à son tour une avance que celui-ci a faite. Il a ajouté d'autres avances, en achetant des drogues de teintures, en payant le service de ses commis, de ses ouvriers; et il a été remboursé du tout par la vente de son étoffe à un marchand de drap.

Celui-ci, qui est entrepreneur d'une entreprise commerciale, a traité le drap comme étant la matière première de son industrie. L'achat qu'il en a fait a été une avance dont il a été remboursé à son tour par vous, quand vous avez acheté votre habit.

En examinant ainsi la marche de quelque produit que ce soit, on trouvera que sa valeur s'est répandue entre une foule de producteurs, dont plusieurs peut-être ignorent l'existence du produit auquel ils ont concouru ; tellement qu'un homme qui porte un habit de drap, est peut-être, sans s'en douter, un des capitalistes, et par conséquent un des producteurs qui ont concouru à sa formation.

La société ne se divise donc pas en producteurs et en consommateurs ?

Tout le monde est consommateur, et presque tout

le monde est producteur. Car pour n'être pas producteur, il faudrait n'exercer aucune industrie, n'avoir aucun talent, et ne posséder ni la plus petite portion de terre, ni le plus petit capital placé (*a*).

CHAPITRE XX.

Des causes qui influent sur les revenus quels qu'ils soient.

Qu'entendez-vous par les causes qui influent sur les revenus ?

J'entends les circonstances qui font que les producteurs gagnent plus ou moins.

Pouvez-vous décrire ici toutes les circonstances qui ont un effet de ce genre ?

Non, parce qu'elles sont très-nombreuses et très-compliquées; mais je peux faire remarquer les principales (*b*).

(*a*) Il est, en effet, vrai de dire qu'à l'exception des enfants, presque tout le monde produit quelque chose par lui-même, par ses terres ou par ses capitaux; mais cela n'empêche pas qu'il y ait partout un grand nombre de personnes qui consomment infiniment plus qu'elles ne produisent, et dont la production peut être comptée pour rien. CH. C.

(*b*) J'ai pu en faire remarquer un plus grand nombre dans

Qu'est-ce qui fait en général que les producteurs gagnent davantage?

Ils gagnent davantage toutes les fois que les produits dont ils s'occupent sont plus vivement demandés.

Dans quel cas sont-ils plus vivement demandés?

Ils le sont d'autant plus que la population qui les entoure est plus civilisée et produit davantage elle-même.

Qu'entendez-vous par une population civilisée?

J'entends une population qui a les goûts et les besoins d'un peuple civilisé, qui respecte les personnes et les propriétés, habite dans des maisons décentes et meublées, se nourrit d'aliments sains et variés, se couvre de bons vêtements, cultive les arts et les talents de l'esprit.

Pourquoi faut-il qu'une nation ait ces goûts et ces besoins pour faire fleurir la production?

Parce que les produits destinés à les satisfaire n'ont d'utilité, n'ont une valeur, que là où ces besoins existent (*a*).

mon *Traité d'économie politique*, et un plus grand nombre encore dans mon *Cours complet d'économie politique pratique*.

(*a*) Les besoins ou les goûts existent partout où l'on possède les moyens de les satisfaire. Les classes pauvres s'accomoderaient volontiers des choses qui font le bien-être des riches, si elles avaient l'argent nécessaire pour les acheter. CH. C.

Pourquoi avez-vous dit que la seconde condition nécessaire pour que les produits fussent vivement demandés était que la population environnante produisît beaucoup elle-même?

Parce que les hommes ne peuvent acheter les produits qui leur sont nécessaires qu'avec les objets qu'ils produisent eux-mêmes. C'est avec les produits de son industrie que le maître maçon peut acheter les services productifs d'un horloger, en se procurant une montre; et c'est avec des montres que l'horloger paye les services productifs du maître maçon, en prenant un logement. Il en est ainsi des autres producteurs : tous consomment d'autant plus qu'ils produisent davantage (33).

N'y a-t-il pas une cause qui nuit essentiellement à ce que les produits soient vivement demandés?

Oui; c'est leur cherté comparée avec la satisfaction qui peut résulter de leur consommation.

Expliquez-moi cet effet.

Les petites fortunes dans tous les pays sont les plus nombreuses, et les premiers produits dont leurs possesseurs s'imposent la privation sont ceux dont l'utilité n'est pas proportionnée à leur cherté (30). Aussi voit-on que du moment qu'un produit baisse de prix (comme il arrive quand on parvient à le produire avec moins de frais), et qu'il entre par là dans la région où

les fortunes sont plus nombreuses, la demande qu'on en fait s'étend rapidement : et une demande plus vive améliore les profits des producteurs.

CHAPITRE XXI.

Du revenu des industrieux.

A qui donnez-vous le nom d'industrieux?

On donne le nom d'industrieux ou d'industriels aux hommes qui tirent leur principal revenu de leurs facultés industrielles; ce qui n'empêche pas qu'ils ne soient en même temps capitalistes s'ils tirent un revenu d'un capital quelconque, et propriétaires fonciers, s'ils en tirent un autre d'un bien-fonds.

Quel classement convient-il de faire parmi les industrieux pour se former des idées justes sur leurs revenus?

On peut les diviser en deux grandes classes; ceux qui travaillent pour leur propre compte, on les entrepreneurs d'industrie, et ceux qui travaillent pour compte des entrepreneurs et sous leur direction, comme les commis, les ouvriers, les gens de peine.

Dans quelle classe mettez-vous les banquiers, les courtiers, les commissionnaires en marchandises, qui travaillent pour compte d'autrui?

Dans la classe des entrepreneurs, parce qu'ils exercent leurs fonctions par entreprise, se chargeant de trouver les moyens d'exécution, et les employant à leurs frais. On peut ranger dans la même classe les savants qui recueillent et conservent les notions dont l'industrie fait son profit.

Quelle est la première observation à faire sur les revenus des entrepreneurs d'industrie?

Qu'ils sont toujours variables et incertains, parce qu'ils dépendent de la valeur des produits, et qu'on ne peut pas savoir d'avance avec exactitude quels seront les besoins des hommes et le prix des produits qui leur sont destinés.

Qu'observez-vous ensuite?

Que parmi les industrieux ce sont les entrepreneurs d'industrie qui peuvent prétendre aux plus hauts profits. Si plusieurs d'entre eux se ruinent, c'est aussi parmi eux que se font presque toutes les grandes fortunes (37).

A quoi attribuez-vous cet effet, quand il n'est pas l'effet d'une circonstance inopinée?

A ce que le genre de service par lequel les entre-

preneurs concourent à la production est plus rare que le genre de service des autres industrieux.

Pourquoi est-il plus rare?

D'abord, parce qu'on ne peut pas former une entreprise sans posséder, ou du moins sans être en état d'emprunter le capital nécessaire; ce qui exclut beaucoup de concurrents. Ensuite, parce qu'il faut joindre à cet avantage des qualités qui ne sont pas communes: du jugement, de l'activité, de la constance, et une certaine connaissance des hommes et des choses.

Ceux qui ne réunissent pas ces conditions nécessaires ne sont pas des concurrents, ou du moins ne le sont pas longtemps, car leurs entreprises ne peuvent pas se soutenir.

Quelles sortes d'entreprises sont les plus lucratives?

Celles dont les produits sont le plus constamment et le plus infailliblement demandés, et par conséquent celles qui concourent aux produits alimentaires et à créer les objets les plus nécessaires (38).

Pourquoi les profits que font les savants, en leur qualité de savants, sont-ils si peu considérables?

Parce que les services qu'ils rendent ne se consomment pas par l'usage qu'on en fait. Quand un savant a enseigné aux artistes que l'on peut purifier les huiles

par des acides, ou décolorer les sucres bruts par du charbon animal, les artistes peuvent faire usage constamment de ces utiles procédés, sans recourir de nouveau à la source d'où ils les ont originairement tirés; et bientôt après, les consommateurs jouissent gratuitement d'une connaissance dont tout le monde peut tirer parti, sans qu'il soit besoin d'en faire l'acquisition à prix d'argent.

Quel classement peut-on faire parmi les ouvriers?

Ils sont ou de simples manouvriers, ou des gens de métiers, comme les ouvriers charpentiers, maçons, serruriers, etc.

Qu'observez-vous relativement à leurs salaires?

Que, dans les cas ordinaires, le salaire du simple manouvrier ne s'élève pas au-dessus du taux nécessaire pour le faire subsister lui et sa famille; parce que, pour exécuter son service, il ne faut pas d'autre condition que d'être homme, et qu'un homme naît partout où il peut subsister.

Qu'observez-vous relativement au salaire des gens de métier?

Qu'il est constamment plus élevé que celui des hommes de peine; car le même nombre de personnes de cette classe ne peut-être constamment entretenu qu'autant que leur salaire paye, indépendamment de leur entretien, les frais de leur apprentissage.

De plus, comme leur service exige un peu plus d'intelligence et d'adresse naturelle que le travail du manouvrier, il y a un peu moins de concurrents capables de s'en charger.

Qu'entendez-vous par ce qui est nécessaire pour faire subsister un ouvrier et sa famille?

J'entends cette somme de consommations faute desquelles les familles de cette classe ne se maintiendraient pas en même nombre. Cette somme dépend des besoins que les habitudes et les opinions du pays ont fait une loi de satisfaire. Cinquante familles d'ouvriers français ne subsisteraient pas de ce qui suffit à cent familles d'ouvriers dans l'Indoustan.

CHAPITRE XXII.

Du revenu des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Comment fait-on pour tirer un revenu d'un capital qu'on possède?

On le fait valoir dans une entreprise industrielle, ou bien on le prête à une autre personne plus à portée de le faire valoir dans une semblable entreprise.

Que signifient ces mots, faire valoir un capital?

Ils signifient faire l'avance des frais de production pour être remboursé avec profit de cette avance par le profit qui en résulte.

Comment un profit résulte-t-il de cette opération pour le capital qui a servi ainsi?

La valeur du produit qui résulte de l'avance d'un capital et des autres services productifs paye le loyer de cette avance, et, si le prix du produit ne suffisait pas pour cela, sa production ne se continuerait pas, car elle n'indemniserait pas tous les producteurs des sacrifices qu'elle exigerait de leur part.

Quand un entrepreneur s'est servi d'un capital emprunté, qui est-ce qui s'approprie ce profit?

C'est l'entrepreneur d'industrie; mais il doit à son prêteur l'intérêt fixe qu'il s'est engagé à lui payer pour avoir la jouissance de son capital. L'entrepreneur perd ou gagne sur ce marché à forfait, selon qu'il retire, de l'emploi qu'il a fait du capital, un profit inférieur ou supérieur à l'intérêt qu'il en paye.

Quelles causes influent sur le taux des intérêts?

L'intérêt des capitaux prêtés, quoique exprimé par un prix unique, un *tant pour cent* du capital prêté, doit réellement se décomposer en deux parts.

Expliquez cela par un exemple.

Si vous prêtez une somme, et que vous conveniez avec l'emprunteur d'un intérêt de six pour cent par année, il y a dans ce loyer quatre pour cent (plus ou moins) pour payer le service que votre capital peut rendre à l'entrepreneur qui le fera valoir, et deux pour cent (plus ou moins) pour couvrir le risque que vous courez qu'on ne vous rende pas votre capital.

Sur quoi fondez-vous cette présomption ?

Sur ce que, si vous trouvez à prêter le même capital, avec toute sûreté, sur une hypothèque bien sûre, vous le prêterez à quatre pour cent (plus ou moins). Le surplus est donc une espèce de prime d'assurance qu'on vous paye pour vous indemniser du risque que vous courez.

En mettant de côté cette prime d'assurance, qui varie suivant le plus ou moins de solidité des placements, quelles sont les causes qui influent sur le taux de l'intérêt proprement dit ?

Le taux de l'intérêt hausse lorsque ceux qui empruntent ont des emplois de capitaux nombreux, faciles et lucratifs, parce qu'alors beaucoup d'entrepreneurs d'industrie sont jaloux de participer aux profits que présentent ces emplois de capitaux, et les capitalistes sont plus portés à les faire travailler eux-mêmes; ce qui augmente la demande et diminue l'offre qui

qui sont faites de capitaux à employer. Le taux de l'intérêt hausse encore, lorsque par une cause quelconque, la masse des capitaux disponibles, c'est-à-dire des capitaux à employer, vient à diminuer (*a*).

Les circonstances contraires font baisser le taux de l'intérêt; et l'une de ces circonstances peut balancer l'autre de telle sorte que le taux de l'intérêt reste au même point, parce que l'une des circonstances tend à le faire hausser précisément autant que l'autre tend à le faire baisser (30).

Quand vous dites que la masse des capitaux disponibles augmente ou diminue, entendez-vous par là la quantité d'argent ou de monnaie?

Nullement : j'entends les valeurs consacrées par leurs possesseurs à faire des avances à la production, et qui ne sont pas tellement engagées dans un emploi, qu'on ne puisse les en retirer pour les faire valoir autrement.

Éclaircissez cela par un exemple.

Je suppose que vous ayez prêté des fonds à un négociant, pour qu'il vous les rende lorsque vous les lui demanderez, en le prévenant trois mois d'avance, ou, ce qui revient au même, que vous soyez dans l'usage d'employer vos fonds à escompter des lettres

(*a*) On trouve des exemples frappants de ces deux cas dans mon *Traité d'économie politique*, liv. II, chap. 8.

de change, ne pouvez-vous pas aisément faire travailler ces fonds d'une autre manière, si vous trouvez un emploi qui vous convienne mieux?

Sans doute.

Dès lors, ces fonds sont un capital disponible ; ils le sont encore, s'ils sont sous la forme d'une marchandise de facile défaite, puisque vous pouvez les échanger aisément contre toute autre valeur. Ils le sont encore mieux s'ils sont en écus ; mais vous comprenez qu'il peut y avoir beaucoup de capitaux disponibles outre ceux qui sont en argent.

Je le comprends.

Eh bien, c'est la somme de ces capitaux qui influe sur le taux des intérêts, et non pas les sommes d'argent sous la forme desquelles peuvent se trouver passagèrement ces valeurs capitales, lorsqu'il s'agit de les faire passer d'une main dans une autre. Un capital disponible peut être sous la forme d'une partie de marchandise, comme sous celle d'un sac d'écus, et si la quantité de cette marchandise qui se trouve dans la circulation n'influe en rien sur le taux de l'intérêt, l'abondance ou la rareté de l'argent n'y influe pas davantage.

Ce n'est donc pas de l'argent que l'on paye réellement le loyer quand on paye un intérêt?

Nullement.

Pourquoi dit-on que c'est l'intérêt de l'argent ?

On le dit à cause des idées peu justes qu'on se formait autrefois de la nature et de l'usage des capitaux.

Qu'est-ce que l'intérêt légal ?

C'est le taux fixé par les lois pour les cas où l'intérêt n'a pu être fixé par le consentement des parties; comme lorsque le détenteur d'un capital en a joui à la place d'un absent ou d'un mineur auquel il en doit compte.

L'autorité publique ne peut-elle fixer une borne aux intérêts dont les particuliers conviennent entre eux ?

Elle ne le peut sans violer la liberté des transactions (40).

Quelles causes influent sur le taux des fermages ?

La quantité des demandes qui ont lieu pour prendre des fermes à bail, comparée avec la quantité des fermes à donner. On peut observer à ce sujet que la concurrence des demandeurs excède communément les fermes à donner, parce qu'en tout pays le nombre de celles-ci est nécessairement borné, au lieu que celui des fermiers et des capitaux qui peuvent se consacrer à cette industrie ne l'est pas nécessairement; de

sorte que, là où il ne se rencontre pas des causes plus puissantes pour produire un effet contraire, le taux des fermages se fixe plutôt au-dessus qu'au-dessous du profit que rapporte réellement le service productif des terres.

Qu'observez-vous encore à ce sujet?

Que le taux des fermages tend néanmoins à se rapprocher du profit des terres; car, lorsqu'il l'excède, le fermier, obligé de payer l'excédant ou sur le profit de son industrie, ou sur l'intérêt de son capital, n'est plus indemnisé complétement pour l'emploi de ces moyens de production (41).

CHAPITRE XXIII.

De la population.

Qu'est-ce qui multiplie, en tout pays, le nombre des hommes?

C'est la quantité des choses produites. Les choses produites, en se distribuant aux habitants d'un pays de la manière qui a été expliquée, forment leurs reve-

nus; et chaque classe d'habitants se multiplie à proportion du revenu qu'elle reçoit.

Un même revenu a-t-il le même effet dans toutes les classes indifféremment?

Non : dans les classes où chaque personne a plus de besoins, une certaine valeur fait subsister moins de personnes.

Pourquoi dans chaque classe y a-t-il toujours autant d'individus qu'il peut s'en entretenir?

Parce que les hommes, de même que toutes les espèces animales, et même les plantes, ont beaucoup plus de facilité à propager leur être qu'à le faire subsister.

Les denrées alimentaires ne sont-elles pas plus nécessaires pour maintenir la population que les autres produits?

Les plus nécessaires sont celles auxquelles la population met le plus haut prix; et, comme c'est la production de chacun qui lui permet de mettre un prix aux choses dont il a besoin, on peut dire qu'en général la population est en proportion de la production.

Qu'arrive-t-il quand le nombre des naissances amasse dans un pays plus d'individus que l'état de la production n'en comporte?

La population dépérit, principalement les individus

faibles des classes indigentes : les enfants, les vieillards, les infirmes. Ceux qui ne meurent pas d'un défaut positif de nourriture, périssent faute d'une nourriture suffisamment abondante ou suffisamment saine; faute de médicaments dans une maladie, faute de propreté, faute de repos, faute d'un logement sec et chaud, faute des soins dont on ne peut se passer dans les infirmités et dans la vieillesse. Au moment où il leur serait nécessaire de jouir de l'un de ces biens, et qu'ils ne peuvent y atteindre, ils languissent plus ou moins longtemps, et succombent au premier choc.

Les guerres, les épidémies ne nuisent-elles pas à la population?

Elles la réduisent passagèrement; mais l'expérience a démontré qu'à la suite d'un fléau qui a emporté un grand nombre de personnes, la population se rétablit très-promptement dans sa proportion ordinaire avec la production du pays (42).

Quelle conclusion tirez-vous de ces faits?

Qu'il n'y a aucun autre moyen d'augmenter la population que de favoriser la production. Encourager au mariage, honorer la fécondité, c'est favoriser la misère. Le difficile n'est pas de multiplier les enfants, c'est de les élever.

Qu'est-ce qui détermine la quantité d'habitants qui peuplent un certain canton, une certaine ville?

C'est le même principe : la somme des produits.

Une ville ne produit pas de denrées alimentaires, mais elle peut acheter des denrées alimentaires en proportion de la valeur de ses autres produits.

Une nombreuse population est-elle un avantage pour un pays?

Oui, quand cette population possède les moyens de subsister avec aisance : c'est-à-dire de l'industrie et des capitaux. Sans cela elle est un fardeau.

Quel avantage procurent à un pays des hommes qui y arrivent du dehors avec des capitaux et de l'industrie?

C'est un nouveau commerce qui s'ouvre. Par la demande qu'ils font aux anciens habitants de leurs produits, ils leur procurent de nouveaux profits; et par les objets qu'ils créent et donnent en échange, ils leur procurent de nouvelles jouissances.

Un pays peut-il empêcher que ses citoyens n'aillent dans l'étranger et n'y emportent leur fortune?

En supposant que l'on veuille violer le droit que tout homme a sur sa personne et sur ses biens, on peut détenir l'une et confisquer les autres; il n'y a aucun autre moyen d'empêcher qu'ils n'aillent à l'étranger ainsi que leurs capitaux.

En prohibant la sortie de l'or et de l'argent, n'empêche-t-on pas les fortunes de sortir du pays?

Nullement; car une fortune se compose de valeurs,

et l'on peut faire sortir des valeurs sous la forme de certaines marchandises, si la sortie des autres est prohibée.

Mais celui qui fait sortir une marchandise, ne fait-il pas moins de tort au pays que celui qui fait sortir de l'argent?

Le tort est pareil dans les deux cas; il est proportionné à la valeur, et non à la nature de la marchandise; il provient, non de ce qu'une valeur sort du pays, mais de ce qu'il n'en rentre aucune autre en échange, comme il arrive dans les opérations du commerce.

Cependant celui qui fait sortir une marchandise l'a payée auparavant.

C'est vrai; mais celui qui fait sortir de l'argent l'a payé de même; il n'emporte le bien de personne.

Quelle est la population la plus avancée dans la civilisation?

C'est celle qui produit et qui consomme le plus.

Pourquoi est-elle plus avancée?

Parce que l'existence de chaque individu y est alors plus considérable, plus complète.

Digitized by Google

CHAPITRE XXIV.

De la consommation en général.

Qu'est-ce que consommer ?

C'est détruire l'utilité qui est dans un produit, et par là lui ôter la valeur que cette utilité lui donnait.

Donnez-moi l'exemple de quelques consommations.

Consommer des vivres, ce n'est pas détruire la matière dont se composaient les vivres, car il n'est pas au pouvoir de l'homme de détruire de la matière : c'est détruire ce qui faisait l'utilité de cette matière, la propriété qu'elle avait de servir d'aliment.

Consommer un habit, ce n'est pas détruire cet habit, car les parcelles qui s'en sont détachées à mesure qu'il a été usé, ont été répandues dans l'univers et subsistent encore quelque part; mais c'est détruire toute l'utilité qui se trouvait dans l'habit; de manière que, ne pouvant plus être bon pour personne, personne ne consent à offrir aucun autre produit pour en devenir possesseur.

Une consommation se mesure-t-elle sur le poids, le nombre ou la grandeur des objets consommés?

Non : de même que la production se mesure par la valeur des choses produites, la consommation se mesure par la valeur des choses consommées. Une grande consommation est celle qui détruit une grande valeur, quels que soient les objets où cette valeur réside. Lorsqu'on fait usage d'objets qui n'ont point de valeur, comme des cailloux, de l'eau, etc., la consommation est nulle.

Y a-t-il des objets ayant une valeur qui ne soient pas susceptibles d'être consommés?

L'homme ne peut ôter aux choses que la valeur qu'il leur a donnée lorsqu'il en a fait des produits. Ainsi il peut consommer en totalité une valeur capitale, en consommant, sans reproduction, les produits dont la valeur était employée à faire des avances à la production; mais il ne peut pas consommer le fonds d'un champ de blé, qui est une valeur que la nature a donnée gratuitement à son premier propriétaire (45).

N'y a-t-il pas des produits qui ne sont pas susceptibles d'être consommés?

Non; mais il y a de grandes différences dans la rapidité avec laquelle ils sont consommés. La consommation d'une pêche est plus prompte que celle d'une bougie; celle d'une bougie plus rapide que celle d'un

cheval ; une maison sert plus longtemps qu'un cheval, mais elle s'use plus vite qu'un diamant. La valeur des objets qui durent très-longtemps, comme celle de la vaisselle d'argent, passe pour une valeur capitale, parce qu'elle se trouve presque aussi grande à la fin de l'année qu'au commencement, et qu'elle se perpétue comme un capital, mais non par le même moyen ; car un capital se perpétue parce que sa valeur se reproduit à mesure qu'elle est consommée, et la vaisselle d'argent se perpétue parce qu'elle ne s'use pas.

Peut-on consommer deux fois le même produit ?

Non ; car une valeur une fois détruite ne saurait être détruite de nouveau ; il faut qu'il y ait une nouvelle production pour qu'il y ait une nouvelle consommation ; mais un produit peut être consommé en partie, puisqu'on peut détruire une portion seulement de sa valeur. Lorsqu'après avoir porté un habit qui valait cent francs, on peut encore le revendre cinquante francs, on a consommé la moitié de sa valeur.

Qu'entendez-vous par les consommations privées ?

Ce sont les destructions de valeur qui ont pour objet de satisfaire aux besoins des particuliers et des familles.

Et par les consommations publiques ?

Celles qui ont pour objet de satisfaire aux besoins communs d'une ville, d'une province, d'une nation.

La réunion des consommations privées et publiques fait la consommation nationale qui comprend tout ce qui est consommé par une nation, soit pour l'usage du public, soit pour l'usage des particuliers.

Les consommations privées ou publiques sont-elles de même nature?

On consomme différents objets pour le public et pour les familles : pour le public, des munitions de guerre, des édifices publics; pour les familles, des logements, des vêtements et des vivres; mais quant à la nature et aux effets des deux consommations, ils sont absolument pareils. On consomme, dans les deux cas, des produits dont la valeur est le fruit d'une production, valeur qui se trouve détruite par l'usage qu'on en fait.

Qu'est-ce que la consommation annuelle?

La consommation annuelle du public ou des particuliers est la somme des valeurs qu'ils consomment pendant le cours d'une année, soit pour satisfaire à tous leurs besoins, soit pour reproduire de nouvelles valeurs. Si les valeurs qu'ils reproduisent n'égalent pas la totalité des valeurs consommées par eux dans l'un et l'autre but, les familles et l'État s'appauvrissent; ils s'enrichissent dans le cas contraire.

Quels sont les consommateurs d'un pays?

C'est tout le monde; car il n'est personne qui puisse

subsister sans satisfaire aux besoins qu'exige l'état de vie. Nous consommons des valeurs dans tous les instants de notre existence, même pendant notre sommeil, puisque, dans ce temps-là même, nous consommons le lit où nous sommes étendus, le drap qui nous enveloppe, la tuile même qui nous couvre.

CHAPITRE XXV.

Des résultats de la consommation.

Quel est le premier résultat de la consommation?

C'est la perte de valeur de l'objet consommé, et par conséquent la perte d'une portion de richesse.

Comment le possesseur de l'objet consommé est-il dédommagé de ce sacrifice?

Il en est dédommagé soit par la jouissance que procure la consommation, si elle est improductive; soit par un nouveau produit, accompagné d'un profit, d'une augmentation de richesse, si la consommation est reproductive.

Donnez-moi des exemples de l'une et de l'autre consommation.

Quand un boulanger brûle du bois pour cuire son pain, il le consomme reproductivement, parce qu'il ajoute à son pain toute la valeur qu'il ôte à son bois. Mais le bois que nous brûlons pour nous chauffer est consommé improductivement, car il ne résulte de cette combustion aucune valeur qui remplace la valeur du bois (*a*).

Que concluez-vous de ces faits?

Que, de même que la production peut être considérée comme un échange dans lequel nous donnons nos services productifs pour obtenir en retour un produit, la consommation peut être considérée comme un

(*a*) Ceci demande une distinction. Le bois que nous brûlons pour nous chauffer, les aliments que nous prenons pour nous nourrir sont consommés improductivement, s'ils n'ont pas d'autre résultat que de nous procurer des jouissances; ils sont consommés reproductivement, s'ils ont été nécessaires pour nous livrer au travail, et s'il est résulté de ce travail une valeur égale ou supérieure à celle qui a été consommée. Le combustible qu'un ouvrier jette sans cesse dans le fourneau d'une machine à vapeur n'est pas consommé improductivement, si le mouvement qu'imprime à la machine la force expansive de la vapeur n'est pas improductif; pourquoi les aliments au moyen desquels un bon ouvrier entretient ses forces, les vêtements dont il se couvre, l'huile dont il se sert pour s'éclairer, seraient-ils consommés improductivement, s'ils sont indispensables à sa conservation et à l'exercice de ses facultés industrielles? CH. C.

autre échange où nous donnons un produit (celui que nous perdons) pour obtenir en retour, soit une jouissance, soit un autre produit d'égale valeur.

Si la consommation reproductive ne fait que remplacer un produit par un produit d'égale valeur, quel avantage offre-t-elle?

En même temps qu'elle remplace les produits consommés, elle distribue entre tous les producteurs des profits égaux à la valeur du nouveau produit créé (44).

Ne consomme-t-on pas autre chose que des produits?

On peut aussi consommer productivement ou improductivement des services. Nous consommons productivement le service d'un ouvrier, lorsqu'après lui avoir payé sa journée, nous en retrouvons la valeur dans le produit qu'il a façonné par notre ordre; et nous consommons improductivement le service d'un domestique, d'un musicien, d'un acteur qui nous amuse, parce que la dépense que nous avons faite dans ce cas n'a reparu dans aucun produit.

Avez-vous fait connaître les principaux effets de la consommation reproductive?

Oui, tel a été l'objet de tout ce qui a précédé dans le présent catéchisme.

Ferez-vous connaître les principaux effets de la consommation improductive?

Oui; ce sera la matière de ce qui va suivre jusqu'à la fin de cette instruction, où par conséquent le mot de *consommation*, employé seul, signifiera toujours une consommation improductive.

Tous les produits créés sont-ils nécessairement consommés?

Ils le sont, non pas *nécessairement*, mais *ordinairement*. On en conçoit la raison : un producteur ne crée un produit qu'autant qu'il peut présumer que ce produit aura de la valeur, autrement il ne le créerait pas; il ne ferait pas un sacrifice duquel, dans cette supposition, il ne serait pas dédommagé; il ne ferait pas un échange pour donner sans rien recevoir. Or, qu'est-ce qui procure à ce produit de la valeur? C'est l'envie qui existe dans un certain nombre de personnes de donner, pour le posséder, un certain prix; et si ces personnes en donnent un prix quelconque, c'est pour le consommer; autrement elles feraient à leur tour un sacrifice sans dédommagement; ce qui n'est pas dans la nature humaine.

Qu'arrive-t-il quand un produit auquel on a cru donner de la valeur, n'en a point?

Il résulte de là une perte pour celui qui s'est faussement imaginé qu'il communiquait de la valeur à un

objet. C'est ce qui arrive quand on fabrique des marchandises de mauvaise qualité ou de mauvais goût, qui ne se vendent pas. Ce ne sont pas des produits ; car une chose ne mérite ce nom que lorsqu'elle vaut autant que ses frais de production.

N'y a-t-il pas des consommations qui ne reproduisent aucune valeur, qui ne satisfont aucun besoin ?

Lorsque, dans une tempête, on jette à la mer la cargaison d'un navire, lorsqu'on incendie des magasins qu'on ne veut pas laisser à l'ennemi, on opère des destructions de valeurs qu'on n'appelle pas des consommations. Ce mot semble réservé aux destructions de valeurs d'où il résulte soit une jouissance, soit une nouvelle valeur.

Que doit-on penser d'un système qui conseillerait la consommation, non pour jouir, non pour reproduire, mais pour favoriser la production ?

On doit en penser ce qu'on penserait d'un homme qui conseillerait de mettre le feu à une ville pour faire gagner les maçons. Le résultat de cette action insensée serait de nous priver du bien-être qui accompagne la consommation des richesses acquises, afin de nous procurer l'avantage de travailler pour en acquérir d'autres.

CHAPITRE XXVI.

Des consommations privées.

Quelle différence faites-vous entre le mot dépense et le mot consommation?

La dépense est l'achat qu'on fait d'une chose pour la consommer; et comme la consommation est la suite de cet achat, les mots *dépense* et *consommation* sont souvent pris l'un pour l'autre.

Il convient cependant de remarquer que lorsqu'on achète un produit, on reçoit valeur pour valeur : celle d'une livre de bougie, par exemple, pour celle d'un écu, et qu'on est encore aussi riche après que l'achat est fait qu'auparavant; seulement on possède en bougie cette portion de richesse qu'on avait en écu. On commence à perdre cette richesse lorsqu'on commence à consommer la bougie; et ce n'est que lorsque la consommation est achevée qu'on est plus pauvre d'un écu.

Ce n'est donc pas en achetant, c'est en consommant que l'on diminue son bien, comme c'est en produisant qu'on l'augmente. Voilà pourquoi, dans les familles,

Google

le caractère et les talents économiques de la femme qui dirige la plupart des consommations du ménage, servent beaucoup à la conservation des fortunes.

Qu'observez-vous en outre au sujet des dépenses?

Que, dans les dépenses que nous faisons, ce n'est pas la valeur de l'argent qui est perdue : l'argent est acquis par celui qui nous vend le produit, mais il n'est pas consommé; c'est le produit acquis par nous qui est consommé, et c'est sa valeur qui est détruite. D'où il suit que la richesse des particuliers, et même la richesse du public, peuvent être dissipées, même quand la somme des monnaies reste la même; et que c'est une illusion que de s'imaginer qu'en conservant dans une ville, dans une province, dans un pays, toujours la même somme de numéraire, on y conserve toujours la même richesse. C'est ainsi qu'un négociant serait dans l'erreur, s'il se croyait toujours aussi riche, uniquement parce que, tandis qu'il dissipe son bien, il conserve dans sa caisse toujours à peu près la même somme d'argent.

Que doit-on entendre par l'économie dans les dépenses ou dans les consommations?

On économise, soit en consacrant à une dépense reproductive une portion de son revenu que l'on pouvait consacrer à une dépense improductive (c'est ainsi que nous avons vu que l'on forme les capitaux), soit en résistant à l'attrait d'une consommation pré-

sente, pour employer cette portion de revenu à une consommation future mieux entendue : c'est particulièrement de cette dernière économie que nous nous occupons en ce moment.

Qu'appelez-vous des consommations bien entendues?

Ce sont celles qui procurent le plus de satisfaction en proportion du sacrifice de valeurs qu'elles occasionnent. Telles sont les consommations qui satisfont des besoins réels plutôt que des besoins factices. A égalité de valeur, des aliments sains, des vêtements propres, des logements commodes, sont des consommations mieux entendues que des aliments recherchés, des vêtements et des habitations fastueux. Il résulte plus de vraie satisfaction des premières que des autres.

Que regardez-vous encore comme des consommations bien entendues?

La consommation des produits de la meilleure qualité en tout genre, dussent-ils coûter plus cher.

Par quelle raison les regardez-vous comme des consommations bien entendues?

Parce que le travail qui a été employé pour fabriquer une mauvaise matière sera plus vite consommé que celui qui se sera exercé sur une bonne. Quand

une paire de souliers est faite avec de mauvais cuir, la façon du cordonnier, qui est usée en même temps que les souliers, ne coûte pas moins, et elle est consommée en quinze jours, au lieu de l'être en deux ou trois mois, si le cuir eût été bon. Le transport d'une mauvaise marchandise coûte autant que celui d'une bonne, et fait beaucoup moins de profit. Les nations pauvres ont, en conséquence, outre le désavantage de consommer des produits moins parfaits, celui de les payer proportionnellement plus cher.

Quelles consommations méritent encore d'être préférées?

La consommation des objets qui s'usent lentement procure des jouissances moins vives, mais plus durables, et l'espèce de bien-être qu'on en retire contribue davantage au bonheur. Qui oserait comparer la satisfaction que procure la vue d'un feu d'artifice, avec celle que l'on peut retirer de quelques livres choisis, exactement du même prix, et dont on jouira pendant toute la durée de sa vie, qu'on laissera même à ses enfants!

N'y a-t-il pas un choix à faire entre les produits durables?

Ceux qu'il convient de préférer sont ceux dont l'usage est fréquent, usuel. Il vaut mieux faire de la dépense pour rendre son logement commode, propre, agréable, que pour se procurer des bijoux, des pa-

rures dont la vanité pourra bien être fort satisfaite, mais seulement dans quelques rares occasions (43).

Quelle est la plus rapide de toutes les consommations?

C'est celle que l'on fait des services personnels. Un inutile laquais, si vous évaluez à douze cents francs la dépense annuelle qu'il vous cause, vous coûte autant que le service que vous rendrait un mobilier de vingt-quatre mille francs.

Les consommations faites en commun ne sont-elles pas fort économiques?

Oui; et c'est pour cela qu'elles conviennent aux personnes qui ont peu de fortune. Un seul cuisinier prépare le dîner de dix personnes comme celui d'une seule; le même foyer devant lequel rôtit une pièce de viande, pourrait en rôtir quatre. Avec les mêmes frais, on peut donc être mieux traité, si l'on vit avec d'autres hommes, que vivant isolé.

Quelles sont les consommations que vous regardez comme les plus mal entendues?

Ce sont celles qui procurent du chagrin ou des malheurs au lieu de satisfaction. Tels sont les excès de l'intempérance; telles sont les dépenses qui provoquent le mépris ou les vengeances.

Pourquoi a-t-on fait de l'économie une vertu?

Parce qu'il faut avoir un certain empire sur soi-même pour résister à l'attrait d'une consommation présente, en faveur d'une consommation future dont les avantages, quoique plus grands en réalité, sont éloignés, sont vagues, et ne frappent pas les sens (46).

Quelle est la qualité morale qui se manifeste le plus dans l'économie?

C'est le jugement. Il est indispensable pour apprécier l'importance des diverses consommations, et surtout de celles que pourront réclamer des besoins futurs toujours plus ou moins incertains.

Quelle est la faute où l'on tombe quand on attribue trop d'importance à des besoins futurs et incertains?

Dans l'avarice; et lorsqu'on ne leur attribue pas assez d'importance, on tombe dans la prodigalité.

Lequel fait le plus de tort à la société, de l'avare ou du prodigue?

C'est le prodigue : parce qu'après avoir dépensé tout son revenu, il ne peut vivre que sur son capital, et qu'un capital ne saurait être dépensé improductivement sans ôter un revenu à celui qui en était possesseur, de même qu'aux industrieux dont il mettait le travail en activité.

La consommation n'est-elle pas cependant favorable à la richesse des nations, en provoquant la production?

La consommation ne saurait augmenter les richesses d'une nation, à moins de provoquer la production d'une valeur plus grande que la valeur consommée; car ce ne peut être en détruisant de la richesse que l'on augmente la quantité des richesses. Mais comme la consommation est accompagnée d'un dédommagement, et que si l'on y perd une valeur on y gagne une satisfaction, toutes les consommations bien entendues, qui provoquent la création d'un nouveau produit, sont favorables, en ce qu'elles multiplient les satisfactions éprouvées dans la société. Un peuple qui consomme beaucoup et qui reproduit de même a plus de vie, il jouit d'une existence plus développée et d'une civilisation plus complète.

Sous ce rapport, l'épargne n'est-elle pas un mal?

L'épargne, lorsqu'elle n'est qu'une consommation différée, ne retarde que de bien peu l'activité de la consommation; et quant à l'épargne qui a pour objet l'augmentation des capitaux reproductifs, elle entraîne une consommation, puisqu'un capital ne peut être employé reproductivement qu'à des achats de matériaux ou de travail pour les consommer.

N'y a-t-il pas un autre avantage dans cette der-

Google

nière épargne, outre qu'elle-même est une consommation?

Oui, car ce n'est pas une consommation faite une fois pour toutes: c'est une consommation qui se répète aussi souvent que le capital est remboursé par l'effet de la production.

Éclaircissez cela par un exemple.

Si, pour illuminer des fêtes, j'achète pour mille francs d'huile sur mon revenu de cette année, je ne retrouverai plus ces mille francs, et par conséquent je ne pourrai pas les dépenser une seconde fois; mais si j'emploie cette somme à éclairer des ateliers, elle sera dépensée tout de même, elle aura de même provoqué une nouvelle production d'huile, et je pourrai dépenser une seconde fois la même somme, car elle me sera remboursée par le produit qui sortira des ateliers.

La consommation reproductive n'a-t-elle pas un autre avantage?

Elle en a un très-grand, celui de mettre des producteurs en état de tirer parti de leurs services productifs. Dans le cas où mille francs d'huile auront servi à éclairer des ateliers, outre que cette valeur sera reproduite, elle le sera avec profit. Je gagnerai à cette reproduction l'intérêt de mon capital, et les travailleurs y gagneront le salaire de leurs peines.

CHAPITRE XXVII.

Des consommations publiques.

Quel est le but des consommations publiques?

De satisfaire des besoins communs à plusieurs citoyens ou à plusieurs familles.

Quels objets consomme-t-on dans ce but?

Des armes, des munitions pour les armées; des provisions, des médicaments pour les hôpitaux; mais principalement les services de plusieurs classes nombreuses d'hommes qui dirigent les affaires publiques : administrateurs, juges, militaires, prêtres, qui font leur profession de servir les peuples.

Qu'entendez-vous par consommer le service de ces diverses classes?

Leurs travaux, tant intellectuels que manuels, ont une valeur que le public paye et qu'il consomme parce qu'il en jouit; et cette consommation a l'effet de toutes

les autres : elle détruit la valeur achetée et payée, en ce qu'un service payé et consommé ne peut plus être employé de nouveau; il faut qu'un nouveau service soit rendu pour qu'on en puisse tirer un nouvel avantage.

Est-ce le public qui consomme le service des fonctionnaires publics?

C'est le public, ou du moins c'est dans l'intérêt du public que ce service est consommé; et les fonctionnaires publics consomment, pour leur usage particulier, les valeurs qu'en échange de leurs services ils reçoivent du public.

Il y a donc là dedans une double consommation?

Oui, de même qu'à la suite de tous les échanges; mais, dans ce cas-ci, l'un des deux produits échangés est un produit immatériel (celui du fonctionnaire public), et par conséquent il se trouve consommé à mesure que le service est rendu (47).

Qu'en concluez-vous?

Que, bien que les fonctionnaires publics soient des travailleurs productifs lorsqu'ils rendent de véritables services, leur multiplicité n'augmente en rien la richesse nationale. L'utilité qu'ils produisent est détruite à mesure qu'elle est produite, comme celle qui résulte pour le particulier du travail des médecins et des autres producteurs de produits immatériels.

Qui est-ce qui décide de l'utilité du service des fonctionnaires publics, et du prix qu'il convient d'y mettre?

Ce ne peut être, comme dans les autres consommations, le consommateur lui-même ; car ici le consommateur est le public, c'est-à-dire un être composé d'une multitude d'individus, et qui ne peut en général exprimer ses besoins et ses volontés que par des fondés de pouvoirs (48).

Par qui sont institués ces fondés de pouvoirs?

Par la constitution politique de l'État dont l'examen n'est pas de notre sujet. Nous pouvons seulement remarquer que la constitution politique est meilleure là où le même avantage est acquis au public, au moyen des moindres sacrifices.

Quel est le principal avantage qu'une nation puisse retirer de ses dépenses publiques?

La sûreté des personnes et des propriétés, parce que sans cela il n'existe pas de société.

Quelles sont les dépenses qui pourvoient à cette sûreté?

Ce sont les dépenses relatives aux forces de terre et de mer destinées à repousser les attaques des ennemis du dehors; les dépenses des tribunaux criminels qui répriment les attentats coupables des particuliers, et

celles des tribunaux civils qui repoussent les prétentions injustes qu'un citoyen peut élever contre les droits et les propriétés d'un autre citoyen.

Quel avantage retire le public des dépenses relatives à l'instruction publique?

L'instruction, en adoucissant les mœurs, rend plus douces les relations des hommes entre eux; en nous apprenant quels sont nos vrais intérêts, elle nous montre ce que nous devons rechercher ou fuir, elle donne de l'ascendant à la raison sur la force; elle enseigne à respecter les droits d'autrui, en éclairant chacun en particulier sur les siens; enfin, par son influence sur la production des richesses, elle est favorable à la prospérité publique dont chaque famille prend sa part (49).

Est-il nécessaire que toute espèce d'instruction soit donnée aux dépens du public?

Nullement : les particuliers ont soin d'acquérir à leurs frais celle qui peut leur être utile dans les fonctions sociales qu'ils sont appelés à remplir; cependant, la classe qui ne vit que de son travail manuel, ne pouvant donner à ses enfants la première instruction (celle qui enseigne à lire, à écrire et à compter), et la société étant intéressée à ce que cette classe soit civilisée, il lui convient, dans bien des cas, de fournir à ses frais cette première instruction (50).

N'y a-t-il pas quelque autre genre de connaissances qu'il importe aux nations de protéger spécialement ?

Les hautes connaissances, par la nature des choses, ne rapportant pas à ceux qui les cultivent un revenu proportionné aux services qu'elles peuvent rendre à la société, il importe peut-être aux nations d'en favoriser les progrès dans quelques écoles spéciales (51).

Quel avantage le public se flatte-t-il d'obtenir en salariant un corps de prêtres?

Il se flatte de trouver en eux des personnes désintéressées, qui prêchent la vertu par leurs paroles et par leur exemple ; qui exhortent les hommes à l'indulgence les uns envers les autres, et les consolent dans leurs adversités.

Quels avantages une nation retire-t-elle des établissements de bienfaisance, tels que les hospices, les hôpitaux ?

C'est déjà une satisfaction et un honneur que de venir au secours de l'humanité souffrante ; mais de plus il faut considérer les hospices qui admettent la vieillesse et l'enfance dénuées d'appui, et les hôpitaux ouverts aux malades indigents, comme des maisons au maintien desquelles on contribue quand on est dans un état d'aisance, pour les trouver au besoin dans les moments de détresse. Il faut seulement prendre de suffisantes précautions pour que ces établissements ne

favorisent pas le développement de la classe indigente, et ne multiplient pas les besoins en même temps que les secours.

Quels sont les avantages que les nations retirent des travaux et des édifices publics ?

Les uns, comme les grandes routes, les ponts, les ports, facilitent les communications, les rapports des hommes entre eux, et développent tous les avantages qui résultent de ces rapports, avantages que je vous ai fait remarquer en plusieurs endroits de cette instruction.

D'autres établissements publics, tels que les embellissements des villes, les promenades publiques, sont favorables à la santé des citoyens, ajoutent aux douceurs de leur existence et les entourent d'objets riants et agréables qui contribuent à leur bonheur. Quant aux monuments purement de luxe, ils flattent la vanité nationale, et sous ce rapport on ne peut nier qu'ils ne soient productifs de quelques plaisirs ; mais ce qui flatte le plus la vanité d'un peuple judicieux et éclairé, c'est de montrer que chez lui rien n'est négligé de ce qui est utile, et qu'il met la commodité et la propreté fort au-dessus du faste.

En quoi consiste l'économie de ceux qui gouvernent et administrent les nations ?

Elle consiste à renoncer pour le pays à ces avantages qui coûtent plus qu'ils ne valent; à obtenir ceux

qui sont précieux aux meilleures conditions possibles, et surtout à ne point employer les deniers publics au détriment du public et au profit des intérêts particuliers.

CHAPITRE XXVIII.

Des propriétés publiques et des impôts (52).

D'où viennent les valeurs qui se consomment pour l'avantage du public?

Elles proviennent, soit des revenus que rendent les propriétés qui appartiennent au public, soit des impôts.

Les propriétés publiques sont-elles des propriétés appartenant à la nation tout entière?

Quelquefois elles appartiennent à la nation tout entière; d'autres fois à une partie de la nation, à une province, à une ville (53).

En quoi consistent, pour l'ordinaire, ces propriétés?

Ce sont ou des capitaux ou des biens-fonds, mais le

plus souvent des biens-fonds, terres, maisons, usines, que le gouvernement ou les communes donnent à bail, et dont ils consomment le revenu pour l'avantage du public. Quand ce sont des forêts, on en vend la coupe annuelle (54).

Qui est-ce qui paye les impôts?

Ce sont les particuliers que, sous ce rapport, on nomme contribuables.

En quelles valeurs se paye l'impôt ?

Ordinairement en monnaie du pays ; mais quelquefois aussi en nature, c'est-à-dire en produits ou bien en corvées où le contribuable fournit son service personnel ou celui de ses gens et de ses bestiaux. De toutes manières, l'impôt se mesure sur ce qu'il coûte au contribuable et non sur ce qu'il rend au gouvernement.

Dites-m'en la raison.

Parce que la perte que le gouvernement peut faire sur les valeurs dont il impose le sacrifice au contribuable ne diminue pas l'étendue de ce sacrifice. Si un gouvernement force des cultivateurs à faire des corvées qui les obligent de négliger leurs récoltes, et qu'il en résulte pour eux, outre la perte de leurs journées évaluées à 50 francs, une autre perte de 50 francs pour le dommage qu'ils éprouvent, ils payent réelle-

ment une contribution de 100 francs. Et si, au moyen de cet impôt, le gouvernement exécute un travail qui aurait pu être exécuté par entreprise pour 30 francs, il est constant que le gouvernement, dans ce cas, a levé un impôt de 100 francs, et qu'il n'a reçu qu'une valeur de 30 francs. C'est comme s'il avait consommé, sans avantage pour le public, une valeur de 70 francs.

Sur quelles valeurs se prélèvent les valeurs payées par les contribuables ?

Sur les profits qu'ils tirent de leur industrie, de leurs capitaux et de leurs terres. C'est une portion de leurs revenus que les contribuables ne consomment pas, et qui est transportée au gouvernement, pour être consommée par lui dans l'intérêt du public. Ainsi, quand on parle des revenus d'une nation, si aux revenus gagnés par les particuliers on ajoutait le montant des impôts, on compterait cette dernière somme deux fois.

Avec quoi les particuliers payent-ils l'impôt quand leurs revenus ne suffisent pas à leurs dépenses et à cette charge ?

Avec une partie de leurs capitaux ; ce qui attaque une des sources de sa production. Ce malheur arrive surtout dans les pays où l'impôt est excessif ; et s'il n'entraîne pas le déclin total du pays, c'est parce que les accumulations faites par certains particuliers balancent ou surpassent la déperdition éprouvée par certains capitaux.

Comment est fixée la quote-part de chacun dans la contribution commune ?

Lorsqu'elle n'est pas fixée arbitrairement, on établit de certaines règles pour parvenir à faire contribuer chaque chef de famille proportionnellement à ses revenus.

Suffit-il, pour que l'impôt soit équitable, qu'il se trouve réparti dans une égale proportion sur chaque revenu ?

Non : un impôt qui s'élèverait au cinquième des revenus, et qui ferait payer 60 francs à un revenu de 300 francs, serait une charge infiniment plus lourde pour ce revenu que les 6,000 francs que le même impôt ferait payer à un revenu de 30,000 francs.

Comment connaît-on les revenus des particuliers pour les imposer ?

Si l'intérêt personnel ne portait pas les hommes à déguiser la vérité, il suffirait de demander à chacun ce qu'il gagne annuellement par son industrie, ses capitaux et ses terres ; on aurait la meilleure base de l'impôt : on lui demanderait une part quelconque de son revenu ; ce serait l'impôt le plus équitable, le moins lourd, et celui dont le recouvrement coûterait le moins.

A défaut de ce moyen, quels sont ceux que l'on

emploie pour faire contribuer les particuliers, autant qu'on le peut, en proportion de leurs revenus?

On juge des revenus des propriétaires fonciers d'après la valeur locative de leurs terres, c'est-à-dire d'après le prix qu'elles se louent ou qu'elles pourraient se louer : de là la contribution foncière. On juge du revenu de ceux dont les revenus se fondent sur l'intérêt de leurs capitaux ou les profits de leur industrie, d'après la nature de leur commerce, l'importance de leur loyer, le nombre des portes et fenêtres qui se trouvent à leur maison : de là les patentes, la contribution personnelle et mobilière, l'impôt des portes et fenêtres.

C'est ce qu'on appelle en France les contributions directes, parce qu'on les demande directement et nominativement à chaque particulier.

N'impose-t-on pas d'autres charges sur les revenus?

Oui ; l'on suppose que chacun fait des consommations proportionnées à ses revenus ; et l'on fait payer les producteurs de certaines marchandises, présumant que le prix de la marchandise augmentera d'autant, et que cette contribution retombera sur ses consommateurs.

Dans quelles occasions fait-on payer les producteurs de ces marchandises?

Tantôt c'est au moment de leur première extraction, comme on fait en France pour l'impôt sur le sel ;

au Mexique et au Pérou, pour l'impôt sur l'or et l'argent; tantôt c'est au moment où les marchandises viennent de l'étranger : d'où résultent les droits de douanes; ou bien de la campagne dans les villes : d'où résulte en France l'octroi; tantôt c'est au moment où la marchandise est vendue au consommateur, comme lorsqu'on fait payer les droits sur les boissons, sur les billets de spectacle, sur les voitures publiques, sur les funérailles.

C'est ce qu'on nomme en France les contributions indirectes, parce qu'elles ne sont pas directement demandées à ceux sur qui l'on suppose qu'elles retombent.

N'y a-t-il pas d'autres manières d'atteindre les revenus des consommateurs ?

Le gouvernement se réserve quelquefois l'exercice exclusif d'une certaine industrie, et à l'aide du monopole en fait payer les produits beaucoup au delà de ce qu'ils lui coûtent de frais de production, comme quand il s'attribue la fabrication exclusive et la vente du tabac, ou bien le transport des lettres par la poste. Dans ce dernier cas, l'impôt n'est pas égal à la totalité des ports de lettres, mais seulement à la partie de ce port qui excède ce qu'il coûterait si ce service était abandonné à une libre concurrence.

Ne saisit-on pas d'autres occasions encore de lever des contributions sur les facultés des contribuables?

Oui : on lève des droits sur certaines transactions

qui se répètent souvent dans une société industrieuse et riche. On fait payer un droit d'enregistrement sur les ventes, les baux, les successions, les contrats, les actes des procédures, un droit de timbre sur les effets de commerce, les quittances, etc.

Les gouvernements trouvent même des profits dans des loteries, des maisons de jeux, et d'autres lieux où il n'y a aucune valeur produite, et où, par conséquent l'impôt ne fait qu'aggraver les pertes qu'on y éprouve.

Qu'est-ce que les frais de recouvrement?

Les frais de recouvrement ou de perception se composent de ce que l'on accorde aux receveurs, aux administrations, aux régies, aux fermiers généraux, chargés de faire payer les contribuables. Ces frais sont une charge pour les nations, sans procurer aucun des avantages qui devraient être le dédommagement du sacrifice de l'impôt (55).

CHAPITRE XXIX.

Des effets économiques de l'impôt.

Que peut-on désirer de savoir relativement aux effets de l'impôt?

On peut désirer de savoir sur qui tombe réellement

son fardeau, et quel est son résultat par rapport à la prospérité nationale.

L'impôt ne pèse-t-il pas uniquement sur le contribuable qui l'acquitte?

Non : quand c'est le producteur d'un produit qui acquitte l'impôt, il cherche à s'en rembourser autant que possible en vendant ses produits plus cher. Quand c'est le consommateur, il diminue sa consommation; d'où résulte une diminution de demande et de prix, qui diminue les profits du producteur.

Faites-moi comprendre ces effets par des exemples.

Lorsqu'on met un droit sur l'entrée à Paris du bois de chauffage, le marchand de bois, pour faire payer ce droit par le consommateur, élève le prix de sa marchandise.

Le consommateur de bois paye-t-il, par ce moyen, la totalité du droit ?

Probablement non; car les consommateurs de bois, ou du moins une forte partie d'entre eux réduisent leur consommation à mesure que ce produit devient plus cher. En effet, sur quoi payons-nous notre combustible? Sur notre revenu, quelle qu'en soit la source. Chacun de nous consacre une portion de son revenu à chacune de ses consommations. Celui qui a 10,000 francs à dépenser tous les ans, consacre, par supposition, 300 francs à son combustible : il obtient

Digitized by Google

pour cette somme douze mesures de bois. Si l'impôt est d'un sixième de la valeur de la denrée, il n'en obtiendra plus pour la même somme que dix mesures.

Il réduira de même sa consommation de vin en raison de l'impôt sur le vin; son logement en raison de l'impôt sur les loyers; et il est impossible qu'il fasse autrement; car il n'a que 10,000 francs à dépenser, il est impossible qu'il en dépense 12,000.

Comment cet effet réagit-il sur le producteur?

La demande qu'on fait en général d'un produit venant à diminuer à la suite de son renchérissement, les profits des producteurs en sont affectés. Si le bois était à 28 francs la mesure, un droit de 4 francs le porterait à 32; mais il faudrait, pour cela, que la consommation restât la même, ce qui n'est pas possible. Dès lors les producteurs de bois seront forcés de renoncer à une partie de leurs profits, et de le céder, par exemple, à 30 francs; l'acheteur payera ainsi son combustible 2 francs de plus, quoique le producteur le vende 2 francs de moins, et le droit de 4 francs aura porté sur le revenu de l'un et de l'autre. Car c'est toujours, en définitive, les revenus des particuliers qui doivent payer l'impôt (86).

Quand on demande l'impôt au consommateur, comment le producteur en supporte-t-il sa part?

Par une suite des mêmes nécessités; si un consommateur achète du vin en Bourgogne, les droits qu'on

lui fera payer l'obligeront à réduire sa consommation de vin, et le marchand, pour vendre, sera obligé de réduire son prix. Ansi remarque-t-on que, plus les droits font renchérir les consommations, moins les producteurs gagnent.

Est-ce toujours d'après des proportions fixes que les producteurs et les consommateurs supportent leur part des impôts?

Non, c'est dans des proportions qui varient beaucoup, suivant les denrées et suivant les circonstances. Quelquefois l'acheteur d'une denrée fort nécessaire ne diminue pas sa consommation en vertu du renchérissement; mais comme il ne peut toujours dépenser qu'une somme bornée, il supprime, en tout ou en partie, une autre consommation, et c'est quelquefois le producteur du sucre qui supporte une partie d'un impôt mis sur la viande.

Qu'observez-vous à ce sujet?

Que le bois, le sucre, la viande, ce qu'on appelle communément la matière imposable, ne sont, en réalité, qu'un prétexte à l'occasion duquel on fait payer un impôt, et que tout impôt porte réellement, soit sur les revenus de tous genres des consommateurs qu'ils diminuent en rendant les produits plus chers, soit sur les revenus des producteurs, en rendant les profits moins considérables. Dans la plupart des cas, ce double effet a lieu tout à la fois (37).

L'impôt ne fait-il pas à une nation un tort indépendant de la valeur qu'il fait payer au contribuable?

Oui, surtout quand il est excessif. Il supprime en partie la production de certains produits. En France, avant la révolution, une partie des provinces payaient l'impôt sur le sel, d'autres provinces ne le payaient pas. La consommation de sel était, chaque année, dans les premières, de neuf livres de sel par tête, et dans les secondes de dix-huit livres. Ainsi, outre les 40 millions que payaient les provinces soumises à la gabelle, elles perdaient les profits attachés à la production, et les jouissances attachées à la consommation de neuf livres de sel par personne.

D'autres inconvénients ne suivent-ils pas le recouvrement des droits?

Oui, c'en est un très-grave que la nécessité de visiter aux frontières, et quelquefois à l'entrée des villes, les ballots du commerce et les effets des voyageurs. Il en résulte des pertes de temps et des détériorations de marchandises. Ce mal devient d'autant plus grave que les droits sont plus élevés : ce n'est qu'alors que les particuliers sont excités à la fraude, et que le fisc est obligé à des rigueurs.

L'impôt n'a-t-il pas le bon effet de favoriser la production, en obligeant les producteurs à un redoublement d'efforts?

Les producteurs ne sont jamais plus excités à pro-

duire que par la certitude de jouir sans réserve du fruit de leurs efforts; et l'impôt ne les en laisse pas jouir sans réserve. On peut donc conclure qu'il borne plutôt qu'il n'encourage les efforts de l'industrie (38).

Quels sont les autres effets de l'impôt?

Quand les droits sont excessifs, ils provoquent la fraude; or, la fraude est un tort réel que font les fraudeurs aux producteurs qui ne le sont pas ; elle oblige le gouvernement à prendre des moyens de répression qui sont odieux; à salarier des armées de commis et de gardes qui augmentent considérablement les frais de recouvrement.

Ne pourrait-on pas obtenir quelques bons effets des contributions, outre les besoins publics qu'elles sont destinées à satisfaire?

Oui, en les faisant porter sur les consommations mal entendues. C'est l'effet que produisent les impôts sur les objets de luxe et les habitudes contraires à la morale (39).

Le gouvernement ne rend-il pas au public, par ses dépenses, l'argent qu'il lève sur le public par les contributions?

Lorsque le gouvernement ou ses agents font des achats avec l'argent qui provient des contributions, ils ne font pas au public un don de cet argent; ils

obtiennent des marchands une valeur égale à celle qu'ils donnent. Ce n'est donc point une restitution qu'ils opèrent. Que penseriez-vous d'un propriétaire foncier qui, après avoir reçu de son fermier le loyer de sa terre, prétendrait lui avoir rendu son fermage, parce qu'il l'aurait employé tout entier à acheter le blé, le beurre, les laines du fermier? Ceux qui pensent que le gouvernement rend à la nation, par ses dépenses, ce qu'il lève sur la nation par les contributions, font un raisonnement qui n'est pas moins ridicule.

Cependant le gouvernement, par ses dépenses, rend à la circulation l'argent qu'il a levé.

L'argent qu'il reverse dans la circulation ne vaut pas plus que les objets qu'il achète, en supposant les achats faits selon les prix courants.

Il encourage du moins la production des objets qu'il achete.

Oui; mais s'il avait laissé cet argent aux contribuables, ceux-ci auraient employé ce même argent à des achats d'où serait résulté un encouragement précisément égal. Cet encouragement se serait même perpétuellement renouvelé si le contribuable avait employé l'argent à une dépense reproductive. Vous ne pouvez pas avoir oublié que la consommation reproductive favorise la production au même degré que la consommation stérile, et que n'étant autre chose qu'une

avance, l'encouragement qui en résulte se renouvelle chaque fois que la rentrée permet de répéter la même avance. Les sommes que l'économie dans les dépenses publiques laisse aux contribuables la possibilité de mettre de côté, deviennent, entre leurs mains, des portions de capital.

CHAPITRE XXX.

Des emprunts publics (a).

Dans quel but les gouvernements font-ils des emprunts?

Dans le but de subvenir à des dépenses extraordi-

(a) Un emprunt suppose l'obligation de rendre la chose empruntée, comme un prêt suppose le droit d'exiger la restitution de la chose prêtée. Or, un gouvernement qui vend des rentes destinées à être payées à perpétuité par les citoyens, ne s'engage pas à en restituer le prix. Ceux qui les achètent peuvent les revendre, mais ils n'acquièrent pas le droit d'exiger de lui le remboursement des sommes qu'ils lui ont payées. On a donc tort de donner le nom d'emprunt à une opération qui est une véritable aliénation. Dans cette opération, le gouvernement met en effet aux enchères une part plus ou moins grande du revenu des citoyens, et la livre à perpétuité à celui qui lui en donne le plus haut prix. Celui-ci la revend ensuite en détail. CH. C.

naires que les rentrées ordinaires ne suffisent pas pour acquitter.

Avec quoi payent-ils les intérêts des emprunts qu'ils font?

Ils les payent, soit en mettant un nouvel impôt, soit en économisant sur les dépenses ordinaires une somme annuelle suffisante pour payer cet intérêt.

Les emprunts publics sont donc un moyen de consommer des capitaux dont les intérêts sont payés par la nation?

Vous les caractérisez bien.

Quels sont les prêteurs?

Les particuliers qui ont des capitaux disponibles, lorsqu'ils supposent au gouvernement emprunteur la volonté et le pouvoir d'acquitter exactement les engagements qu'il contracte envers eux.

Puisque le gouvernement représente la société, et que la société se compose des particuliers, c'est donc, dans les emprunts publics, la société qui se prête à elle-même?

Oui ; c'est une partie des particuliers qui prête à la totalité des particuliers, c'est-à-dire à la société ou à son gouvernement.

Quel effet produisent les emprunts publics par rap-

port à la richesse générale? l'augmentent-ils? la diminuent-ils?

L'emprunt, en lui-même, ne l'augmente ni ne la diminue, c'est une valeur qui passe de la main des particuliers aux mains du gouvernement; c'est un simple déplacement. Mais, comme le principal de l'emprunt, ou, si l'on veut, le capital prêté, est ordinairement consommé à la suite de ce déplacement, les emprunts publics entraînent une consommation improductive, une destruction de capitaux.

Un capital ainsi prêté n'aurait-il pas été consommé de même, s'il fût resté entre les mains des particuliers?

Non; les particuliers qui ont prêté un capital avaient l'intention de le placer, et non de le consommer. S'ils ne l'eussent pas prêté au gouvernement, ils l'auraient prêté à des gens qui l'auraient fait valoir, ou bien ils l'auraient fait valoir eux-mêmes; dès lors ce capital aurait été consommé reproductivement au lieu de l'être improductivement. Si cette portion du capital national servait précédemment à des usages reproductifs, le capital national est diminué de tout le montant du prêt; si elle était le fruit d'une nouvelle épargne, le capital national n'a pas été accru par cette épargne.

Le revenu total de la nation est-il augmenté ou diminué par les emprunts publics?

Il est diminué, parce que tout capital qui se con-

somme entraîne la perte du revenu qu'il aurait procuré.

Cependant, ici, le particulier qui prête ne perd point de revenu, puisque le gouvernement lui paye l'intérêt de ses fonds : or, si le particulier ne perd aucun revenu, qui peut faire cette perte?

Ceux qui font cette perte sont les contribuables qui fournissent l'augmentation d'impôt dont on paye les intérêts, ce qui occasionne pour eux une diminution de revenu.

Il me semble que le rentier touchant d'un côté un revenu que le contribuable fournit d'un autre côté, il n'y a aucune portion de revenu perdue, et que l'État a profité du principal de l'emprunt qu'il a consommé.

Vous êtes dans l'erreur : il y a dans la société un revenu perdu, celui du capital prêté au gouvernement. Si j'avais fait valoir, ou qu'un entrepreneur d'industrie eût fait valoir pour moi un capital de 10,000 fr., j'en aurais retiré un intérêt de 500 francs qui n'aurait rien coûté à personne, puisqu'il serait provenu d'une production de valeur. On ouvre un emprunt et je prête cette somme au gouvernement. Elle ne sert pas, dès lors, à une production de valeur; elle ne fournit plus de revenu; et, si le gouvernement me paye 500 francs d'intérêt, c'est en forçant des producteurs, agriculteurs, manufacturiers ou négociants, à sacrifier une

partie de leurs revenus pour me satisfaire. Au lieu de deux revenus dont la société aurait profité (celui de 500 francs produit par mon capital placé productivement, et celui de 500 francs produit par l'industrie du contribuable), il ne reste plus que celui du contribuable que le gouvernement me transfère après avoir consommé à jamais mon capital (*a*).

Sous quelle forme un gouvernement reçoit-il en général les capitaux qu'on lui prête?

Il met en vente 3 fr., ou 4 fr., ou 5 fr. de rente annuelle, et il vend cette rente au cours que les rentes qu'il a précédemment vendues ont actuellement sur le marché (*b*). Dans cette vente qu'il fait, il reçoit un capital d'autant plus considérable, que le prix courant des rentes est plus élevé : lorsque le prix d'une rente de 5 francs est à 100 fr., il reçoit 100 francs de principal pour chaque fois 5 francs de rente qu'il promet de payer ; lorsque le prix d'une rente de 5 francs est à 80 francs, il reçoit seulement 80 francs de principal pour une rente de 5 francs.

(*a*) Voyez, dans mon *Traité d'économie politique*, quatrième édition, liv. III, chap. IX, un tableau synoptique de la marche de ces valeurs.

(*b*) Un gouvernement qui vend des rentes pour s'en approprier le prix, vend en réalité les revenus des particuliers. Il aliène non-seulement les richesses et les facultés industrielles des générations présentes, mais encore celles des générations à venir. Une nation peut être ainsi mise à l'encan et vendue, par les gens qui la gouvernent, aux capitalistes de tous les pays qui se présentent pour enchérir. CH. C.

Conséquemment, il emprunte à des conditions d'autant meilleures que le prix de la rente est plus haut; que les capitaux disponibles sont plus abondants, et que la confiance dans la solidité des promesses du gouvernement est mieux établie (60).

Quelles sont les principales formes sous lesquelles un gouvernement paye l'intérêt de ses emprunts?

Tantôt il paye un intérêt perpétuel du capital prêté, qu'il ne s'oblige pas à rembourser. Les prêteurs n'ont, dans ce cas, d'autre moyen de recouvrer leur capital que de vendre leurs créances à d'autres particuliers, dont l'intention est de se substituer à eux.

Tantôt il emprunte à fonds perdu, et paye au prêteur un intérêt viager.

Tantôt il emprunte à charge de rembourser, et il stipule, soit un remboursement pur et simple, par parties, en un certain nombre d'années, soit un remboursement par la voie du sort, et auquel sont quelquefois attachés des lots.

Tantôt il fait des anticipations, c'est-à-dire négocie, vend des délégations qu'il donne sur les receveurs des contributions. La perte qu'il fait de l'escompte représente l'intérêt de la somme avancée.

Tantôt il vend des offices publics, et paye un intérêt de la finance fournie. Le titulaire ne rentre dans son principal qu'en vendant la charge. Souvent le prix des charges est déguisé sous le nom de cautionnement.

Toutes ces manières d'emprunter ont pour objet de

Digitized by Google

retirer des emplois productifs des capitaux qui sont immédiatement consommés pour un service public.

Les gouvernements n'ont-ils pas des moyens de rembourser leurs emprunts, même ceux dont ils ont promis de payer perpétuellement l'intérêt ?

Oui, par le moyen de caisses d'amortissement.

Qu'est-ce qu'une caisse d'amortissement ?

Lorsqu'on met sur les peuples un impôt pour payer les intérêts d'un emprunt, on le met un peu plus fort qu'il n'est nécessaire pour acquitter ces intérêts ; cet excédant est confié à une caisse spéciale qu'on nomme *caisse d'amortissement*, et qui l'emploie à racheter chaque année, au cours de la place, une partie des rentes payées par l'État. Les arrérages des rentes achetées par la caisse d'amortissement sont dès lors versés dans cette caisse, qui les emploie, de même que la portion d'impôt qui lui est attribuée dans ce but, au rachat d'une nouvelle quantité de rentes.

Cette manière d'éteindre la dette publique, par son action progressivement croissante, parviendrait à éteindre assez rapidement les dettes publiques, si les fonds des caisses d'amortissement n'étaient jamais détournés pour d'autres emplois, et si la dette n'était pas alimentée par des emprunts sans cesse renaissants, qui, dans bien des cas, mettent annuellement sur la place plus de rentes que la caisse d'amortissement n'en rachète.

Qu'en concluez-vous ?

Qu'une caisse d'amortissement est plutôt un moyen de soutenir le crédit du gouvernement qu'une voie pour parvenir au remboursement de la dette publique; et que le crédit du gouvernement est pour lui une tentation de consommer des capitaux aux dépens des contribuables qui demeurent chargés d'en payer les intérêts.

Quelle est la situation la plus favorable où puisse être une nation, relativement au crédit public ?

C'est lorsqu'elle est toujours en état d'emprunter, et qu'elle n'emprunte jamais.

L'économie des nations est donc la même que celle des particuliers ?

Sans aucun doute. De même que ce serait folie de croire qu'il y a deux arithmétiques différentes, une pour les individus, l'autre pour les nations, c'est une déraison que de s'imaginer qu'il peut y avoir deux économies politiques.

FIN DU CATÉCHISME.

Digitized by Google

NOTES.

Ces notes ne sont pas destinées aux commençants. Elles pourront servir à prouver aux personnes plus avancées que les notions élémentaires contenues dans ce catéchisme sont fondées sur des principes rigoureux. Peut-être réussiront-elles en même temps à jeter du jour sur quelques questions épineuses jusqu'ici imparfaitement éclaircies.

Note (1), page 18.

Dans un ouvrage élémentaire, où l'on est obligé d'emprunter le langage commun, surtout en commençant, j'ai dû renoncer à des expressions plus exactes, mais qui supposent dans le lecteur et plus d'instruction et plus de capacité pour réfléchir.

Tous les biens capables de satisfaire les besoins des hommes, ou de gratifier leurs désirs, sont de deux sortes : ce sont ou des *richesses naturelles* que la nature nous donne gratuitement comme l'air que nous respirons, la lumière du soleil, la santé; ou des *richesses sociales* que nous acquérons par des services productifs, par des travaux.

Les premières ne peuvent pas entrer dans la sphère de l'économie politique, par la raison qu'elles ne peuvent être ni produites ni distribuées, ni consommées.

Elles ne sont pas *produites*, car nous ne pouvons pas augmenter, par exemple, la masse d'air respirable qui enveloppe le globe; et quand nous pourrions fabriquer de l'air respirable, ce serait en pure perte, puisque la nature nous l'offre tout fait.

Elles ne sont pas *distribuées*, car elles ne sont refusées à personne, et là où elles manquent (comme les rayons solaires à minuit) elles sont refusées à tout le monde.

Enfin, elles ne sont pas *consommables*, l'usage qu'on en fait ne pouvant en diminuer la quantité.

Les *richesses sociales*, au contraire, sont tout entières le fruit de la *production*, comme on le voit dans la suite de l'ouvrage; elles n'appartiennent qu'à ceux entre lesquels elles se *distribuent* par des procédés très-compliqués et dans des proportions très-diverses; enfin elles s'anéantissent par la *consommation*. Tels sont les faits que l'économie politique a pour objet de décrire et d'expliquer.

Note (2), page 19.

L'idée de la valeur ne peut être séparée de l'idée d'une mesure des richesses; car ce qui fait grande la richesse du possesseur d'un objet, rend petite la richesse de ceux qui ont besoin de l'acquérir. Ainsi, quand le blé renchérit, la richesse de ceux qui en ont devient plus grande, mais la richesse de ceux qui sont obligés de s'en pourvoir diminue.

On ne peut donc pas dire : *Tel objet est une grande*

ou une petite richesse, selon qu'il a beaucoup ou peu de valeur; mais *la richesse de telle personne ou de telle communauté est grande, quand les objets qu'elles possèdent ont beaucoup de valeur; elle est petite dans le cas contraire.*

C'est ce qui fait que les variations dans la valeur réciproque des produits ne changent rien aux richesses d'une nation. Ce qui est gagné d'un côté est perdu de l'autre.

C'est ce qui fait en même temps que toute une nation est plus riche quand les frais de production baissent pour quelque produit que ce soit; dans ce cas, la nation qui est l'acheteur de ce produit, le paye moins cher, sans que le vendeur y perde : car le vendeur, de son côté, acquiert à meilleur compte un objet qu'il produit avec moins de frais.

Note (3), page 19.

On sent que l'échange, ou tout ou moins la possibilité de l'échange, est nécessaire pour déterminer la valeur d'une chose qui sans cela serait arbitraire. Je peux estimer dix mille francs un jardin que j'affectionne; mais cette estimation est arbitraire si personne ne consent à m'en donner ce prix; quand sa valeur échangeable n'est que de cinq mille francs, je ne suis, en réalité, riche que de cinq mille francs, à raison de ce jardin : c'est-à-dire que je peux, en le cédant, me rendre maître de toutes les jouissances que l'on peut avoir pour cinq mille francs.

Note (4), page 22.

C'est l'utilité d'une chose et non les frais de production qui en fait la valeur; car un poêle coûterait, en Italie, des frais de production, et cependant n'y aurait point de valeur; mais il faut qu'en chaque lieu l'utilité soit assez grande pour déterminer les hommes à payer les frais de production que coûtera la chose. En Suède, un poêle est assez utile pour valoir ses frais de production; mais il ne les vaut pas en Italie. En France, les chemises qu'on y vend valent leurs frais de production; elles ne les y valaient pas autrefois : on n'en demandait pas, parce qu'on n'en éprouvait pas le besoin.

Comme les choses ne sont pas produites quand elles ne valent pas leurs frais de production, et que d'un autre côté, elles sont produites du moment que les consommateurs consentent à payer ces frais-là, plusieurs auteurs ont écrit que c'étaient les frais qui étaient la cause de la valeur.

Note (5), page 23.

Une personne qui fabrique ainsi des choses à son usage, se procure et consomme des richesses dont la valeur n'a pas été contradictoirement débattue et arrêtée entre un vendeur et un acheteur. On peut alors évaluer la portion de richesse consommée d'après le prix qu'on aurait obtenu du produit, si l'on avait jugé à propos de le vendre. C'est véritablement cette

valeur qui, dans cette circonstance, a été consommée. Les auteurs qui se sont appuyés de cette hypothèse pour prouver qu'il y a des richesses produites et consommées, autres que celles qui ont une valeur constatée par un échange, n'ont fait qu'une vaine chicane ; ils ont cherché à embrouiller ce qui était éclairci. C'est pour une semblable raison qu'il y a beaucoup de livres d'économie politique plus nuisibles qu'utiles au progrès de la science. Un commençant fait bien de ne pas les lire, parce qu'ils jettent des obscurités dans son esprit ; et celui qui a des notions arrêtées fait de même bien de ne pas les lire, pour ne pas perdre son temps.

L'exemple rapporté dans le texte fait voir que les richesses sociales ne sont point un don gratuit fait à l'homme, qu'elles ont nécessairement une valeur, et qu'il faut toujours les payer, soit par un travail qui a un prix, soit par un autre produit qui a un prix également.

On doit en excepter toutefois les produits du fonds de terre qui, comme on le verra ailleurs, sont une valeur que le propriétaire ou ses prédécesseurs possèdent à titre gratuit, et qu'ils ne cèdent pas de même. Les motifs en sont donnés à l'endroit où il en est question.

Note (6), page 23.

Un verre d'eau douce peut avoir un très-grand prix dans une traversée de mer, lorsque la provision d'eau

est épuisée, et quoiqu'il n'ait rien coûté à celui qui se trouve en avoir en sa possession. Cette circonstance extraordinaire, qui augmente beaucoup la valeur d'une chose, sans qu'on y ait ajouté une nouvelle utilité, est l'effet d'une espèce de monopole; ce n'est point un accroissement, mais un déplacement de richesse. Elle fait passer le prix du verre d'eau de la poche du passager qui le désire ardemment, dans celle du passager qui consent à s'en passer. Il n'y a pas eu création d'une nouvelle richesse.

Note (7), page 24.

L'utilité, en économie politique, doit être comprise dans le sens le plus étendu. Une chose peut être utile, parce que les hommes veulent la consommer pour leur satisfaction personnelle; telle autre, parce qu'ils veulent s'en servir dans une consommation reproductive; ce dernier cas est celui où se trouvent toutes les matières premières des arts. A vrai dire, dans tous les cas les hommes ne recherchent les choses et n'y mettent le prix que parce qu'elles peuvent servir à leur satisfaction. Or, c'est une sorte de satisfaction que d'employer des matières premières pour se faire des revenus ou accroître ses capitaux.

Un champ possède une valeur, quoiqu'il ne satisfasse immédiatement aucun besoin, mais il produit du blé qui est propre à la nourriture de l'homme; il a une utilité indirecte. La demande qui a lieu pour le blé établit la demande, et par conséquent la valeur de la chose qui peut contribuer à procurer cette denrée.

Note (5), page 28.

Avant qu'une analyse rigoureuse des opérations productives eût été faite, les auteurs qui ont écrit sur le commerce ont dit et répété, les uns après les autres, que le commerce consiste essentiellement dans l'échange que l'on fait du superflu de ces marchandises contre le superflu des autres; et que le commerce est profitable en ce que des deux parts on gagne à ce marché. Ce n'est point là le fondement de la production commerciale.

Il n'y a une nouvelle valeur produite que là où il y a une utilité produite, et que cette utilité est le fruit d'un service, d'un travail quelconque. Or, quelle est l'utilité donnée par le commerce à la marchandise qu'il me vend? c'est évidemment de l'avoir mise sous sa main. La localité d'un objet, si je peux m'exprimer ainsi, est une partie de ses propriétés : on le modifie en le changeant de place, et on le modifie surtout sous le rapport de son utilité; car un objet auquel on ne saurait atteindre ne peut servir.

Cette modification est antérieure au moment de l'échange, car l'échange ne modifie rien. Deux produits, une balle de café d'un côté, une somme d'argent de l'autre, arrivés en présence, sont, après l'échange conclu, au même état qu'auparavant : ils sont au même lieu et valent toujours leur prix courant du moment. Mais, pour que la balle de café vînt là, il a fallu qu'il y eût des services rendus par des commissionnai-

res, des armateurs, des matelots, des commis, par le négociant lui-même qui a conçu l'opération; les capitaux eux-mêmes, employés dans cette affaire, ont rendu des services; voilà une partie des éléments du prix de la marchandise, éléments véritablement productifs, car il fallait que tous ces services fussent rendus pour que le résultat fût obtenu. Le fait de la vente et de l'achat a constaté l'existence de cette valeur, mais ne l'a pas donnée.

C'est cette analyse qui a tiré la théorie de la production commerciale, de la région des systèmes et des idées vagues, et ceux qui se prévalent de ce que les vrais principes de l'économie politique sont encore trop peu répandus pour reproduire les suppositions gratuites de Condillac à ce sujet, se donnent beaucoup de peine pour remettre dans l'obscurité ce qu'on en a tiré. Ils feraient rétrograder les connaissances humaines, si cela était possible.

Dans ce qui précède, je mets hors de la question le cas où l'un des deux contractants est dupé par l'autre, et vend, par exemple, dans un lieu donné, du café à dix pour cent au-dessus du cours. Cela ne change rien à la valeur du café. Le profit frauduleux que fait le vendeur en vertu de ce marché, est une perte pour l'acheteur qui a payé à tort, tout autant que l'autre a gagné à tort. Ce n'est point là une valeur produite : c'est une valeur qui a passé d'une poche dans une autre, comme les pertes et les gains du jeu, comme les profits des voleurs.

Note (9), page 32.

Il est de l'essence de l'industrie de se perfectionner continuellement par les progrès des sciences, c'est-à-dire de faire chaque jour aux besoins des hommes de nouvelles applications des découvertes qui se font dans les sciences, soit que ces découvertes consistent en des pays nouveaux, en des matières nouvelles, ou bien en des lois nouvellement trouvées en physique, en chimie, ou dans l'organisation animale, ou dans les mathématiques. Ce sont des pays auparavant inconnus qui nous ont procuré une foule d'aliments et de teintures dont nous faisons maintenant un grand usage, notamment la pomme de terre, qui, apportée du Chili, est destinée à doubler la population de l'Europe. La connaissance des propriétés du fer et des manières de le traiter, a eu et doit avoir d'immenses influences sur tous les arts; et les recherches faites sur nos organes intérieurs ont perfectionné l'art de guérir. Les applications des mathématiques ont été moins utiles; cependant leurs progrès n'ont pas été sans effets sur les arts mécaniques et la navigation; et la géométrie descriptive a permis de représenter avec plus d'exactitudes les formes exécutées ou à exécuter. Il est bon de remarquer que les progrès que les arts doivent aux sciences sont de deux genres : ils leur doivent de nouveaux arts, ou seulement des procédés plus expéditifs et plus économiques. Or, les richesses humaines s'augmentent également, soit lorsqu'on parvient à acquérir

de nouvelles jouissances, soit lorsqu'on parvient à se procurer avec moins de frais les jouissances déjà connues.

Note (10), page 52.

Il y a bien des découvertes scientifiques qui n'ont point d'application immédiate dans les opérations industrielles. Il ne faut cependant pas les regarder comme nulles, par rapport à ces opérations :

1° Parce qu'une découverte à laquelle on n'a point trouvé encore d'utilité, comme l'électricité galvanique, peut en présenter plus tard.

2° Parce qu'une connaissance qui n'a point encore d'applications, sert à compléter des notions applicables, a donner des idées plus justes sur certains points qu'il est utile de connaître. Des recherches faites sur la chaleur et sur les gaz ont conduit à des résultats fort importants pour la théorie et la pratique des machines à vapeur, appelées improprement par le vulgaire pompes à feu.

Note (11), page 53.

Les profits de l'entrepreneur lui-même font partie des frais de production, puisque son temps et son travail ont un prix, et font partie des avances qu'il est obligé de faire, et qui, par conséquent, doivent être remboursées par la valeur des produits qui seront le fruit de cet ensemble de travaux.

Note (12), page 37.

On voit que c'est la manière dont on emploie, dont on use une valeur, et non la nature de sa substance, qui en fait un capital. Si l'on consomme une valeur de manière à ne reproduire aucune autre valeur, cette valeur, cessant de se perpétuer, n'est plus un capital; elle n'existe plus. Mais lorsqu'on la consomme de manière à la reproduire sous une autre forme, pour la consommer de nouveau et la reproduire encore, cette valeur, quoique servant continuellement, se perpétue et forme un fonds permanent qui est ce qu'on appelle un capital.

De l'huile brûlée pour éclairer un bal est une dépense perdue; de l'huile brûlée pour éclairer des ateliers est une valeur qui se reproduit à mesure qu'elle se détruit, et qui passe dans les produits que l'on fabrique dans ses ateliers.

Ce n'est donc point telle matière, ou telle autre, dont se composent les capitaux d'un pays: ils se composent de toutes les matières employées dans un usage reproductif, et non dans les autres. De la monnaie d'argent amassée pour faire des avances à la production, fait partie d'un capital; de la monnaie reçue comme un profit, et dépensée pour l'usage de la famille, ne fait point partie d'un capital.

Note (13), page 39.

Il y a eu de grandes confusions d'idées relative-

ment à la consommation du capital circulant. On a cru que le salaire de l'ouvrier était consommé *reproductivement* par l'entrepreneur qui en fait l'avance, et *improductivement* par l'ouvrier et sa famille, qui emploient leurs profits à la satisfaction de leurs besoins. Mais une même valeur consommée deux fois est une absurdité.

Si l'on veut se représenter sous une image sensible ce mécanisme assez compliqué, il faut supposer que l'ouvrier, au lieu de vendre sa journée de travail à un entrepreneur, vient lui vendre une corbeille, fruit de son travail d'un jour. L'entrepreneur, après avoir employé une partie de son capital à l'achat de cette corbeille, la consomme dans son exploitation. L'ouvrier en emporte le prix dans son ménage, et l'y consomme de son côté. On voit qu'il y a là dedans échange de deux objets, et consommation des deux objets, après l'échange effectué. L'une de ces consommations a été opérée reproductivement chez l'entrepreneur, et cette consommation a contribué à la création d'un nouveau produit dont la valeur réintègre son capital. L'autre a été opérée improductivement chez l'ouvrier, où elle a servi à satisfaire aux besoins de sa famille (*a*).

(*a*) La consommation du *travail* de l'ouvrier par l'entrepreneur est reproductive, parce qu'elle a pour résultat la création d'une valeur égale ou supérieure; mais la consommation faite par l'ouvrier du *prix de son travail*, l'est aussi quand elle a pour résultat un travail dont il obtient un prix égal ou supérieur à celui qu'il a reçu et consommé. En général, un ouvrier ne peut consommer pour son propre compte que les valeurs qu'il reçoit en échange du travail qu'il donne, et si les con-

Digitized by Google

Maintenant, qu'on substitue à une corbeille vendue, une journée d'ouvrier vendue à un entrepreneur; le résultat est le même. Dans les deux cas, l'entrepreneur consomme la journée de travail de l'ouvrier.

En général, dans toute entreprise industrielle, le capital tout entier est employé à acheter des *services productifs* rendus par des hommes ou par des choses. Voilà les avances. Ces services productifs sont consommés reproductivement dans l'entreprise; et les produits qui résultent de cette dernière consommation rétablissent le capital.

Je mets au rang des services que le capital achète, les travaux personnels de l'entrepreneur, aussi bien que le service que rend le capital lui-même, service qui se paie sous le nom d'intérêts.

D'un autre côté, les valeurs données par l'entrepreneur, en paiement des services productifs achetés par lui, sont consommées improductivement par les personnes qui ont fourni ces services et pour la satisfaction de leurs besoins. Il y a là-dedans une double consommation : une qui a servi à produire de quoi rétablir le capital avancé, et l'autre qui a servi à faire subsister la société.

sommations qu'il fait pour la conservation de son existence, pour l'entretien ou la réparation de ses forces, étaient considérées comme improductives, il faudrait ranger les hommes les plus laborieux dans la classe des consommateurs improductifs, ce qui serait absurde. CH. C.

Note (14), page 46.

A l'aide des fonds de terre, des mines, l'industrie met à la portée des consommateurs des produits qui valent plus que les travaux industriels et l'intérêt des capitaux qui ont concouru à les produire. C'est cet excédant qui forme le profit du propriétaire. Voyez ci-après, à la note (41), page 231, les controverses auxquelles cet excédant a donné lieu en Angleterre.

Note (15), page 47.

A parler rigoureusement, les poids et les ressorts n'ont pas une force qui leur soit propre; ils ont seulement une propriété qui permet de répandre sur les rouages, par petites portions, l'action, fournie tout à la fois, de celui qui a monté les horloges. C'est là la propriété dont il est question ici, et qui fait partie des dons gratuits faits à l'homme par le créateur.

Note (16), page 48.

C'est ce qui est arrivé dans les environs de Rome moderne, où il y avait autrefois de grandes améliorations et beaucoup de constructions qui ont complétement disparu par l'effet des substitutions et d'un mauvais gouvernement. Ces terres, aujourd'hui, se louent comme pâturages, et ne rapportent à leurs propriétaires que le produit du sol, sans rien qui représente l'intérêt d'aucun capital.

Note (17), page 51.

Il convient de remarquer que, dans l'œuvre de la production, il n'y a de réellement consommé, que des *services productifs*, soit de l'industrie, soit des terres, soit des capitaux ; et qu'il n'y a de consommé aucune partie des fonds d'où ces services émanent. Cela est évident des fonds qui fournissent les services de l'industrie et du fonds de terre : un ouvrier vaut, après avoir vendu sa journée, ce qu'il valait auparavant (*a*). De même, un fonds de terre, en lui-même et abstraction faite du capital qui s'y trouve placé en bonifications, vaut autant à la fin d'une location qu'au commencement. Cela n'est pas aussi clair d'un capital et demande une explication. Un capital se compose de valeurs consommables et qui même se consomment nécessairement dans le cours de la production ; pourquoi, dès lors, ne parler que de la consommation des *services* du capital, et non de celle du capital lui-même, puisqu'il est également consommé ?

Cette difficulté a embarrassé beaucoup d'économistes, et rend interminables les discussions théoriques sur ces matières. On ne peut la résoudre que par l'analyse rigoureuse qui résulte de la doctrine des services productifs.

(*a*) Je parle de l'ouvrier sous le rapport du service qu'en peut tirer un entrepreneur, et son talent compris. Il n'est pas besoin d'avertir que la valeur personnelle d'un homme est la propriété de cet homme, excepté toutefois dans le cas absurde de l'esclavage, où un homme ne s'appartient pas.

Un capital consiste essentiellement, non dans la nature physique des matières dont il se compose, mais dans leur valeur. Chaque produit consacré à la production a beau être consommé sous le rapport des qualités qui lui sont propres, l'action productive, faisant passer sa valeur dans le nouveau produit qui en résulte, cette valeur, qui constitue essentiellement le capital, se perpétue, et le capital avec elle. Virtuellement, le capital n'est donc pas consommé ; mais son service l'est nécessairement. Représentons-nous un capital sous une image sensible, sous celle d'une machine à vapeur de 30 mille francs : soit qu'on la fasse aller, soit qu'on la laisse en repos, il faut perdre le service de ces 30 mille francs, qu'on peut évaluer d'après l'intérêt qu'ils coûtent. Si l'on fait travailler la machine, une portion des produits remboursera ce service ; mais la machine elle-même, en la supposant entretenue, n'est point consommée, puisqu'elle conserve sa valeur. *V.* ci-après la note (44), page 235.

Si les hommes, les terres et les capitaux sortent entiers de l'œuvre productive, on peut donc dire qu'elle ne consomme pas les fonds, mais seulement les services qui en émanent.

Note (18), page 55.

Le traducteur anglais de mon *Traité d'économie politique*, où ces mêmes principes sont exposés avec des preuves et des exemples que n'admet point cet ouvrage-ci, m'a reproché de n'avoir pas fait entrer les

services productifs (*difficulties of attainment*) comme éléments dans la valeur des produits, tandis qu'un des fondements de mon ouvrage est ce principe que la production est un grand échange où un entrepreneur d'industrie donne *des services productifs* (ou leur prix, quand il est obligé de les acheter) pour obtenir en retour *des produits*. D'où il suit que l'entrepreneur ne peut pas, sans y perdre, vendre ses produits à un prix inférieur à ce que les services productifs lui ont coûté. Mais quel motif détermine le consommateur à mettre au produit un prix tel que les services productifs soient remboursés? L'utilité, et l'utilité seule; car il est bien évident que si un ouvrier se donne beaucoup de peine pour faire une chose qui n'est bonne à rien, personne ne voudra payer un prix quelconque pour cette chose.

Quiconque livre ses ouvrages à l'impression doit s'attendre aux jugements hasardés qu'on en voudra porter, et s'en inquiéter peu, s'il a raison.

Note (19), page 61.

Un célèbre économiste anglais, David Ricardo, m'a fait observer, à ce sujet, que l'évaluation de l'année présente, quoique plus élevée que celle de l'année dernière, n'est point une preuve que le capital ait été accru, car la monnaie qui a servi à faire les deux évaluations, peut avoir elle-même éprouvé un déclin dans sa valeur. L'observation est juste, et la proposition contenue dans le texte n'est vraie que dans l'hypothèse

que la monnaie, ou la marchandise quelconque qui sert aux deux évaluations, n'a point varié dans l'intervalle. On risque peu de se tromper à cet égard, lorsqu'on répète les inventaires tous les ans, et qu'on fait les évaluations en monnaie d'argent, parce que les variations de valeur que peut subir cette marchandise, sont nécessairement fort lentes, par des raisons que j'ai exposées ailleurs.

Note (20), page 65.

On sent que la multitude des conséquences et des applications que l'on peut faire des principes de l'économie politique ne peuvent être remarquées ni même indiquées dans un ouvrage du genre de celui-ci, dont le but est seulement de répandre quelques notions justes relativement aux principes fondamentaux de cette science.

De ce que les services rendus par les administrateurs, les juges, les militaires de tous les grades sont des produits immatériels quand ces services sont réclamés par les besoins de la société, il ne s'ensuit pas qu'ils soient des produits quand ils ne servent de rien à la société. Un pays qui salarie un état-major trop nombreux ou trop bien galonné, consomme des frais de production qui n'ajoutent rien à l'utilité du produit. Il ressemble à une nation qui, pour se chauffer, consommerait dans ses cheminées des bûches faites au tour.

Ce serait bien pis si, au lieu de faire payer à la nation un service inutile, on lui faisait payer un tort

véritable qu'on lui ferait regarder comme un service qu'on lui rend.

Note (21), page 73.

Il convient de donner beaucoup d'attention à ce principe, que rien n'augmente les richesses que ce qui ajoute à la valeur des choses, en ajoutant à leur utilité. Quand le gouvernement, après s'être réservé la vente du tabac, vous vend trois francs une livre de cette marchandise, qui ne lui revient qu'à un franc, il ne triple pas la richesse que le pays possède en tabacs. Il crée une richesse égale à vingt sous : c'est le prix de l'utilité donnée à ce produit par les producteurs; et en même temps il faut payer à chacun de ceux qui veulent consommer une livre de tabac, un droit de quarante sous, pour lequel il ne donne rien. Ces quarante sous sont une contribution, un impôt qui passe de la poche du contribuable dans les mains du receveur : ils sont une richesse précédemment créée, non par les producteurs de tabacs, mais par le contribuable, et que celui-ci sacrifie gratuitement aux besoins de l'État.

De même, lorsqu'une gelée tardive endommage la vigne, et fait monter à cent cinquante francs les tonneaux de vin déjà existants, et dont les frais de production et le prix ne s'élevaient qu'à cent fr., il ne faut pas croire que la richesse du pays soit augmentée. Les cinquante francs que gagnent, dans ce cas, par tonneau, les propriétaires de vins anciens, sont perdus

par les consommateurs de cette denrée. L'effet est le même que si les propriétaires avaient vendu leurs tonneaux cent francs chacun, et s'étaient fait payer, en outre, cinquante francs par les acquéreurs, comme une espèce d'indemnité des pertes qu'ils ont à supporter dans les mauvaises années.

Il n'y a de richesse produite que la valeur des services productifs qui ont servi à créer un produit; car la valeur d'un produit qui excéderait celle des services productifs, serait une richesse naturelle pour laquelle on n'aurait rien donné; la faire payer, dans ce cas, serait recevoir un tribut gratuit. Tel est le nom mérité de tout excès de valeur fondé sur un besoin extraordinaire, sur un monopole, sur l'ignorance où l'acheteur est du prix courant, etc.

Si, par impossible, le gardien d'un prisonnier renfermé dans un cachot lui vendait à prix d'argent la lumière du soleil, certes, le prisonnier achèterait une chose pour lui d'un grand prix; mais la valeur de cette précieuse lumière ne serait pas une richesse de plus dans le monde. Ce serait un bien naturel et gratuit, étranger aux richesses sociales, que le geôlier vendrait contre une portion quelconque de richesses sociales, de richesses produites, dont il dépouillerait le prisonnier.

M. David Ricardo, en Angleterre (*a*), me reproche de ne pas tenir compte de ce qu'il appelle, d'après Adam Smith, *value in use* (*valeur d'utilité*, ou plutôt

(*a*) *On the principles of political Economy*, 2e édition, page 336.

utilité sans valeur, car *valeur d'utilité* (*a*) est, à mon gré, un contre-sens, et voilà pourquoi j'ai rejeté cette expression de Smith). Certes, ce n'est pas sans dessein ; je pense que de l'utilité sans valeur n'entre pas dans les considérations relatives aux richesses sociales, ni par conséquent dans la sphère de l'économie politique.

M. David Ricardo développe ainsi son idée sur la *valeur d'utilité :* « Quand je donne deux mille fois « plus de drap pour une livre d'or que pour une livre « de fer, cela prouve-t-il que je trouve deux mille fois « plus d'utilité dans l'or que dans le fer (*b*) ? »

Non ; mais en supposant, pour un moment, qu'une livre d'or et une livre de fer rendent à l'homme autant de service l'une que l'autre, malgré l'inégalité de leur valeur vénale, et que cette utilité soit, pour chacune de ces choses, représentée par le nombre 2000, je dis qu'il y a dans une livre de fer :

	1999	degrés d'utilité naturelle, faisant partie des richesses que la nature ne nous fait pas payer, comme la lumière du soleil.
Plus	1	degré d'utilité créé par l'industrie, les capitaux et les fonds de terre, que l'entrepreneur nous fait payer, parce qu'il le paye lui-même en frais de production ; c'est ce degré d'utilité qui est la seule valeur qui fasse partie des richesses sociales, unique objet de l'économie politique.
	2000	degrés d'utilité en tout.

(*a*) Smith, avec son bon sens ordinaire, après avoir seulement nommé cette *valeur d'utilité*, ne la fait jamais entrer dans ses considérations d'économie politique.

(*b*) *On the principles of political Economy*, pag. 332.

Tandis que, dans une livre d'or, il y a

2000 degrés d'utilité, créés par l'industrie, les capitaux et les fonds de terre, faisant partie des richesses sociales, et, par conséquent, entrant dans la sphère de l'économie politique.

Et dans la société, la livre d'or vaut deux mille fois autant que la livre de fer, parce qu'il faut deux mille fois autant de frais de production pour créer l'or que le fer, et que l'utilité qu'on lui trouve suffit pour faire consentir un certain nombre de personnes à payer ce prix-là.

Note (22), page 105.

Le prix en monnaie des deux produits n'est que l'expression, en un seul mot, des quantités de chacun d'eux mutuellement offertes et acceptées en échange l'une de l'autre. Je m'explique :

Chaque producteur se présente avec son produit sur le marché de chaque lieu (*a*), pour échanger ce produit contre un autre (car on sait fort bien que les ventes et les achats ne sont que des échanges, et que, dans la réalité, on échange les produits que l'on vend contre ceux que l'on achète). Si j'offre quatre hecto-

(*a*) Dans l'acception usuelle, le mot *marché* signifie le lieu où l'on se rassemble pour vendre et acheter. En économie politique, il faut étendre cette signification à tout le canton, et même à tout le pays où l'on trouve à vendre une marchandise. La France est un marché pour le coton d'Amérique; les États-Unis sont un marché pour les soieries de Lyon.

litres de blé à 15 francs l'hectolitre (les quatre valant, par conséquent, 60 francs), et si j'obtiens en échange deux aunes de drap à 30 fr. (valant de même 60 fr.), le prix des deux produits n'est-il pas l'expression abrégée de deux aunes et de quatre hectolitres, c'est-à-dire des quantités de chaque produit qui ont une égale valeur, et qui peuvent s'échanger l'une contre l'autre?

Admettons maintenant le cas où, pour les mêmes frais de production (c'est-à-dire avec le même fermage payé, avec la même main-d'œuvre payée, etc.), un producteur de blé n'obtienne que trois hectolitres, au lieu de quatre. Pour rentrer dans ses frais de production, en supposant que le prix des draps, ou de toute autre marchandise, soit resté le même, il demandera 20 francs pour chaque hectolitre de blé, et le prix commun de 60 francs pour trois hectolitres et pour deux aunes d'étoffe sera encore l'expression abrégée de la quantité des deux produits qui s'échangent l'un contre l'autre.

On voit par là comment la valeur d'une chose augmente en proportion de ce qu'elle est moins offerte (tout le reste étant d'ailleurs en même position), et comment sa valeur diminue en proportion de ce qu'elle est plus offerte, c'est-à-dire offerte en plus grande quantité. La seule quantité qu'on offre et qu'on demande est l'expression de la valeur.

La quantité d'une marchandise qui est offerte en échange, dans toutes les transactions particulières, est une conséquence de la quantité générale de la même marchandise qui est sur le marché.

Note (23), page 82.

On voit que la monnaie est une marchandise comme une autre, qui tire sa valeur de ses usages combinés avec les frais de sa production, c'est-à-dire de la quantité offerte et demandée au prix où l'on peut la fournir. Elle n'est donc pas seulement un *signe* des valeurs, mais une valeur pas elle-même, susceptible de toutes les variations que subissent toutes les autres choses évaluables, et par les mêmes causes. Elle est seulement exposée à moins de dépréciation, par l'usage qu'on en fait, que la plupart des autres meubles, et il faut qu'elle soit bien vieille et bien usée, pour qu'on ne puisse pas la *revendre* sur le même pied qu'on l'a *achetée*, quand sa valeur n'a pas été altérée par d'autres causes que celle-là.

Elle n'a pas non plus les qualités qui peuvent en faire une *mesure des valeurs;* et, rigoureusement parlant, il n'y a point de mesure des valeurs. Au moment où un échange se conclut, la quantité d'un des termes de l'échange est la mesure de la valeur de l'autre; lorsqu'on échange cent livres de blé contre dix pièces d'un franc, les cent livres de blé valent dix francs, et les dix francs valent cent livres de blé; mais si, à quelques lieues de là, cent livres de blé valent onze francs, ce peut être tout aussi bien parce que les francs valent *moins* que parce que le blé vaut *plus*.

On peut, à la vérité, comparer la valeur de deux objets qui sont en présence, en les évaluant l'un et l'autre en écus, parce qu'au même moment et au même

lieu, un écu vaut autant qu'un autre, et deux écus valent le double d'un seul. Je dirai donc, en conséquence, qu'une maison de dix mille francs vaut vingt fois plus qu'un cheval de cinq cents francs; mais qui ne voit qu'alors les francs n'indiquent rien de plus qu'un rapport de nombres, et que la comparaison de ces deux valeurs serait tout aussi bonne, en disant qu'elles sont l'une à l'autre dans le rapport de 10,000 à 500 ou de 20 à 1?

Il est vrai que, lorsqu'on me dit qu'un cheval vaut 500 francs, j'ai une idée un peu plus nette de la quantité de divers objets qu'il peut procurer à son maître s'il veut s'en défaire, que si on l'évaluait en blé ou en sucre. D'où vient cela? de ce que nous avons une plus grande habitude de la valeur courante de la monnaie que de toute autre marchandise, et que nous savons à peu près tout ce qu'une certaine somme pourrait nous procurer, si nous voulions en disposer. Mais cette somme ne vaut elle-même que les diverses quantités de diverses choses qu'elle peut acheter; ce qui rend sa valeur perpétuellement variable. Il n'en est pas de même d'un mètre, d'un hectolitre, qui sont des grandeurs fixes, invariables, indépendantes des objets qu'on mesurera par leur moyen.

On peut donc se servir de la monnaie pour se faire une idée de ce que peut valoir une chose, ici et à présent; mais elle ne sert presqu'en rien pour indiquer la valeur d'une chose dont nous sommes séparés par les temps et par les lieux. Une maison de dix mille francs, en Bretagne, vaut beaucoup plus qu'une maison

de dix mille francs à Paris : car elle procurerait à qui voudrait l'échanger beaucoup plus de choses qu'une somme de dix mille francs n'en vaudrait à Paris. Les 12,000 francs de revenu que M. Daubigné (frère de Mme de Maintenon) mangeait à Paris, en 1686, lui procuraient une existence qu'on n'aurait pas actuellement pour 40,000 francs.

Note (24), page 85.

Si le nombre des échanges et le besoin qu'on a de monnaie ont fort augmenté, on peut demander pourquoi la valeur de l'argent a baissé depuis la fin du seizième siècle. C'est parce que l'approvisionnement d'argent fourni par les mines d'Amérique a surpassé l'augmentation survenue dans les besoins. On n'a aucune notion sur la quantité d'argent qui se trouvait répandue dans le monde quand l'Amérique a été découverte ; on sait fort imparfaitement ce que les diverses mines de l'univers en ont fourni depuis cette époque ; mais si la quantité de monnaie d'argent et d'argenterie de luxe, qu'on emploie maintenant, a quadruplé, et si néanmoins, comme il paraît, l'argent est tombé environ au cinquième de son ancienne valeur, il faut que la quantité de ce métal qui circule maintenant en France, ait vingtuplé ; car s'il n'avait que quadruplé, il aurait conservé sa même valeur. Il faut donc que sa quantité soit cinq fois plus que quadruple, s'il est tombé au cinquième de son ancienne valeur.

Note (25), page 96.

Pour que l'on puisse payer avec des lettres de change sur l'étranger des marchandises qu'on aurait tirées de l'étranger, il faut qu'on y ait envoyé préalablement une valeur réelle pour faire les fonds de la lettre de change. Dès lors il est clair que l'on paye l'étranger avec cette valeur réelle, et non avec cette lettre de change, qui n'est que le signe d'une créance acquise par l'envoi préalable d'une valeur réelle. J'appelle valeurs réelles les choses qui portent en elles-mêmes leur valeur. L'or et l'argent sont des valeurs réelles et ne sont point des signes.

Note (26), page 98.

On a remarqué cependant que la rareté du numéraire et son renchérissement successif nuisent à l'activité des affaires, et au contraire qu'une abondance croissante des monnaies favorise les développements de l'industrie. David Ricardo parle de la gêne qu'on éprouve en Angleterre, lorsque la banque rassemble et encaisse de fortes sommes pour se préparer au payement des arrérages de la dette nationale, dont elle est chargée. D'une autre part, il est constant que l'émission d'un papier-monnaie, aussi longtemps qu'il conserve son crédit et qu'il multiplie l'agent de la circulation, même lorsque cette multiplication dégrade successivement sa valeur; il est, dis-je, constant que cette émission est favorable à la production et facilite toutes les

ventes. Mais il convient de faire attention que, dans les circonstances dont il est ici fait mention, il n'est pas seulement question d'une pénurie ou d'une abondance de monnaie, mais de richesses véritables.

Les marchands vendent plus aisément, lorsque les rentiers viennent de toucher leurs rentes, qu'avant l'instant où elles sont payées : c'est tout bonnement parce qu'ils ont, à la fin d'un quartier, épuisé leur revenu du quartier; ils se privent dans ce moment-là, et font leurs emplettes plus aisément lorsqu'ils viennent de toucher leur quartier. Cette cause de pénurie et d'abondance de richesses, arrivant en Angleterre quatre fois par an, et ne durant que quelques jours, n'a pas le temps d'agir sur la valeur de la monnaie et de compenser, par l'élévation de son prix, le déficit occasionné par les encaissements de la banque.

Quant à l'activité qui résulte de l'abondance de l'argent de la circulation, fruit de l'émission d'un papier-monnaie, elle peut naître d'une abondance réelle de capitaux due au papier-monnaie. On sait que la monnaie de papier, en tenant lieu de la monnaie métallique, permet d'employer comme valeurs capitales des métaux dont la circulation peut alors se passer; et, de plus, le gouvernement, à l'aide d'une monnaie qu'il se procure à peu de frais, paye ses dettes arriérées, commande de nouveaux travaux, forme de nouvelles entreprises, et répand de véritables richesses dans la société, en y répandant une monnaie qui, quoique de papier, a une valeur très-réelle ajoutée aux autres valeurs répandues jusque-là dans la société.

Il y a donc lieu de croire que, dans ces cas-là, l'activité des affaires est due à une augmentation d'aisance, et que la seule abondance ou pénurie du numéraire qu'on obtient par un troc contre d'autres marchandises, peut bien influer sur sa valeur relativement aux autres marchandises, mais non sur le plus ou le moins de facilité des échanges.

Note (27), page 98.

Les commerçants s'aperçoivent de la différence de valeur de l'argent d'un pays dans l'autre, en comparant les retours que procure l'argent avec les retours que procurent les autres marchandises. Un négociant qui délibère s'il fera passer d'Espagne en France des piastres ou du vin de Malaga, compare ce que mille piastres achèteront en France de la marchandise qu'il veut acquérir, avec ce qu'en achètera le vin de Malaga. Si, par exemple, mille piastres vendues en France suffisent pour y acheter cent pièces de toile de Bretagne, et si du vin de Malaga, coûtant en Espagne mille piastres, après avoir été vendu en France, n'y peut acheter que quatre-vingt-seize pièces de toile, il a quatre pour cent à gagner à envoyer des piastres; et ce sont des piastres qu'il enverra, en supposant les mêmes frais dans les deux cas.

Note (28), page 99.

Lorsque les métaux précieux, par l'effet des

payements qui se font aux étrangers, deviennent rares dans notre pays, au point de faire monter leur valeur seulement de deux ou trois pour cent, l'intérêt du commerce est d'en faire venir. Or, le commerce ne peut faire venir des métaux précieux sans les payer, sans envoyer l'équivalent de leur valeur en produits de notre pays. Il est de la dernière évidence que nous ne pouvons nous acquitter qu'avec nos produits, ou, ce qui revient au même, avec ce que nous acquérons par le moyen de nos produits.

Un pays qui, comme le Mexique, s'acquitte avec du métal d'argent, de ses achats à l'étranger, s'acquitte encore avec les produits de son sol et de son industrie, puisque l'argent est un produit de son sol et de son industrie.

Note (29), page 100.

Ce qui égare le jugement de beaucoup de personnes, relativement à la balance du commerce, c'est qu'elles considèrent une nation par rapport aux autres, comme un marchand en boutique par rapport aux chalands. Il s'y trouve une fort grande différence. Un marchand est une personne unique qui ne fait qu'un seul genre d'affaires et ne peut recevoir sans désavantage, en payement, les objets qui ne sont pas de son commerce. Le marchand de chapeaux désire que l'apothicaire le paye en argent, parce qu'il n'a pas besoin de ses pilules; l'apothicaire désire, à son tour, que l'opticien le paye en argent, parce qu'il n'a pas besoin de ses

lunettes. Mais une nation ne reçoit jamais en payement que les marchandises qui ont du débit chez elle; et elle ne les reçoit jamais que par les mains de ceux qui en sont marchands. Lorsque la Hollande paye la France en drogueries, quels sont ceux qui font venir ces drogueries de Hollande? Ce sont des droguistes, et ils sont bien aises de les recevoir, parce qu'elles sont la matière de leur commerce et les objets mêmes sur lesquels ils fondent leurs bénéfices.

Note (30), page 106.

Au sujet de cette question, voici l'objection que répètent pour l'ordinaire les personnes dont l'esprit ne saisit pas l'ensemble et la liaison des vérités qui sont la base de l'économie politique : « Ne vaut-il pas « mieux, disent ces personnes, fabriquer chez nous « cent mille aunes de rubans de fil, si leur fabrica- « tion occupe un plus grand nombre d'ouvriers, puis- « qu'alors cette fabrication, dût-elle nous coûter plus « cher, fait gagner plus de monde, et que ce que la « nation se paye à elle-même n'est pas en pure « perte? »

Cette objection est fondée sur le même raisonnement qui conduirait à moudre le blé à force de bras, pour faire gagner des tourneurs de meule. « Qu'im- « porte, pourrait-on leur dire, que l'on paye la farine « plus cher, puisque ce surplus de prix fait gagner « plus de monde, et se trouve payé à la nation par « elle-même? »

On voit que ce raisonnement conduit à créer de la peine pour avoir une occasion de la payer, tandis qu'il vaut mieux créer les produits au meilleur marché, et employer le surplus des moyens de production à d'autres créations. On a prouvé ailleurs que les progrès de l'industrie consistent à produire, avec moins de peines, conséquemment à meilleur marché, et qu'un progrès dans l'industrie (et par conséquent dans l'industrie commerciale) est, en définitive, favorable même à la classe ouvrière. *Voyez* au chap. 10, page 66, sur *ce qui constitue les progrès de l'industrie*, les raisons qui militent en faveur des procédés expéditifs dans les arts.

Note (51), page 107.

On a élevé, contre la liberté du commerce, grand nombre d'objections qui supposent, dans leurs auteurs, l'ignorance ou l'oubli de quelques-unes des vérités précédemment établies.

Par exemple, on a dit qu'un négociant qui achète des marchandises étrangères emploie une partie de son capital à faire travailler les ouvriers étrangers. *Réponse :* Un acheteur ne prête aucune partie de son capital à son vendeur. Celui-ci, après une vente, n'a toujours que le même capital qu'il avait auparavant. Seulement une portion de ce capital, qui était en marchandises, est changée contre de l'argent. De son côté, le négociant français qui a acheté des marchandises étrangères, ne s'est départi d'aucune portion de son capital ; c'est de ce capital qu'il se sert en se pro-

curant, pour y gagner, des objets de commerce. Et si, comme il arrive fréquemment, le manufacturier étranger lui a vendu à crédit, c'est l'étranger qui, au contraire, prête à la France; d'où il suit qu'alors, au contraire, cette portion du commerce français marche à l'aide de capitaux étrangers.

On a considéré les prohibitions comme des représailles; on a dit : *Si toutes les nations à la fois voulaient supprimer les douanes au moyen desquelles elles protégent leur industrie, rien de mieux : les sacrifices auxquels nous nous soumettrions en faveur des autres, trouveraient un équivalent dans les profits que nous ferions avec eux; mais accorder aux autres nations un avantage qu'elles vous refusent, c'est une duperie.*

Ici l'on pose en fait ce qui est en question, ou plutôt ce qui est résolu d'une manière opposée. Ce n'est point un sacrifice que l'on fait en admettant des produits étrangers, *même sans réciprocité*, c'est une bonne affaire; c'est vendre ceux de nos produits que nous vendons le mieux, pour avoir en échange des objets de consommation que nous ne pouvons, d'aucune autre manière, acquérir à un aussi bon compte. C'est troquer ce qui vaut *moins* contre ce qui vaut *plus*. Quand même une nation étrangère repousse une partie de vos produits pour accueillir les autres, elle ne saurait vous faire du tort; car le commerce est toujours libre de ne pas faire les affaires qui ne lui conviennent pas. On peut être certain que notre nation gagne toujours, même dans les affaires, quelles

qu'elles soient, qu'une politique jalouse lui permet de traiter; car, du moment qu'il convient à des négociants de continuer ces affaires, c'est parce que les valeurs qu'ils reçoivent remplacent avantageusement celles qu'ils donnent.

Et vous, quand les lois étrangères font tort, par des prohibitions, à quelques-unes de vos branches de commerce, vous voulez, par représailles, faire tort à celles qui vous restent! C'est mal connaître la nature des choses, et mal raisonner.

Note (52), page 110.

Les communautés d'arts et métiers, dans leurs actes et dans leurs réclamations auprès de l'autorité, partent toujours de ce faux principe que les intérêts de la communauté sont aussi ceux du public. Le fait est que les intérêts de la communauté ne coïncident avec ceux du public qu'en ce qu'il convient à une communauté de créer de l'utilité, parce que cette création fait son revenu, et qu'il convient au public d'acheter cette utilité. Leurs intérêts sont opposés en ce qu'il convient à la communauté de donner au public le moins d'utilité qu'elle peut, parce qu'elle coûte à créer, et de recevoir en échange le plus d'argent, c'est-à-dire le plus qu'il est possible des autres produits que le sien.

Rien ne facilite ce résultat aussi bien que les communautés; elles peuvent être considérées comme une conspiration permanente contre les intérêts du public;

elles sont protectrices nées de la routine et les ennemies du perfectionnement. Les syndics, ou chefs de la communauté, sont, en général, des gens enrichis dans leur métier. Les relations qu'ils ont avec le gouvernement augmentent encore leur influence sur les entrepreneurs plus jeunes qui ont leur chemin à faire. Toute innovation dans un art choque leurs habitudes, et tout ce qu'on fait de mieux que ce qu'ils ont fait, est un reproche pour eux.

Note (53), page 112.

Un fabricant qui met à sa marchandise une étiquette trompeuse, qui prend le nom d'une manufacture accréditée, ou même d'une ville connue pour une certaine fabrication, commet une fraude que l'autorité réprime avec justice.

Il est bon de soumettre à une épreuve, à une marque, les marchandises, comme les objets d'orfévrerie, dont la vente frauduleuse compromettrait gravement les intérêts des particuliers. Mais il ne faut pas que les certificats de ce genre entravent plus qu'il n'est besoin les opérations de l'industrie, ni que leur prix soit disproportionné avec l'avantage que le public en retire.

L'autorité publique, à qui le public confie la défense de ses droits, peut et doit, par la même raison, proscrire toute industrie qui ne serait pas innocente, ou dont les erreurs seraient sans remède. Un homme qui élève une enseigne de médecin, sans connaître les

premiers éléments de l'art de guérir; un apothicaire, qui vend des drogues sans les connaître, tendent des piéges à la crédulité du public. Ce malheur n'a pas de suites graves dans les transactions ordinaires de la société. On ne retourne pas chez un marchand qui vend de mauvaises étoffes pour de bonnes, un faux teint pour un bon teint; et le marchand ne s'approvisionne plus dans une manufacture qui lui fait perdre ses pratiques. Le préjudice que la société aurait à supporter pour se garantir de cet inconvénient, serait plus grand que l'inconvénient lui-même. Mais quand un homme est tué par un charlatan, à quoi lui sert son expérience?

Note (34), page 125.

Les contributions publiques ne font point partie des revenus d'une nation, puisqu'elles ne sont point une production, mais un simple transfert de valeur. Cependant, il convient de faire ici une observation.

La contribution, cette valeur qui diminue le revenu du contribuable pour former le revenu du fisc, ne compte pas dans le revenu du contribuable, bien qu'elle soit réellement le fruit de ses fonds productifs. Une contribution foncière sort bien réellement d'un bien-fonds, mais le propriétaire, ni son fermier, ne la comptent point parmi leur revenu. Il semblerait dès lors que, ne la comptant pas parmi les revenus des contribuables, et ne comptant pas ceux du fisc, elle ne serait pas comptée du tout. Mais voici le revenu

privé dont elle fait partie : le fonctionnaire public qui est payé par le fisc vend son temps et ses travaux au gouvernement, et le traitement qu'il en retire fait son revenu; revenu légitimement acquis par son industrie, et qu'il faut comprendre dans les revenus des fonds productifs de la nation.

Il faut donc, comme on voit, lorsqu'on ne fait pas entrer le montant des contributions dans les revenus généraux de la nation, y faire entrer le salaire de tous les services qu'achète le gouvernement.

En d'autres termes, le revenu d'une nation est le montant de tous les services rendus par les hommes, les capitaux et les terres de cette nation, ou ce qu'on appelle son *produit brut*, la valeur totale de chacun de ses produits, matériels et autres. Ce produit brut équivaut exactement à la somme des *produits nets* de tous les particuliers; car la valeur d'un sac de blé, qui est un produit brut, donne un produit net au propriétaire de la terre, un produit net à son fermier, un produit net à chacun des travailleurs; et l'ensemble de tous ces produits nets équivaut à la valeur brute du sac de blé.

Note (55), page 151.

On voit ici pourquoi une mauvaise récolte en blé est funeste pour la demande des produits des manufactures et du commerce. Quand les revenus du grand nombre suffisent à peine pour payer ses vivres, il ne lui reste plus rien pour payer des meubles, des vêtements, du sucre et du café.

Note (36), page 151.

On se rappelle que la production est un échange où nous donnons des services productifs pour recevoir des produits. Nous donnons des services productifs, même pour recevoir les produits que nous acquérons par un échange; car ce que nous donnons en échange est le fruit de nos services productifs. Or, il y a beaucoup d'objets qu'il serait possible de produire, mais qui, étant produits, ne vaudraient pas les services qu'ils auraient coûtés. Ces objets ne sont ni demandés, ni produits.

Cette observation peut nous expliquer ce qui est arrivé quand, ainsi qu'on a pu le voir en Angleterre, d'énormes impôts ont rendu trop chers certains produits. La demande en a cessé dans beaucoup de classes de la société; de là la mévente de tant d'objets manufacturés. A d'autres époques, par un effet contraire, la suppression de quelques impôts a ranimé la demande. La même observation peut avoir lieu partout, mais elle est plus facile dans un pays où le montant exact des charges publiques et des variations qu'on leur fait subir est connu, et facilement comparé avec les vicissitudes de la consommation de chaque article.

Note (37), page 153.

Comme l'entrepreneur prend à son compte tous les risques et toutes les chances heureuses de la production, il peut être ruiné par les uns et enrichi par les

autres, quoique la prudence et l'habileté contribuent beaucoup à diminuer les risques et à multiplier les chances heureuses.

Une fortune acquise par un héritage, par le jeu, par une faveur de cour, une spoliation, n'est pas une fortune *faite;* c'est une richesse perdue par les uns et gagnée par les autres. Il n'y a donc de moyen de faire véritablement une fortune nouvelle, que les entreprises industrielles, ou des épargnes longtemps soutenues sur les revenus que l'on a, quelle qu'en soit la source. Mais ce dernier moyen n'opère qu'avec lenteur.

Note (38), page 134.

Il se fait quelquefois de gros gains par des produits de luxe et des superfluités; mais aussi les mêmes objets entraînent beaucoup de pertes. Sur dix maisons qui se vendent à Paris ou aux environs, il y en a neuf achetées par des quincailliers, des merciers, des bouchers, des meuniers, contre une achetée par des bijoutiers, des modistes, etc. On peut conclure de ce fait que les premiers font plus constamment fortune. Un gros capital, employé dans une vaste entreprise, avec une intelligence rare, ne rapporte presque jamais, en proportion, autant qu'un petit capital qui fait travailler une intelligence ordinaire dans une entreprise qui pourvoit aux besoins journaliers de la population.

Adam Smith met au nombre des professions qui font de gros profits celles qui sont accompagnées de

quelque danger, de quelque désagrément, et celles dont les produits n'ont pas un débit soutenu et certain. Mais on ne peut pas dire que, dans ces professions, les profits soient plus considérables s'ils ne sont qu'une indemnité ou du désagrément de la profession, ou des interruptions et des pertes auxquelles elle est exposée.

Note (39), page 139.

L'économie politique n'est point tenue d'entrer dans les raisons d'amitié, de parenté, de reconnaissance, qui portent les hommes à se départir des avantages qu'ils pourraient prétendre en cédant la jouissance de leurs fonds. Dans les applications, chacun est obligé d'apprécier l'influence des causes purement accidentelles et morales, pour savoir jusqu'à quel point elles modifient l'action des lois générales, constantes, universelles, qui sont les seules que l'économie politique puisse faire connaître.

Note (40), page 141.

Chez presque tous les peuples, les lois qui avaient rapport au prêt à intérêt, et ce qui nous en reste, sont des monuments de la complète ignorance où l'on était autrefois relativement à l'économie des sociétés. On regardait l'intérêt comme une exaction exercée par le riche sur le pauvre; les gens d'église le proscrivaient comme contraire à la charité chrétienne; on

ne comprenait pas qu'en accompagnant l'usure de honte et de dangers, on l'accroît sans venir au secours du pauvre, et que l'on supprime le principal motif de l'épargne, qui est de se créer un revenu. On ne comprenait pas que le seul moyen de tirer l'indigent de la misère, de l'oisiveté et du vice, est de faciliter l'alliance des capitaux et du travail, et que l'on rend plus de services en procurant au pauvre les moyens de gagner lui-même sa subsistance qu'en lui faisant l'aumône.

Les jurisconsultes, trop souvent plus empressés à justifier les vues de l'autorité qu'à les ramener vers des principes conformes à l'équité et au bien public, avaient trouvé en faveur des préjugés existants ce beau principe que l'argent n'enfante pas l'argent, *nummus nummum non parit;* plus versés dans l'économie politique, ils auraient su que, si l'argent n'enfante pas l'argent, *la valeur enfante la valeur*, et qu'il y a une analogie complète entre le loyer qu'on tire d'un capital et le loyer qu'on tire d'une terre.

Note (41), page 142.

Depuis le milieu du siècle dernier, il y a eu de très-grandes controverses élevées sur la source des profits des propriétaires fonciers.

Les économistes du dix-huitième siècle prétendaient qu'il n'y avait point de nouvelles richesses mises dans le monde, si ce n'est le produit des terres, et que tous les profits de l'industrie n'étaient que des démembrements de ceux des propriétaires fonciers.

Adam Smith pense que les terres concourent avec l'industrie à la production des richesses.

Des publicistes plus récents, comme MM. de Tracy, Ricardo, sont d'avis que les terres ne créent aucune richesse, et que l'industrie fait tout ; M. Buchanan va même jusqu'à dire que le revenu du propriétaire foncier n'est pas un revenu nouveau, mais une portion du revenu des consommateurs, qui passe dans la poche du propriétaire.

M. Malthus maintient que le revenu du propriétaire foncier naît de ce que la terre peut donner un produit supérieur aux frais de sa culture.

Ces controverses qui remplissent des volumes ont à mes yeux fort peu d'utilité, et dégénèrent en disputes de mots qui les font ressembler un peu trop aux disputes de l'école. Leur plus grave inconvénient est d'ennuyer le lecteur et de lui faire croire que les vérités de l'économie politique ont pour fondement des abstractions sur lesquelles il est impossible de se mettre d'accord.

Mais ce n'est point cela. Les vérités inattaquables de l'économie politique ne sont nullement des points de droit toujours plus ou moins sujets à discussion, suivant le jour sous lequel on les envisage : ce sont des choses de fait qui *sont* ou *ne sont pas;* or, on peut parvenir à dévoiler entièrement un fait et ses conséquences déduites de la nature des choses. La nature des choses, à son tour, est connue par l'expérience et l'analyse : c'est là qu'est la source des véritables progrès de cette science.

Dans le sujet qui nous occupe, le fait est, selon moi, qu'il y a dans du blé une utilité que l'industrie, sans le concours d'un champ, ne parviendrait jamais à créer. En vendant du blé à un consommateur, on ne lève donc pas un tribut gratuit sur sa bourse : on lui livre, pour son argent, une utilité dont une partie tout au moins est due à la coopération du sol. De vrai, si le champ n'appartenait à personne, et si le fermier ne payait aucun loyer, cette utilité serait livrée gratuitement au consommateur ; mais cette supposition ne saurait représenter un cas réel ; car un cultivateur se battrait avec un autre pour labourer un champ qui n'aurait point de propriétaire, et le champ resterait en friche. Le blé serait encore plus cher ; il serait infiniment cher, car on n'en aurait point du tout. Le propriétaire rend donc un service, puisqu'il concourt à ce que nous ayons du blé. Son service est commode pour lui, j'en conviens ; mais nous ne pouvons pas nous en passer.

Reste à savoir ce qui détermine le prix que l'on met à ce service. Je pense que c'est la quantité de blé que le public demande, proportionnellement avec la quantité qu'on en peut faire. Après l'utilité du blé, qu'est-ce qui multiplie cette demande? c'est incontestablement la quantité des autres produits que fournit la société. Le propriétaire d'un pays désert ne trouvera point de cultivateur qui consente à lui payer un fermage pour avoir la permission d'exploiter sa terre. Si la société produit beaucoup, au contraire, elle offrira, pour avoir un boisseau de blé, *plus* de produits, *plus*

de valeurs que n'en *coûtent les travaux de sa production*. De là, dans le blé, cet excédant de valeur qui, dans une société populeuse et productive, donne naissance au fermage.

Si c'est ainsi que la chose se passe, si elle ne peut pas se passer autrement, à quoi servent les controverses?

Note (42), page 144.

Il résulte de ce fait que les spécifiques, les préservatifs, comme la vaccine, n'exercent aucune influence sur le nombre des êtres humains dont les nations se composent. Mais ces moyens de conserver ou de rendre la santé influent d'une manière très-favorable sur le sort de l'espèce humaine. Quand les êtres humains sont moissonnés par un fléau, leur place est bientôt remplie, mais ce n'est pas sans qu'il y ait beaucoup de souffrances endurées et par ceux qui survivent, et par ceux qui périssent, et par ceux qui doivent les remplacer. Une population qui n'est entretenue que par des naissances nouvelles, présente, toute proportion gardée, moins d'hommes faits : elle est moins virile ; en même temps elle est plus pauvre ; car un homme fait est un capital accumulé, qui rend un profit; tandis qu'un enfant n'est qu'une charge qui absorbe des profits pendant de nombreuses années, au lieu d'en donner.

Note (43), page 148.

La valeur des bâtiments, des améliorations ajoutées

à un fonds de terre, est ici distinguée de la valeur du fonds. La première est une valeur capitale qui se consomme, qui peut se détruire entièrement, et qui finirait toujours par être détruite, si elle n'était pas entretenue par des réparations qui sont des épargnes. Quant à la valeur du fonds, elle ne peut se consommer.

Note (44), page 153.

La consommation reproductive n'est pas proprement celle que l'on fait d'un capital; c'est la consommation que l'on fait des services que l'on achète au moyen de ce capital. Les producteurs vendent le travail de leurs bras, celui de leurs instruments, et ce qu'ils tirent de cette vente compose leurs profits, qu'ils consomment improductivement, pour satisfaire leurs besoins.

La valeur capitale, ainsi aliénée et consommée, comment est-elle remplacée, comment est-elle remboursée à celui qui en a fait l'avance? Elle est remboursée par une valeur toute nouvelle, celle des produits nés des services productifs qu'il a achetés et consommés.

C'est une des parties les plus épineuses de l'économie politique; mais il faut absolument s'en rendre maître, sous peine de rien comprendre à plusieurs phénomènes sociaux.

Quelques écrivains m'ont reproché d'avoir réuni sous la même dénomination, celle de *services productifs*, tous les services que rendent l'industrie humaine,

les capitaux et les fonds de terre, dans l'œuvre de la production, tout comme d'avoir confondu sous le nom de *profits* le gain que l'on fait par son travail, ses capitaux ou ses terres. Mais n'est-ce pas éclaircir les questions que de montrer l'analogie de diverses causes et de divers effets entre eux ? La confusion consiste à donner le même nom, comme on ne le fait que trop souvent dans le langage commun, à des choses essentiellement différentes.

Voyez la note (11), pag 205.

Note (45), page 160.

Si, dans les consommations improductives, les plus lentes sont, en général, celles qui font le plus de profit, il n'en est pas de même dans les consommations reproductives. Ici, comme la valeur est reproduite au moment de la consommation, plus celle-ci est prompte, et plus la reproduction l'est aussi. L'opération étant plus prompte, le capital est plus vite rentré, et recommence par conséquent plus tôt une nouvelle opération. Il en résulte une économie sur les frais de production, ou, ce qui revient au même, plus de produits obtenus par les mêmes services productifs.

Note (46), page 161.

L'économie ne s'applique pas aux seules richesses; l'homme peut économiser son pouvoir, son crédit, son temps, sa santé, comme ses richesses. Relativement à tous ces biens, l'économie consiste à ne pas

sacrifier l'avenir au présent, à deviner quand le cours ordinaire des choses doit amener des circonstances où nous recueillerons de ce que nous aurons économisé plus d'avantages que nous n'en pouvons recueillir en le consommant au moment même.

Note (47), page 165.

On demande par qui se trouve consommé le service d'un commis qui se rend dans un des bureaux du ministère, et qui en sort sans avoir fait le moindre acte utile pour le public? Ce commis est précisément dans le cas d'un réverbère qui brûle dans un chemin que personne n'a parcouru. Il n'a pas été utile, mais il fallait qu'il fût là pour servir au moment où son service pouvait devenir nécessaire. Un soldat en vedette est utile, même lorsque l'ennemi ne paraît pas. C'est aussi l'utilité d'une armée permanente en temps de paix. Une nation dont les intérêts sont convenablement soignés ne se met pas dans le cas de recourir souvent à une utilité éventuelle qui coûte aussi cher qu'une utilité positive.

Note (48), page 166.

Dans plusieurs pays, le public lui-même nomme, par des élections, les principaux fonctionnaires qui soignent ses intérêts, et là où le public est éclairé, il doit être mieux servi par des fonctionnaires ainsi choisis, que s'ils étaient nommés par un prince ou par une caste privilégiée. Quand ces élections sont fré-

quemment renouvelées, et que les fonctionnaires peuvent être réélus, ceux-ci ont un intérêt direct à bien remplir leurs devoirs, afin de rester en place. Quand le public n'est pas éclairé, il n'est pas un bon juge des qualités qui méritent sa confiance, il cède à la brigue ou aux menaces, il écoute ses passions préférablement à ses intérêts qu'il connaît mal, et ses choix ne sont pas bons.

Il en est de même, au reste, des consommations privées, où le public est d'autant mieux servi, qu'il se connaît mieux aux choses dont il a besoin. On en peut conclure, généralement parlant, que la somme du bonheur est d'autant plus grande que les nations sont plus éclairées : aussi le vœu des amis du bien public est qu'elles le soient.

Les hommes dont les avantages particuliers sont en opposition avec les intérêts du plus grand nombre, désirent, par la raison du contraire, que les lumières ne se répandent pas.

Note (49), page 167.

Ce qui est dit ici relativement à l'instruction publique ne doit s'entendre que d'une véritable instruction, de celle qui enseigne des faits positifs, qui fait connaître la vraie nature de chaque chose, et la liaison constatée des causes avec leurs effets. Tout enseignement fondé sur une autre base que l'expérience, tout enseignement où, comme dans l'ancienne école, on s'occupe des mots plutôt que des choses, et des formes de l'argu-

mentation plutôt que de la recherche de la vérité, n'étant propre qu'à dépraver l'entendement et le bon sens d'un peuple, est funeste à la société, et tend à la barbarie.

Note (50), page 167.

L'instruction première dont le texte fait sentir les avantages, peut maintenant être donnée à très-peu de frais par la méthode expéditive qu'on a mise en usage avec beaucoup de succès dans l'enseignement mutuel; mais cette première instruction est peut-être encore le moindre des bienfaits que les nations recueilleront de cet enseignement. Ce qu'on n'a pas assez remarqué, c'est son heureuse influence sur les habitudes morales les plus utiles à la société.

Dans la méthode qui lui sert de base, il est impossible à l'écolier paresseux et incapable d'y obtenir de l'avancement : et il n'est pas moins impossible que le plus laborieux, le plus instruit n'y devienne pas le premier de ses confrères. Les élèves s'y forment à l'utile vertu de se rendre justice à eux-mêmes, de la rendre aux autres, et de ne compter que sur leur mérite pour parvenir.

Dans les vieilles écoles, où l'on ne sait fixer l'attention des enfants que par des menaces et des punitions, le talent dont ils tirent le plus d'avantages est celui de flatter leur pédagogue; leurs principaux efforts tendent moins à être véritablement sages et instruits qu'à le paraître. De là des habitudes d'hypo-

crisie et de bassesse. On dégrade leurs sentiments pour augmenter leur instruction; et quelle instruction! Dans les nouvelles écoles, actifs, gais, intelligents, ils apprennent à employer tous leurs moments; l'oisiveté, mère des vices, leur est insupportable; lorsqu'ils grandissent ils trouvent aisément une profession, et les tribunaux n'entendent jamais parler d'eux.

Les écoles d'enseignement mutuel étant propres à favoriser le développement de l'esprit humain et à diminuer l'influence du sacerdoce, doivent être odieuses aux prêtres, qui les ont fait supprimer partout où les hommes en pouvoir se laissent diriger par eux.

Note (51), page 168.

Ces mots, *hautes connaissances*, me semblent devoir être entendus de ces connaissances qui ne peuvent être acquises que par les hommes qui se consacrent tout entiers à leur étude. Elles ont très-peu d'applications utiles aux usages de la société, et je ne sache pas qu'elle ait jamais recueilli aucun avantage d'une équation du 5e degré. Ce sont, au contraire, les éléments des sciences qui sont utiles; la théorie du levier, celle du plan incliné servent à chaque instant, et ont singulièrement contribué au bonheur des hommes. Cependant, comme les éléments doivent concorder avec les notions les plus relevées, il est avantageux que ces dernières soient toujours étudiées par quelques hommes, mais il n'est pas besoin que le nombre

en soit grand; il semble devoir se borner à ceux qu'une disposition particulière appelle évidemment à les recueillir. Dés écoles où l'on instruirait chaque année, à grands frais, plusieurs centaines de jeunes gens dans les mathématiques transcendantes, seraient des superfétations dans l'instruction publique. Elles feraient souvent le tourment de la jeunesse, causeraient la perte d'un temps précieux, altéreraient peut-être, en les fatiguant, les autres facultés de l'esprit, et seraient fort peu utiles aux individus comme à la société.

Note (52), page 170.

Le mot de *contributions*, dont l'idée suppose quelque chose de volontaire, est préféré quand on parle des pays où de véritables représentants de la nation, nommés par elle et identifiés avec tous ses intérêts, consentent les charges publiques, comme lorsqu'il est question des États-Unis, etc. Mais le mot d'*impôt* convient aux pays gouvernés despotiquement, où les charges publiques sont un tribut imposé par le prince, comme en Turquie, en Autriche, etc. La même expression peut convenir aussi aux pays qui n'ont qu'une représentation fictive, dont la majorité est nommée en réalité par des grands ou des privilégiés, comme l'Angleterre.

Note (53), page 170.

Les propriétés publiques qui appartiennent à des portions de la nation, comme celles des provinces,

des villes, ne sont jamais administrées tolérablement que par les autorités locales qui, plus près des regards de leurs administrés, sont plus facilement contenues par le frein salutaire de l'opinion publique.

Note (54), page 171.

Au premier aperçu, il semble que c'est, pour une nation, un puissant avantage que d'avoir de grands domaines qui lui rapportent de gros revenus. Cela serait, en effet, si les dépenses étaient toujours rigoureusement réduites à ce que le bien du public exige impérieusement. Alors les ressources que le fisc, ou le trésor public, trouverait dans les domaines, seraient autant de moins qu'il lèverait en contributions. Mais les choses sont souvent arrangées par l'autorité politique des manière que la seule borne des impôts est dans les facultés des contribuables, et que les peuples payent toujours tout ce qu'il est possible de leur faire payer sans qu'ils se fâchent. Ce que je dis là n'est pas une critique qui porte plus sur une forme de gouvernement que sur une autre, car les nations se conduisent toutes à peu près de la même manière. Dès lors, quand le public ou le prince possèdent des domaines, le revenu des domaines se consomme tout entier, et le contribuable n'en paye pas un sou de moins.

Il y a même des publicistes qui pensent que c'est un malheur pour les nations que de posséder de grands domaines, parce que les revenus en sont nécessairement administrés par les gouvernements, ce qui les

Google

rend trop indépendants des peuples, et que des revenus considérables et assurés mettent le pouvoir en état de former de grandes entreprises, qui sont presque toujours de grandes calamités. Mais ces considérations sortent des questions économiques (les seules qui nous occupent en ce moment) pour entrer dans les questions politiques.

Note (55), page 176.

Lorsque les intérêts nationaux sont mal défendus, l'économie dans les frais de recouvrement n'est point une diminution de charge pour les peuples. Il n'est pas un seul pays en Europe où l'on ait autant simplifié la perception des impôts, et où elle coûte aussi peu qu'en Angleterre : mais chacune des économies de ce genre n'a servi dans ce pays qu'à multiplier les dépenses du gouvernement, et non à diminuer le fardeau des contributions.

Il est à remarquer que le budget ou l'état des dépenses est le seul où l'intérêt de la nation soit opposé à l'intérêt des fonctionnaires publics ; car plus ces derniers reçoivent, et plus il faut que les contribuables déboursent. Mais, pour ce qui est du budget des recettes, les intérêts des fonctionnaires se confondent avec ceux des contribuables. Le peuple doit désirer que l'on préfère les impôts qui altèrent aussi peu que possible les sources de la production, parce que c'est la production qui subvient aux besoins des familles : l'administration doit le désirer également, parce que,

plus les revenus des particuliers sont considérables, plus les rentrées du trésor sont abondantes. Le peuple désire qu'on fasse choix des impôts qui pèsent le moins sur le contribuable : l'administration forme le même souhait ; car ce sont ces impôts-là dont la recette souffre le moins de difficultés. Le peuple désire que chaque impôt, en particulier, soit également réparti : l'administration ne le désire pas moins ; car ce sont les impôts équitablement répartis qui offrent le moins de non-valeurs, et dont la recette va aussi loin qu'elle peut aller. Tous les intérêts sont semblables en ce qui regarde les meilleurs moyens de recevoir ; ils sont trop souvent opposés dans ce qui concerne le choix des dépenses. Aussi est-ce par la nature des dépenses publiques que l'on peut connaître si une nation est représentée ou si elle ne l'est pas, si elle est bien administrée ou ne l'est pas.

Par une suite nécessaire, le contrôle de chaque dépense de travail, de chaque dépense imprévue qui n'a pas été autorisée d'avance par les représentants de la nation, devrait l'être par une commission responsable immédiatement devant eux et devant le public. Une chambre des comptes n'a jamais prévenu les plus criantes dilapidations, parce que, du moment que les dépenses sont approuvées par l'autorité exécutive, et que les pièces comptables sont en règle, elle n'a plus rien à y voir.

Note (56), page 178

Des écrivains anglais ont nié que l'impôt en général diminuât la demande, et par conséquent les profits des producteurs. Ils se fondent sur cette considération, que le montant de l'impôt, en même temps qu'il est ravi à quelqu'un, est donné à quelqu'autre : à des fonctionnaires publics, à des militaires, à des rentiers, qui, pour subvenir à leur entretien, demandent à acheter la portion à des produits que le contribuable ne peut plus acheter. L'expérience prouve contre ces écrivains, et les bonnes doctrines expliquent les résultats de l'expérience.

L'impôt équivaut à une augmentation des frais de production. Si l'on exige d'un fabricant d'étoffes, sur cent pièces qu'il produit, une contribution de dix pièces pour l'usage des fonctionnaires publics, il est obligé, pour rentrer dans ses avances, de vendre les quatre-vingt-dix pièces qu'on lui laisse comme si elles étaient au nombre de cent, c'est-à-dire à un prix qui soit d'un dixième plus cher. Mais, en vertu d'une loi constamment observée, et dont l'effet est expliqué dans le texte, tout renchérissement d'un produit en diminue la demande et la consommation. De sorte que, lors même que la société se compose du même nombre de consommateurs et qu'elle jouit, en apparence, des mêmes revenus, elle n'est pas en état de consommer autant. Si, par exemple, sur cent consommateurs, dix fonctionnaires publics reçoivent dix pièces d'étoffes pour prix de leurs travaux, les quatre-vingt-dix autres con-

sommateurs qui se seraient accommodés des quatre-vingt-dix pièces restantes, ne le peuvent plus, parce qu'elles ont nécessairement renchéri.

Que l'on remplace par des sommes d'argent cette contribution supposée en nature, qu'on l'étende à tous les producteurs, on arrivera au même résultat. Les producteurs auront beau sacrifier une partie de leurs profits, ils ne pourront empêcher que les produits ne soient plus chers. Or, des produits plus chers équivalent à une diminution dans les revenus de ceux qui sont appelés à les consommer; on éprouvera toujours, par l'effet des impôts, une diminution dans les profits auxquels les citoyens pourraient prétendre en leur qualité de producteurs, et dans les jouissances qu'ils voudraient se procurer en leur qualité de consommateurs.

Note (57), page 179.

La vraie, la seule *matière imposable*, ce sont les revenus des particuliers. Quand un pays croît en richesses et que les revenus y sont, chaque année, plus considérables que l'année précédente, les recettes du fisc, qui ne sont qu'une portion des revenus du public, augmentent, sans que les tarifs des impôts soient augmentés. Il s'opère plus de productions et de consommations, partant plus de transports de marchandises, plus de ces échanges, de ces actes qui sont des occasions pour l'autorité de demander une contribution.

Note (58), page 181.

Un ouvrage élémentaire n'admet point les développements qui restreignent, dans des cas particuliers, une proposition qui est vraie en thèse générale. Il se peut que la cherté de la main-d'œuvre, fruit des prohibitions et des impositions de l'Angleterre, ait favorisé la découverte et l'adoption de plusieurs instruments naturels et de plusieurs moyens expéditifs qui sont de véritables conquêtes pour l'industrie. Aussi, quand ce pays sera déchargé du poids des abus, et que ses vastes moyens de production seront employés uniquement à son profit, il est vraisemblable qu'il jouira d'une prospérité fort grande.

Note (59), page 181.

On a cru longtemps que les droits d'entrée, outre les sommes qu'ils procurent au trésor public, avaient l'avantage de protéger l'industrie intérieure du pays, en lui donnant un monopole, et en écartant la concurrence de l'étranger. Cette opinion est absolument tombée chez les publicistes éclairés, à mesure qu'ils se sont formé des idées plus justes de la nature des opérations commerciales et des fonctions de la monnaie. On sait maintenant que les métaux précieux ne vont d'un pays dans un autre que par suite de leur valeur relative dans les deux endroits, et que leur valeur en chaque lieu tient à des causes autres que les importations et les exportations de marchandises.

chez les créanciers de l'État, qu'une nouvelle administration, quoique meilleure pour le public, n'ait pas, surtout dans ses commencements, assez de force pour faire rentrer les contributions. Sous ce rapport, l'intérêt des rentiers est opposé à l'intérêt général.

FIN DES NOTES.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

A

Accumulations. Voyez *Épargnes*.
Achats. Sont des échanges, 72. — Ne peuvent être faits que par des producteurs, 74.
Agent de la circulation. Voyez *Monnaie, Papier-monnaie, Numéraire*.
Agio sur les monnaies. Ce que c'est, 88.
Agriculteur. Voyez *Cultivateur*.
Agriculture. Voyez *Industrie agricole*.
Amérique. Dépréciation que sa découverte a occasionnée dans les monnaies, 84. — Et qui n'a pas été proportionnée à l'abondance d'argent qu'elle a fournie, 216.
Animaux. Ont plus de facilité pour se propager que pour subsister, 145.
Anticipations. Sortes d'emprunts publics, 189.
Argent. Métal propre à faire les monnaies, 86. — Son exportation n'a rien de plus fâcheux que celle des autres marchandises, 146. — N'a pas baissé de prix en proportion de son abondance, 216. — Comment on apprécie la différence de sa valeur en deux pays différents, 219. Voyez *Métaux précieux, Monnaies*.
Argenterie. Pourquoi fait partie du capital, 65.
Avances. Signification de ce mot, 57. — Sortent et rentrent perpétuellement, 58.
Avarice. Caractérisée, 161. — Moins funeste à la société que la prodigalité, *ibid*.

B

Balance du commerce. Ce que c'est, 100. — Ce qu'elle nous

terre, 47. — Caractères qui les distinguent, *ibid.* — Sa coopération est un service productif, 48. — Comment peut concourir à la production sans appartenir à l'entrepreneur. 50. — Fait partie de nos fonds productifs, 55. — Il se forme par l'épargne, 56. — Les entrepreneurs seuls peuvent le faire valoir, 58. — De quelle manière se détruit, *ibid.* — Comment on peut savoir s'il est augmenté ou diminué, 60. — Peut fournir des produits immatériels, 64. — Les meubles non durables n'en font pas partie, 65. — Comment on en tire un meilleur parti, 69. — Est quelquefois immobilier, *ibid.* — Est quelquefois immatériel, *ibid.* — Comment on le fait valoir, 136. — Ce qui influe sur l'intérêt qu'on en tire, 137. — Capital disponible, ce que c'est, 139. — Idées peu justes qu'on avait autrefois sur les intérêts du capital, 140. — Il est caractérisé par la nature de son emploi et non par la nature de sa substance, 201. — Comment il est consommé par les producteurs, 202. — Sa forme matérielle est consommée, mais non sa valeur. 206. — Notre capital n'alimente pas l'industrie étrangère par nos importations, 222.

Capital circulant. Ce que c'est, 39. — En quoi il consiste dans une ferme, 41. — Sa consommation dans les opérations productives, éclaircie, 201.

Capital engagé. Ce que c'est, 39. — Dans quel cas réalisé, 40. — En quoi il consiste dans une ferme, 41.

Capital national. Ce que c'est, 44. — N'est pas accru par des importations d'argent, 97.

Capitalistes. Nom des personnes qui fournissent un capital, 49. — Sont des producteurs par le moyen de leur instrument, *ibid.* — Sont quelquefois propriétaires fonciers et industrieux, 50. — Sont producteurs, puisqu'ils gagnent de quoi consommer, 74. — Ce sont les entrepreneurs qui leur payent leurs revenus, 126. — Ce qui influe sur la quotité de leur revenu, 137.

Capitaux. Sont une portion notable de nos propriétés, 113. — Comment sont acquis, 114, — Sont quelquefois immobiliers, *ibid.* — Et quelquefois immatériels, *ibid.* — Sont des propriétés plus respectables que les fonds de terre, 118. — Pourquoi il convient qu'on les respecte, 120 — Leurs

possesseurs sont intéressés au progrès des facultés industrielles, *ibid.* — Comment ils produisent un revenu, 122. — Et par qui ce revenu est payé au capitaliste, 126. — Ce qui influe sur les profits qu'ils rendent, 137. — Dans quel cas ils sont disponibles, 139. — Leur abondance n'est pas la même chose que l'abondance de l'argent ou de la monnaie, 140. — On ne peut pas en prévenir l'émigration, 145.

Carrières. Font partie des instruments naturels de l'industrie, 47.

Cautionnements. Sont en réalité le prix d'un office vendu, 188.

Change. Mécanisme de ses opérations, 89. — Comment s'établit son cours, 123. — Ce que c'est que le pair, *ibid.*

Charrue (*la*) a fait inventer les beaux-arts, 71.

Cherté des produits. Pourquoi nuit à leur consommation, 131. — Aussi bien que les impôts qui la causent, 244.

Chirurgien (*un*) est marchand d'un produit immatériel, 61.

Civilisation (*état de*). Ce qui le caractérise, 150, 162. — Favorisée par les établissements d'instruction publique, 166.

Comédiens (*les*) sont créateurs d'un produit immatériel, 64.

Commerçants. En quoi il produit les richesses, 27. — Doit avoir des connaissances scientifiques, 31. — Est un entrepreneur d'industrie, 34. — Comment il emploie son capital, 41. — Son capital peut appartenir à d'autres personnes qu'à lui, 42. — N'a pas besoin de résider là où il exerce son industrie, 91.

Commerce (*entreprises de*). Comment elles font travailler leurs capitaux, 42. — Se divisent en plusieurs professions, 68. — Le commerce d'un pays peut également être conduit par des nationaux ou des étrangers, 91. — Mécanisme de leurs opérations, 92. Voyez *Industrie commerciale.*

Commerce de détail. Fait partie de l'industrie commerciale, 29.

Commerce étranger. Espèce d'avantage qu'il nous procure, 78. — Dans quel cas est favorable à nos débouchés, *ibid.* — Est en général mutuellement avantageux aux deux nations à la fois, 100. — Avantage qui résulterait de la liberté qu'on lui rendrait, 105. — Procure une plus grande quantité de produits pour les mêmes frais de production, 106. — Ne

peut être préjudiciable à la nation quand il ne l'est pas aux citoyens, 107. — Les immigrations sont une espèce de commerce avec l'étranger, 144. — Objections contre son affranchissement, et réponses, 221. — Ne fait pas travailler l'étranger avec nos capitaux, 223.

Commissionnaires et Courtiers. Dans quelle classe d'industrieux doivent être rangés, 153.

Connaissances scientifiques. Sont la base des arts industriels, 30. — Ce qui arriverait si elles cessaient d'être cultivées, 31.

Consommateurs. Sont plus riches par la baisse des prix, 67. — L'invention des machines leur est favorable, 69. — Effets du bon marché pour eux, 76. — Sont les seuls juges compétents des produits, 109. — Comment les progrès de l'industrie améliorent leur sort, 124. — Tout le monde l'est, 129 et 150. — En quoi le jugement leur est nécessaire, 161. — Dans quels cas supportent l'impôt, 177.

Consommation. Expliquée, 147. — Est proportionnée à la valeur de la chose consommée, 148. — Ne peut avoir son effet que sur des produits, *ibid.* — Est plus ou moins rapide, 149. — Peut être partielle; mais un produit une fois consommé ne saurait être consommé de nouveau, *ibid.* — Privée ou publique, est de nature pareille, 150. — Annuelle, ce que c'est, *ibid.* — Ses résultats, 151. — Est reproductive ou improductive, 152. — Peut être considérée comme un échange, *ibid.* — En quoi diffère de la dépense, 156.

Consommation des services productifs. Comment elle s'opère, 51. — Et 170. — Et 202. — Et 235. — La plus prompte est la meilleure, 236.

Consommation improductive. Est plus spécialement ce qu'on entend par la consommation, 153. — N'est pas favorable à la reproduction, 155. — Ni à l'opulence des nations, 162. — La plus lente est la meilleure, 236.

Consommations privées. Ce que c'est, 140. — De même nature que les consommations publiques, 150. — Sont dans les ménages principalement dirigées par les femmes, 157. — Quelles sont les mieux entendues, 158. — Doivent porter sur des produits de bonne qualité, *ibid.* — Et autant qu'il

est possible sur ce qui s'use lentement et sert fréquemment, 159.—Pourquoi plus économiques lorsqu'elles se font en commun, 160. — Quelles sont les plus mal entendues de toutes, *ibid.* — Pourquoi elles exigent du jugement, 161.

Consommations publiques. Ce que c'est, 149. — De même nature que les consommations privées, 150. — Sur quels objets elles portent, 164. — Quel est le principal avantage qu'en peut retirer le public, 166. — En quoi consiste leur économie, 170. — Comment on y subvient, *ibid.* — Dans quel cas sont inutiles, 257.

Constitution politique. Quelle est la meilleure, 166.

Contrats de rentes. D'où leur vient leur valeur, 24.

Contribuable. Celui sur qui porte l'impôt, 171. — Celui qui la paye n'est pas toujours celui qui le supporte, 176.— Reçoit quelquefois un tort indépendant du montant de l'impôt, 180.

Contributions publiques. Ce mot ne convient qu'aux pays libres où il y a une véritable représentation nationale, 241. Voyez *Impôts.*

Corporations et Maîtrises. Motifs dont on les appuie, 109. — En quoi nuisibles au public, *ibid.* — Leur effet véritable, 110. — Leurs combinaisons coupables, 111. — Leurs intérêts contraires à l'intérêt général, 224.

Cours du change. Ce que c'est, 91.

Crédit public. Sur quoi il se fonde, 184. — Est pour les gouvernements une occasion de consommer des capitaux et d'en faire payer les intérêts au contribuable, 190. — En quoi désirable, *ibid.*—N'est point une indication de la bonté d'un gouvernement, 248.

Cuivre (monnaie de). Sa valeur soutenue par la valeur de la monnaie d'argent, 88.

Cultivateur. En quoi il produit de la richesse, 25. — Doit avoir des connaissances scientifiques, 30. — Comment il fait travailler ses capitaux, 41. — Comment, sans terres ni capitaux, il peut se faire un revenu, 122.

D

Débouché. Signification de ce mot, 76. — Causes qui leur donnent de l'extension, *ibid.* — Peuvent s'étendre sans le commerce étranger, 78.

Dépense. Mot souvent employé comme synonyme de consommation, ne l'est pas, 156. — Ne détruit pas la monnaie dépensée, 157.

Dépenses publiques. Ne restituent pas au peuple la valeur qu'il a payée pour les impôts, 181. — L'intérêt de ceux qui les ordonnent est en opposition avec l'intérêt de ceux qui les payent, 243. Voyez *consommations publiques*.

Dette publique. Ses motifs, 183. — Occasionne une perte de revenus pour la société, 185. — Sous quelles formes elle se contracte, 187.

Distributions des richesses. S'opère par l'intermédiaire des entrepreneurs d'industrie, 126.

Division du travail. Ce que c'est, 68. — Se remarque dans les diverses professions de la société, 69. — Est la cause du grand rôle que jouent les échanges, 73.

Domaines nationaux. Ont des inconvénients lorsqu'ils sont trop considérables, 242.

Droits d'entrée. Impôt équitable, seul rapport sous lequel il convient de les conserver, 104. — Inconvénients à craindre quand on les supprime brusquement, *ibid.* — A quelle occasion on les fait payer, 175. — Sont une mauvaise représaille, 224. — Ne protégent une industrie qu'aux dépens d'une autre, 247.

E

Eau. Pourquoi n'a point de valeur, 25.

Échanges. En quoi ils consistent, 72. — Ne sont pas productifs de richesses, 73.—Le grand rôle qu'ils qu'ils jouent dans l'économie sociale vient de la division du travail, *ibid.* — Office qu'y remplit la monnaie, 80. — Pourquoi le sort de

celui qui échange sa marchandise contre de l'argent est-il regardé comme plus favorable que le sort de celui qui donne de l'argent pour de la marchandise, 83. — Dans quelles circonstances leur nombre augmente, 85. — Ne sont pas la source des profits du commerce, 197.

Économie politique. Son objet, 17. — N'est pas différente pour les gouvernements et pour les particuliers, 190. — Ses progrès retardés par les mauvais ouvrages, 194. — N'est tenue d'expliquer que les lois générales, 230.

Économie privée. Les femmes y exercent une grande influence, 156. — Ce qui la caractérise, 157. — Pourquoi elle est considérée comme une vertu, 161. — Peut porter sur autre chose que sur des richesses, 236.

Effets de commerce. D'où leur vient leur valeur, 24.

Émigration des capitaux. Ne peut être empêchée, 145.

Empreinte des monnaies. Son utilité, 86. — Ajoute à leur valeur, *ibid*.

Emprunts publics. Sont des moyens de consommer des capitaux dont le public paye les intérêts, 184. — En quoi funestes pour la richesse générale, 185. — Ils diminuent les revenus de la société, *ibid*. — Manières diverses dont un gouvernement contracte un emprunt, 187. — Le bas intérêt qu'il paye n'est pas un indice que le pays soit bien gouverné, 248.

Entrepreneurs d'industrie. Leurs fonctions dans la société, 30. — Les opérations dont ils se chargent, 31. — Doivent comparer les frais de production avec la valeur des produits, 32. — Quels sont les entrepreneurs dans l'industrie agricole, 33. — Dans l'industrie manufacturière, *ibid*. — Dans l'industrie commerciale, 34. — N'ont pas besoin d'être propriétaires de la matière sur laquelle s'exerce leur industrie, *ibid*. — Leurs fonctions peuvent se cumuler avec celles de l'ouvrier, *ibid*. — Peuvent seuls faire valoir un capital, 58. — Ne peuvent connaître le montant de leur capital que par un inventaire, 60. — L'exportation des produits bruts leur est favorable, 105. — C'est par eux que la valeur des produits se distribue entre les producteurs, 123. — Comment la valeur d'un seul produit se distribue à plusieurs

entrepreneurs, 127. — Leur classe comprend les banquiers, courtiers et commissionnaires, 135. — Leur revenu toujours incertain, *ibid.* — Peuvent prétendre aux plus grands profits qui se fassent, 153. — Pourquoi les services qu'ils peuvent rendre sont moins communément offerts que d'autres, *ibid.* — Leurs profits sont le remboursement d'une avance faite à la production, 200. — Font de grandes pertes et de grandes fortunes, 228.

Entreprises industrielles. Comment font travailler leurs capitaux, 41. — Comment prennent de l'accroissement par l'accroissement de leurs capitaux, 57. — Quelles sont les plus lucratives, 134. — Sont la source des fortunes légitimes, 229.

Épargne. Seul moyen dont se forment les capitaux, 56. — Perpétuellement remboursée elle devient un fonds permanent, 57. — Comment les épargnes se placent à mesure qu'elles se font, 58. — Comment placées par un salarié, 59. — L'épargne n'est pas contraire aux producteurs, *ibid.* — N'est qu'une consommation différente, 60. — Fait gagner des profits à d'autres qu'à l'accumulateur, 60 et 163. — N'est pas fâcheuse pour la société, 162. — Entraîne des consommations répétées, *ibid.*

Escompter. Signification de ce mot, 94.

Établissements de bienfaisance. Espèces d'assurances mutuelles, 168. — Ne doivent pas multiplier les besoins qu'ils sont destinés à soulager, *ibid.*

Établissements publics. De quoi se composent, 166. — Caractères que doivent avoir ceux qui ont pour objet l'agrément du public, 169.

Exportation des marchandises. Ce que c'est, 95. — Est toujours balancée par des marchandises importées, 96. — Un pays gagne d'autant plus qu'elle est surpassée par les importations, *ibid.* — Différemment évaluée par les deux nations qui font commerce ensemble, 100. — Celle des marchandises manufacturées n'est pas plus avantageuse au pays que celle des matières premières, 102. — Comment peut être favorisée par les lois, 104. — N'est pas plus lucrative que celle de l'argent, 145.

F

Fabricant. Voyez *Manufacturier.*

Facultés industrielles. Sont un de nos fonds productifs, 55. — Font partie de nos propriétés, 115. — Quelle en est la double origine, *ibid.* — Comment sont évaluables, 116. — Sont nécessairement viagères, 117. — Pourquoi il convient à la société de respecter ce genre de propriétés, 119. — Sont la source d'un revenu, 122.

Femmes. Leur influence sur l'économie des maisons, 157.

Fermage, ou *loyer d'un fonds de terre.* Causes qui influent sur son taux, 141. — Controverses au sujet de son fondement, 231.

Fonctionnaires publics. Sont créateurs d'un produit immatériel, 63. — Comment le public consomme leurs services, 164. — Pourquoi leurs services n'augmentent pas la richesse nationale, 165. — Qui est le juge de leur utilité, 166. — Pourquoi ils protégent les personnes et les propriétés, *ibid.* — Dans quel cas leurs services ne sont pas productifs, 208. — Dans quel cas leurs traitements font partie du revenu de la nation, 226.

Fonds de terre. Le principal des instruments naturel de l'industrie. 46. — Se confond souvent avec le capital, 47. — Caractères qui les distinguent, *ibid.* — Son travail est un service productif, 48. — Qui est quelquefois acheté par un fermier, 50. — Fait partie de nos fonds productifs, 55. — Est quelquefois productif de produits immatériels, 64. — Origine de ce genre de propriétés, 117. — La moins respectable des propriétés, 118. — Pourquoi son appropriation est utile, même à ceux qui n'en sont pas propriétaires, 119. — Les progrès de l'industrie le font valoir davantage, 121. — Comment produit un revenu, *ibid.* — Causes qui influent sur le fermage qu'on en tire, 145. — Est inconsommable, 168. — Est quelquefois dépourvu de toute amélioration, 204. — Controverses auxquelles le profit qu'on en tire a donné lieu, 231.

Fonds productifs. En quoi ils consistent, 55.— Les uns sont naturels, les autres sont des fonds capitaux, *ibid.* — Sont la source de tous nos revenus, 121.— Ne sont pas consommés dans les opérations productives, 204.

Frais de production. Ce que c'est, 52. — Le travail de l'entrepreneur en fait partie, 54 et 200.— Sont la limite la plus basse du prix des choses, 76. — Sont la limite, mais non le fondement du prix des choses, 104 et 206.

Frais de recouvrement. Font partie de l'impôt, 15. — Ne sont accompagnés d'aucun avantage pour la nation, 176. — Sont proportionnellement plus considérables quand l'impôt est excessif, 180. — Leur diminution procure rarement un soulagement au contribuable, 243.

Fraude. Ses inconvénients, non pour le fisc, mais pour le public, 180.

H

Hospices et hôpitaux. Sous quel point de vue veulent être considérés, 168.

I

Immigrants. Avantage qu'en recueille un pays, 145.

Importation des marchandises. Ce que c'est, 78. — Celle des métaux précieux n'est pas plus avantageuse que celle de toute autre marchandise, 97. — Ne saurait faire sortir le numéraire d'un pays, 99. — L'excès des importations sur les exportations indique les profits que fait un pays dans son commerce avec l'étranger, 100. — Différemment évaluée par les deux nations qui font commerce ensemble, *ibid.* — N'alimente pas l'industrie étrangère avec nos capitaux, 222.

Impôts. Ceux qui portent sur l'entrée des marchandises étrangères aussi bons que les autres, 104. — Par qui payés, 171. — Les frais de recouvrement en font partie, *ibid.* — Ne doivent pas être compris dans les revenus nationaux, 172.—

Leur inconvénient quand ils portent sur les capitaux des particuliers, 172. — Ne doivent pas être seulement proportionnels, 173. — Moyens employés pour les asseoir, *ibid.* — Quels sont ceux qu'on appelle directs, 174. — Et indirects, 175. — Prennent quelquefois la forme du monopole, *ibid.* — Funestes quand ils portent sur des actes qui ne produisent pas, 176. — Ne sont pas supportés par ceux qui les payent, 177. — Pèsent à la fois sur le producteur et le consommateur, *ibid.* — Ne sont pas toujours payés par ce qu'on appelle matière imposable, 179. — Font quelquefois un tort supérieur à leur produit, 180. — N'encouragent pas la production, 181. — Provoquent la fraude, *ibid.* — Peuvent avoir de bons effets moraux, mais non pas économiques, *ibid.* — Ce mot convient aux peuples qui ne sont pas bien représentés, 241. — Comment il diminuent la demande qu'on fait des produits, 245. — Augmentent avec la richesse générale, *ibid.* — En quoi ils ont pu contribuer aux progrès de l'industrie, 246.

Industrie. Ses divers procédés se confondent souvent entre eux, 29. — Dégénère quand les sciences sont négligées, 31. — Ce qui la distingue du simple travail, 35. — Résumé de ses opérations, 36. — Concourt à la production des produits immatériels, 63. — Signes qui caractérisent ses progrès, 66. — Causes de ses progrès, 67. — Comment le gouvernement intervient dans la nature de ses produits, 107. — Et dans ses procédés, 100. — Prospère davantage dans les lieux où elle n'est pas réglementée, 110. — Comment les progrès des sciences servent à ses progrès, 199.

Industrie agricole. Quels travaux elle embrasse, 25. — Comment est productive, *ibid.* — Dans quel cas le gouvernement lui prescrit la nature de ses produits, 107.

Industrie commerciale. Comment est productive, 27. — Travaux qu'elle embrasse, 28. — Quels sont les entrepreneurs dans cette industrie, 33. — Comment elle fait travailler ses capitaux, 42. — Comment le gouvernement intervient dans la nature de ses produits, 108. — Et dans ses procédés, 109. — Ne consiste pas dans l'échange de deux superflus, 197.

Industrie manufacturière. Comment est productive, 26. —

Quels travaux elle embrasse, 27 et 33. — Comment elle emploie ses capitaux, 37. — Comment le gouvernement intervient dans la nature de ses produits, 107. — Et dans ses procédés, 109.

Industrieux ou *industriels*. Noms de ceux qui concourent à la production par des travaux industriels, 49. — Sont copropriétaires des produits d'un fonds de terre, 118. — Ce sont des entrepreneurs d'industrie qui leur payent leurs revenus, 127. — Peuvent se diviser en deux grandes classes, 133.

Instruction publique. Quels avantages une nation en retire, 166. — Dans quel cas doit être donnée aux dépens du public, 167. — Peut donner des idées fausses, 238. — Avantages de celle qu'on reçoit par l'enseignement mutuel, 239. — Souvent peu utile dans l'enseignement des hautes connaissances, 240.

Instruments naturels de l'industrie. Ce qu'il faut entendre par-là, 43. — Quelques-uns sont devenus des propriétés, 46. — D'autres demeurent la propriété de tous, 47. — Se confondent souvent avec le capital, *ibid.* — Comment on en tire un meilleur parti, 68 et 69. — Ne sont quelquefois qu'un moyen d'employer les forces humaines, 204.

Intérêt du capital. Se décompose en deux parts, 137. — Ce qui influe sur le taux qui est proprement le loyer du capital, *ibid.* — N'est pas bien nommé intérêt de l'argent, 140. — Intérêt légal défini, 141. — Ne devrait pas être fixé par les lois, *ibid.* — Sujet des plus grossières erreurs dans les temps d'ignorance, 230.

Intérêt légal. Défini, 141.

Inventaire. Ce que c'est, 43. — Seul moyen qu'ait un entrepreneur de connaître le montant de son capital, 60. — Mais seulement dans le cas où la monnaie n'a pas varié dans sa valeur, 207.

J

Jardins d'agrément. Sont productifs d'un produit immatériel, 64.

Jugement. Qualité nécessaire à un entrepreneur d'industrie, 155. — Et à tout consommateur, 161.
Jurisconsultes. Justifient l'autorité plus souvent qu'ils ne l'éclairent, 231.

L

Législation. Elle n'influe pas sur l'importation ou l'exportation des métaux précieux, 99. — Quelle est celle qui est le plus favorable au commerce, 104.
Lettres de change. Sont des signes représentatifs de la monnaie, 89. — Leur utilité, *ibid.* — Mécanisme de leur négociation, 90. — Monnaie dont elles sont acquittées, 91. — Pourquoi sont un bon gage des billets d'une banque, 95. — Ne peuvent servir à acquitter une nation de ses achats à l'étranger, 217.

M

Machines. Font partie du capital engagé d'une entreprise, 57. — Comment doivent être évaluées dans un inventaire, 40. — Dans quel cas leur emploi est avantageux aux entrepreneurs, et dans quel cas aux consommateurs, 69. — Fâcheuses, dans leur commencement, à la classe des ouvriers, 70. — Et favorables ensuite, témoin la presse à imprimer et les métiers à filer, *ibid.* — Elles tendent au perfectionnement de la société, 71.
Main-d'œuvre. Celle que fournissent les étrangers est en tout pays fort peu considérable, 103.
Maisons d'habitation. Produisent un produit immatériel, 64.
Manufactures. Comment elles font travailler leurs capitaux, 37 et suiv. — Ce qu'elles appellent leurs matières premières, 42. — L'exportation de leurs produits n'est pas plus avantageuse au pays que celle des matières premières, 102. — Comment le gouvernement intervient dans la

nature de leurs produits, 107.—Et dans leurs procédés, 109. — Les mauvaises récoltes leur sont contraires, 227. Voyez *Industrie manufacturière.*

Manufacturier ou *Fabricant.* En quoi il produit des richesses, 27. — Comment il fait travailler ses capitaux, 57. —Dans quel cas son capital est prêté au commerçant, 42.

Marchandises étrangères. Sont dans tous les cas payées avec nos produits, 99. — Différemment évaluées par la nation qui les envoie et par celle qui les reçoit, 100.

Marché. Signification de ce mot en économie politique, 212.

Matières premières. Ce que c'est, 42.— Sont souvent le produit d'une industrie précédente, 43. — Il n'est pas désavantageux de les exporter, 102.

Métaux précieux. Sont la matière la plus propre à faire les monnaies, 86. — Leur valeur réciproque varie perpétuellement, 87. — Sont ce qui détermine le pair du change, 92. — Leur importation n'est pas plus avantageuse que celle de toute autre marchandise, 97. — Ne sauraient devenir plus abondants par l'effet des prohibitions, 98.— La législation n'influe pas sur leur importation ou leur exportation, 99. — Leur abondance n'est pas la même chose que l'abondance des capitaux, 140.— Leur exportation n'est pas plus préjudiciable que celle des marchandises, 145.— Comment on apprécie leur valeur, 219.—Ne s'acquièrent qu'avec des produits, 220.

Meubles. Quand ils sont durables, sont productifs de produits immatériels, 64. — Quand ils ne sont pas durables, ne forment pas une portion de capital, 65.

Mines. Font partie des instruments naturels de l'industrie, 48.

Mineur. Comment son industrie est productive, 25.

Monnaie. Pourquoi sert communément à estimer la valeur des choses, 20. — La moindre partie de la monnaie fait partie du capital de la nation, 44. — N'est que l'instrument des échanges, 72. — Est un produit de l'industrie, 79. — A égalité de valeur n'est pas une richesse plus grande que tout autre produit, *ibid.* — Origine de sa valeur, *ibid.* — Ce n'est pas le gouvernement qui la détermine, 80. — Uti-

lité de la monnaie, *ibid.* — Elle se proportionne en quantité à la valeur des objets que l'on veut vendre ou acheter, 81. — Il convient à tout le monde d'en recevoir, et pourquoi, 82. — Ce qui fait que l'on regarde le sort de celui qui vend un produit comme plus favorable que le sort de celui qui l'achète, *ibid.* — Sa valeur est déterminée par la quantité de monnaie en circulation, 83. — Sa quantité plus ou moins grande ne change rien à la richesse du pays, *ibid.* — Sa dépréciation causée par la découverte de l'Amérique, 84. — Sa valeur peut s'accroître comme baisser, et par quelles causes, *ibid.* — A quels signes on connaît que sa valeur est plus haute ou plus basse, 85. — Matières dont elle a été faite, 86. — Son empreinte utile, mais non indispensable, *ibid.* — Ne saurait tomber au-dessous de la valeur du lingot, 87. — Pourquoi les gouvernements s'en réservent-ils la fabrication exclusive, *ibid.* — Celle d'argent soutient la valeur de celle de cuivre, 88. — Ce qui la distingue des signes représentatifs, 89. — Peut devenir plus rare sans que sa valeur totale soit moindre, 97. — Sa quantité n'influe pas sur le taux de l'intérêt, 138 et 139. — La somme n'est point diminuée par les dépenses, 157. — N'est ni un signe ni une mesure des valeurs, 214. — Pourquoi nous donne facilement une idée de la valeur des choses, 215. — Pourquoi n'a pas elle-même baissé davantage depuis le 16e siècle, 216.

Monopole. Ne crée pas de la richesse en créant de la valeur, 195 et 210.

N

Nation. Une portion de la grande société humaine, 17. — De quoi se compose sa richesse, 18. — De quoi se compose son capital, 44. — N'achète des marchandises étrangères qu'avec ses propres produits, 99. — Gagne d'autant plus que ses importations surpassent ses exportations, 100. — L'une ne perd pas ce que l'autre gagne, 101. — En quoi consiste son revenu, 123. — Avantage qu'elle recueille de ses con-

sommations publiques, 167. — Quelle instruction doit être repandue à ses frais, *ibid.* — Avantages qu'elle recueille de ses monuments publics, 169. — En quoi consiste l'économie dans ses dépenses, 170. — En quoi consistent ses propriétés, 171. — Pourquoi plus riche quand les produits baissent, 192. — Ne peut être comparée à un marchand unique, 220. — N'est jamais bien servie que lorsqu'elle est éclairée, 257.

Nations étrangères. Nous sommes intéressés à leur prospérité, 79.

Négociant. Voyez *Commerçant.*

Numéraire. Quelle portion du numéraire fait partie du capital national, et quelle non, 44. — En quoi son abondance est favorable aux affaires, 217. Voyez *Monnaie.*

O

Or. Voyez *Métaux précieux.*

Ouvriers. En quoi contribuent à la production, 33. — Dans quel cas sont en même temps entrepreneurs d'industrie, 54. — Quels ils sont dans l'industrie commerciale, 55. — L'invention des machines ne leur fait tort que dans l'origine et leur est favorable ensuite, 70. — Effet des corporations à leur égard, 110. — Dans quel cas forment eux-mêmes des corporations, 111. — Peuvent être divisés en manouvriers et en gens de métiers, 135. — Profits divers de ces deux classes, *ibid.* — Ce qu'il faut entendre par leur subsistance, *ibid.* — Erreur de ceux qui veulent leur procurer de l'ouvrage en écartant les produits étrangers, 224.

P

Pair du change. Ce que c'est, 91.

Papier-monnaie, ou *monnaie faite de papier.* Déprécie la monnaie, 84. — En quoi diffère des billets de confiance, 91. — Ce qui soutient sa valeur, 92.

Produire. Ce que c'est, 25. — Comment l'industrie agricole produit, 26. — Comment l'industrie manufacturière, 27. — Comment l'industrie commerciale, 28. — Toutes les manières de produire sont analogues entre elles, 29. — Dans quels cas elles sont fixées par le gouvernement, 109.

Produits. Signification de ce mot, 25. — Immatériels, ce que c'est, 61. — De nouveaux produits, signes d'un progrès industriel, 66. — La diminution de leur prix également, *ibid.* — S'échangent entre eux, même lorsqu'on les vend et achète pour de l'argent, 72. — Les propriétaires fonciers et les capitalistes concourent à leur création, 74. — Nature des produits comment déterminée par les réglements, 107. — Quels sont les plus favorables à la prospérité publique, 108. — N'ont pas besoin d'encouragement, 109. — Le consommateur est leur seul juge compétent, 110. — Ceux qui sont destinés à la consommation improductive sont une partie peu importante de nos propriétés, 113. — Doivent être la propriété de celui qui possède les fonds productifs dont ils émanent, 118. — Comment leur valeur se distribue entre les producteurs, 126. — Sont le résultat de plusieurs entreprises successives, 127. — Dans quels cas ils sont plus vivement demandés, 129. — Ceux de première nécessité sont ceux qui procurent le plus de profits, 134. — Les seuls produits sont susceptibles d'être consommés, 148. — Leur consommation est plus ou moins rapide, 149. — Pourquoi sont toujours consommés, 153. — Ceux qui n'égalent pas leurs frais de production ne méritent pas le nom de produits, 154. — Sont quelquefois détruits sans être consommés, 155. — Leur utilité est le seul fondement de leur valeur, 160. — Peuvent ne pas valoir ce qu'ils coûtent, 228.

Produit brut d'une nation. Est la somme de tous les produits nets, 227.

Produits immatériels. Ce que c'est, 61. — Sont consommés en même temps que produits, 62. — Sont des fruits de l'industrie, 63. — Sont quelquefois payés par la communauté, *ibid.* — Et quelquefois par les particuliers, 64. — Sont quelquefois produits par un fonds de terre, *ibid.*

Profits. Rétribution obtenue par l'industrie, les capitaux et les terres pour leurs services productifs, 121. — Les plus considérables sont faits par les entrepreneurs, 134.— Pourquoi ceux que font les savants sont modiques, *ibid*. — Ceux des gens de métier plus élevés que ceux des manouvriers, 135. — Source de ceux des capitalistes, 137. — Et des propriétaires fonciers, 141 et 204.

Prohibitions d'entrée. Ne sauraient rendre le numéraire plus abondant, 98. — Motifs dont les appuie, 101. — Sont déraisonnables sous tous les rapports, 223.

Propriétaires fonciers. Sont producteurs par le moyen de l'instrument qu'ils fournissent à la production, 49. — Sont quelquefois en même temps capitalistes et industrieux, 50. — Sont producteurs, puisqu'ils gagnent de quoi consommer, 74. — Ce sont des entrepreneurs de culture qui leur payent leur revenu, 126. — Controverses auxquelles leurs profits ont donné lieu, 231.

Propriété (droit de). Ce qui le caractérise et comment il est garanti, 112. — Comprend nos facultés industrielles, 115. — Embrasse les fonds productifs et les produits qui en émanent, 118. — Pourquoi utile à ceux même qui ne sont pas propriétaires, 119. — L'idée de propriété ne peut se séparer de celle des mesures des richesses, 192.

Propriétés. De quoi se composent, 113. — Capitales, ce que c'est, *ibid*. — Comment sont acquises, 114.—Sont quelquefois mobilières et quelquefois immobilières, *ibid*.— Et quelquefois immatérielles, *ibid*. — Comment on peut évaluer celles qui se composent de nos facultés industrielles, 115.— Les moins respectables de toutes sont les fonds de terre, 118. — Pourquoi il convient de les garantir toutes, 119. — En quoi consistent celles du public, 170.

Q

Quantité offerte et quantité demandée. Ne sont pas la cause, mais l'expression des prix, 75. — Ou plutôt le prix est l'expression abrégée de ces deux quantités, 212.

R

Règlements relatifs à l'industrie. Quels sont leur objet et leur but, 107. — Ne sauraient produire une seule parcelle de richesse, 111. — Dans quels cas ils sont indispensables, 225.

Retours. Ce que c'est, 41. — N'ont pas lieu quand des émigrants emportent leur fortune, 145.

Revenus. Quelle en est la source, 122. — Ce qui les rend plus grands, 123. — Leur augmentation peut avoir lieu, soit au profit des producteurs, soit au profit des consommateurs, 124. — Peuvent sortir à la fois de divers fonds productifs, 125. — Se distribuent par le moyen des entrepreneurs d'industrie, *ibid.* — Causes qui influent sur leur quotité, 129. — Les mêmes ne font pas vivre le même nombre de personnes dans les diverses classes de la société, 143. — Comment on les évalue pour avoir l'impôt, 173.

Richesse. Sa définition, 17. — Nationale, ce que c'est, 18. — Est de même nature, soit qu'elle soit grande ou petite, *ibid.* — Comment la quotité en est déterminée, 19. — Comment créée, 20. — N'est pas accrue par les échanges, 73. — N'est pas affectée par la rareté des monnaies, 85. — Ses sources méconnues par ceux qui veulent que les exportations surpassent les importations, 100. — Les règlements ne sauraient la produire, 112. — Pourquoi celle d'une nation est plus grande quand la valeur des produits baisse, 192. — N'a pas d'autre mesure que la valeur reconnue des choses, 194.

Richesses naturelles et *Richesses sociales.* Leur définition, 191.

S

Savants. En quoi ils contribuent à la production des richesses, 32. — Peuvent être rangés parmi les entrepreneurs d'industrie, 133. — Pourquoi leurs profits sont si peu considérables, 135. — Pourquoi la nation doit faire quelques

frais pour eux, 167. — Comment ils servent aux progrès des arts, 199. — Leurs découvertes utiles même quand elles n'ont pas d'applications immédiates, *ibid.*

Services capitaux. Ce que c'est, 49. — Comment consommés reproductivement, 51.

Services fonciers. Ce que c'est, 49. — Comment consommés reproductivement, 51.

Services industriels. Ce que c'est, 49. — Comment consommés reproductivement et improductivement, 51. — Leur consommation la plus rapide de toutes, 160.

Services productifs. Signification de ce mot, 48. — Comment ils concourent à la production quoique fournis par différentes personnes, 50. — Sont consommés par les entrepreneurs d'industrie, 51 et 202. — Sont la première source de tous nos revenus, 121. — Sont la seule chose consommée dans les opérations productives, 235.

Société. — Définition de ce mot, 17. — Subsiste par ses consommations, 52. — Montre la division du travail dans les différentes professions qu'on y trouve, 68. — A été perfectionnée par la charrue, 71. — Est garante des propriétés, 113. — Pourquoi intéressée à les garantir, 119. — Ne se partage pas en producteurs et consommateurs, 129. — Dans quel cas peut se dire civilisée, 130. — Consomme le service des fonctionnaires publics, 165. — Quel principal avantage elle en recueille, 167. — En quoi l'instruction publique lui est favorable, *ibid.*

T

Travail. Définition de ce mot, 35. — Il peut s'appliquer à la coopération du capital et du fonds de terre, 48. — Division du travail, ce que c'est, 68. — Est acheté par une portion du capital, 202. — Et consommé, 203.

U

Utilité. En quoi elle consiste, 20. — Pourquoi elle est la source

de la valeur des choses, 20. — Varie selon les lieux et les circonstances, 21. — Quand elle est donnée est le fondement de la valeur, 22 et 211. — Est quelquefois indirecte, 23, et 196. — Comment elle est communiquée aux choses, 25. — Comment produite par l'industrie agricole, 26. — Peut être consommée sans avoir été attachée à aucun objet matériel, 61. — Peut paraître inférieure à la cherté des produits, 131. — Est le seul vrai fondement de la valeur, 194 et 206. — Peut être naturelle ou créée, 211.

V

Vaccine. Découverte excellente, mais qui n'influe en rien sur la population des États, 234.

Valeur. Comment sa quotité est déterminée, 19. — Pourquoi estimée communément en monnaie, *ibid.* — Comment créée, 79. — Celle de la monnaie n'a pas une origine différente de celle de tout autre produit, *ibid.* — Est en raison inverse de la quantité en circulation, 85. — Dans quel cas elle peut croître, 84. — A quels signes on s'aperçoit de ses variations, 85. — Ne saurait tomber au-dessous de la valeur du lingot, 86. — Valeur des produits consommés est la mesure de la consommation, 147. — Ne saurait être consommée deux fois, 149. — Est quelquefois détruite sans être consommée, 155. — Son idée inséparable de celle de la propriété, 188. — Déterminée par la possibilité d'un échange, 193. — N'a pas d'autre fondement que l'utilité des produits, *ibid.* — Celle qui a sa source dans le monopole n'est pas augmentation, mais déplacement de richesse, 195 et 208.

Valeurs. Signification de ce mot, 25. — Dans quel cas composent un capital, 57.

Ventes. Sont des échanges, 72.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

2511883 D

99 94 27 27

Google

TABLE DES CHAPITRES.

		Pages.
	Préface de l'éditeur.	1
	Avertissement.	11
Chap. I.	De quoi se composent les richesses, et ce que c'est que la valeur.	17
II.	Ce que c'est que l'utilité, et en quoi consiste la production des richesses	20
III.	De l'industrie.	25
IV.	Des opérations communes à toutes les industries.	30
V.	Ce que c'est qu'un capital, et comment on l'emploie.	36
VI.	Des instruments naturels de l'industrie	45
VII.	Des services productifs	48
VIII.	De la formation des capitaux.	56
IX.	Des produits immatériels.	61
X.	En quoi consistent les progrès de l'industrie.	66
XI.	Des échanges et des débouchés.	72
XII.	De la monnaie.	79
XIII.	Des signes représentatifs de la monnaie.	89
XIV.	De l'importation et de l'exportation des marchandises	95
XV.	Des prohibitions.	101

Pages.

Chap. XVI. Des règlements relatifs à l'exercice de l'industrie. 107
XVII. De la propriété 112
XVIII. De la source de nos revenus. . . . 121
XIX. De la distribution de nos revenus. . 125
XX. Des causes qui influent sur les revenus quels qu'ils soient. 129
XXI. Du revenu des industrieux. 132
XXII. Du revenu des capitalistes et des propriétaires fonciers. 136
XXIII. De la population 142
XXIV. De la consommation en général. . 147
XXV. Des résultats de la consommation. . 151
XXVI. Des consommations privées. . . . 156
XXVII. Des consommations publiques. . . 164
XXVIII. Des propriétés publiques et des impôts 170
XXIX. Des effets économiques de l'impôt. . 176
XXX. Des emprunts publics. 185

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

TABLE DES NOTES.

Notes.		Pages.
1	Sur les richesses naturelles et les richesses sociales.	191
2	Différence entre la valeur réelle et la valeur relative des produits.	192
3	L'échange, nécessaire pour constater la quotité d'une valeur.	193
4	L'utilité, vrai fondement de la valeur.	194
5	Les mauvais livres d'économie politique embrouillent les questions au lieu de les éclaircir.	*Ibid.*
6	La valeur née du monopole est un simple déplacement de richesse.	195
7	De l'utilité directe et de l'utilité indirecte.	196
8	Théorie de la production qui a lieu par le fait du commerce.	197
9	Des progrès que les arts doivent aux sciences.	199
10	On ne peut dire d'aucune découverte qu'elle sera sans utilité.	200
11	Les profits de l'entrepreneur font partie des frais de production.	*Ibid.*
12	C'est la nature de l'emploi et non la nature de la substance qui fait le capital.	201
13	Sur la manière dont est consommé un capital dans les opérations productives.	*Ibid.*
14	Source du profit que rendent les propriétés foncières.	204
15	En quoi servent les lois de la physique.	*Ibid.*
16	Des terres auxquelles ne sont ajoutées aucunes valeurs capitales.	*Ibid.*
17	Que les opérations productives ne consomment aucune partie des fonds productifs.	205

Notes Pages.
18 Ce ne sont pas les frais de production qui font la valeur des produits. 206
19 Restriction à faire relativement au résultat d'un inventaire. 207
20 Dans quel cas le service des fonctionnaires publics est productif. 208
21 Dans quels cas l'augmentation des prix n'est pas un accroissement de richesse. 209
22 Le prix de deux objets n'est que l'expression abrégée de leurs quantités respectives. 212
23 Que la monnaie n'est ni un signe, ni une mesure. . 214
24 La monnaie d'argent n'a pas baissé de valeur en proportion avec son abondance. 216
25 Les lettres de change ne suffisent pas pour payer les achats faits à l'étranger. 217
26 En quoi l'abondance du numéraire est favorable aux affaires. . . . . *Ibid.*
27 De quelle manière la valeur de l'argent le fait voyager d'un pays dans un autre. 219
28 Un pays ne s'acquitte jamais envers un autre que par le moyen de ses produits. . . . . *Ibid.*
29 Une nation ne peut être comparée à un marchand en boutique. 220
30 S'il convient de créer de l'ouvrage pour occuper les travailleurs. 221
31 Réponses aux principales objections contre la liberté du commerce. 222
32 En quoi les intérêts des communautés d'arts et métiers sont opposés aux intérêts du public. . . . 224
33 Quels règlements sont utiles. 225
34 Si les traitements des fonctionnaires font partie des revenus de la nation 226
35 Pourquoi les mauvaises récoltes sont contraires aux manufactures. 227
36 Sur les produits dont les frais excèdent la satisfaction qu'ils procurent 228
37 Sur les fortunes industrielles . . . . . *Ibid.*

Notes. Pages
38 Même sujet. 229
39 L'économie politique ne fait connaître que les lois générales. 230
40 Sur la proscription du prêt à intérêt. . . . . *Ibid.*
41 Controverse sur les profits du propriétaire foncier. . 231
42 La vaccine n'influe en rien sur la population. . . 234
43 Les améliorations d'une terre sont un fonds capital qui se consomme. . . . . *Ibid.*
44 Il y a double consommation dans les opérations productives. 235
45 Il convient que la consommation improductive soit lente, et la productive rapide 236
46 L'économie s'applique à autre chose qu'aux richesses. . . . . *Ibid.*
47 Des travaux perdus. 237
48 Les nations sont servies comme elles veulent l'être. . *Ibid.*
49 Ce que c'est qu'une fausse instruction. 238
50 Avantages de l'enseignement mutuel. 239
51 Inutilité de l'école polytechnique. 240
52 Le mot de contributions ne convient qu'aux pays libres. 241
53 Un pays n'est bien administré que par des autorités locales. . . . . *Ibid.*
54 Danger des grands domaines nationaux. 242
55 Le budget des dépenses est le seul essentiel. . . . 243
56 Pourquoi l'impôt diminue la demande des produits. . 245
57 Quand les revenus des particuliers augmentent, l'impôt produit plus. 246
58 Les impôts d'Angleterre y ont favorisé les progrès de l'industrie. 247
59 Les droits d'entrée ne protégent pas l'industrie intérieure. . . . . *Ibid.*
60 Le bas intérêt des fonds publics n'indique pas qu'on est bien gouverné 248

FIN DE LA TABLE DES NOTES.

BNCF
FIRENZE

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] (Michel). [illegible] 1 A[illegible] 2 vol. [illegible]

— Des [illegible] matér[illegible] routes canaux ch[illegible] travaux publics de la [illegible]

TAFFE Application d[illegible] chines les plus en [illegible] vent et les animaux [illegible] in-8° avec plan.

URA (ANDREW). Philosophi[illegible] industrielle de la fabrica[illegible] la soie, avec la description d[illegible] ployées dans les ateliers angla[illegible] de l'auteur, et augmenté d'un ch[illegible] trie cotonnière française, etc. 2 [illegible]

[illegible]NVIER Trait[illegible] complet des [illegible] qu[illegible]s à l'industrie. 1 vol. in-18 [illegible]

POISSON T[illegible]té de mé[illegible]anique. 1 fort [illegible]